

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2017



Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2017
ISBN 978-2-550-79965-8 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2017

Avant-propos

Dans le cadre de sa mission, l'Institut de la statistique du Québec a notamment le mandat d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. Par ce rapport, l'Institut apporte un éclairage basé sur des analyses statistiques fiables et pertinentes appuyées par les données les plus récentes. Tant le public en général que les syndicats, les employeurs et les autres intervenants du marché du travail bénéficient de ces données stratégiques pour alimenter leurs discussions quant aux conditions de rémunération.

L'Institut a par ailleurs effectué, en 2017, un exercice de consultation des parties patronale et syndicales de l'administration québécoise dans le cadre d'un exercice de revue du programme de comparaison de la rémunération. Cette consultation visait à déterminer les besoins actuels des parties afin d'assurer l'adéquation entre les objectifs du programme et ses livrables. Au terme de cet exercice, l'Institut dispose d'une information essentielle lui permettant de proposer des ajustements pertinents à ses processus et analyses.

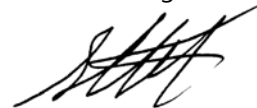
La consultation des parties à la négociation a également permis d'apporter des changements dans l'édition actuelle du rapport *Rémunération des salariés : état et évolution comparés*. Ainsi, les informations portant sur l'environnement économique et le marché du travail ont été retirés du rapport. D'autres publications de l'Institut permettent aux utilisateurs de consulter des analyses sur ces sujets, notamment la publication [État du marché du travail au Québec](#) et le bulletin [Stat-Express](#) sur les indicateurs économiques conjoncturels (diffusion hebdomadaire).

Comme prévu, cette publication est de type « banque de données ». Ainsi, l'édition 2017 présente, en annexe, tous les résultats de la comparaison par emploi repère et pour l'ensemble des emplois ainsi que les résultats sur les taux d'augmentation salariale selon les conventions collectives déposées dans la banque de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. L'Institut propose une analyse de l'évolution des écarts, depuis 2009, sur le plan des salaires et de la rémunération globale.

De plus, une brochure (*Faits saillants*), qui présente une synthèse des principaux résultats, accompagne le rapport. Ce format est pratique pour les représentants des parties à la négociation, les médias et le public en général.

L'Institut respecte son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis et remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants à l'enquête sur la rémunération globale (ERG).

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

La coordination de ce rapport a été assurée par :	Nadège Jean
Direction des statistiques du travail et de la rémunération :	Patrice Gauthier, directeur
Ont apporté leur précieuse collaboration :	Marilyn Barbieri, David Chapados, Alexandre Gaudreault, Mélanie Grenier, Pharet Pheng et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison. Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison. Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques. Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes – rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale. France Lozeau, pour la mise en page et la Direction des communications pour la révision linguistique.

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Nationale, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Royale du Canada, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, Normandin Beaudry, Willis Towers Watson, Saucier conseil et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à : Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 1020
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

- ... N'ayant pas lieu de figurer
- .. Donnée non disponible
- x Donnée confidentielle
- k En milliers
- n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *saliés, employés, professionnels, techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Table des matières

Principaux résultats.....	9
Introduction.....	17
La méthodologie	19
Les orientations et les approches méthodologiques	20
Le traitement et l'analyse des données.....	33
Les particularités de l'administration québécoise.....	36
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	36
Annexes.....	43

Liste des tableaux

La méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	20
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	23
III	Panier des emplois repères par catégories d'employés.....	30
IV	Population de référence pour la comparaison.....	31
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois.....	32
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation.....	34
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	41

Liste des figures

La méthodologie

I	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2017	27
---	---	----

Banque de données

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2017

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2017

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2017

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2017

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2017

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2017

G-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2017 et 2016

G-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2017 et 2016

G-3 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2017 et 2009

G-4 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégories d'emplois, de 2017 et 2009

H Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2017

I Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2017

J Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2017

K Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2017

Principaux résultats

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2017, dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 13,9 % par rapport à celui des autres salariés québécois. Au total, 57 emplois repères sur 76, représentant 77 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards varient de 12,9 % chez les techniciens à 33,2 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise montre un retard de 8,6 % par rapport à celle des autres salariés québécois, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé pour 44 des 76 emplois, regroupant 64 % de l'effectif, et pour quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés représentés par les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également fait pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise montrent un retard salarial de 10,2 % face à ceux du secteur privé, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 42 des 73 emplois repères, regroupant 61 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard dans l'administration québécoise; les écarts se situent entre – 8,8 % et – 32,2 %. Quant aux employés de service, ils affichent la parité.

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est à parité avec le secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. Ce statut touche 30 des 73 emplois, comptant 33 % de l'effectif, alors que

23 autres affichent une avance (44 % de l'effectif) et 20 présentent un retard (24 % de l'effectif). Les 23 emplois en avance sont contrebalancés par les 20 emplois en retard. Les catégories des professionnels et des employés de bureau sont à parité dans les deux secteurs quant à la rémunération globale. Les techniciens et employés de service affichent une avance (respectivement 3,9 % et 9,5 %), tandis que les ouvriers accusent un retard de 31,8 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur le plan du salaire, en raison du nombre d'heures de présence au travail qui y est moins élevé.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 21,5 % face au secteur « autre public », dans l'ensemble des emplois repères. Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise montre aussi un retard, et l'écart est encore plus important, soit de 27,4 %. Ce retard plus prononcé de l'administration québécoise s'explique par le fait que les coûts représentés par les avantages sociaux sont moins élevés dans ce secteur.

Sur le plan du salaire, le statut de retard est observé pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne la rémunération globale, un retard est constaté pour 74 des 75 emplois repères, regroupant la quasi-totalité de l'effectif. Les écarts salariaux vont de – 19,5 % chez les professionnels et les employés de service à – 34,7 % chez les ouvriers, alors que ceux touchant la rémunération globale vont de – 22,4 % (professionnels) à – 50,3 % (ouvriers).

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 25,3 % par rapport à l'administration municipale. Au chapitre de la rémunération globale, comme pour les salaires, l'administration québécoise affiche un retard de 39,7 % comparativement à l'administration municipale dans l'ensemble des emplois repères. Tant sur le plan des salaires que sur celui de la rémunération globale, le statut de retard est noté dans 64 des 65 emplois repères, représentant la quasi-totalité de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts salariaux se situant entre – 19,0 % et – 35,3 %, alors que les écarts de rémunération globale vont de – 30,2 % à – 59,0 %.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf les professionnels, le retard plus important enregistré pour la rémunération globale résulte des débours inférieurs pour les avantages sociaux et des heures de présence au travail plus nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 20,0 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques », dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 60 des 63 emplois repères, représentant 97 % de l'effectif. Les retards vont de 15,8 % chez les employés de service à 38,7 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 23,9 % face au secteur « entreprises publiques », dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 58 des 63 emplois repères, regroupant 97 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard dans l'administration québécoise, les écarts allant de – 18,7 % à – 44,6 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels, des techniciens, des employés de bureau et des ouvriers, le retard plus prononcé noté pour la rémunération globale s'explique par le fait que les coûts représentés par les avantages sociaux sont moins élevés dans l'administration québécoise.

De plus, pour les employés de bureau de ce secteur, l'augmentation du retard résulte du fait que le nombre d'heures de présence au travail est supérieur.

Le secteur universitaire

Le salaire des employés de l'administration québécoise accuse un retard de 12,9 % par rapport à celui des salariés du secteur universitaire, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 53 des 63 emplois repères, regroupant 85 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard dans l'administration québécoise, avec des écarts allant de – 9,4 % chez les employés de service à – 16,9 % chez les employés de bureau.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en retard de 17,6 % comparativement à celle des salariés du secteur universitaire, dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 58 des 63 emplois repères, comptant 94 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts se situent entre – 13,6 % et – 26,6 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les débours moins élevés pour les avantages sociaux et par les heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise affiche un retard face à l'administration fédérale, tant sur le plan salarial (– 20,5 %) que sur celui de la rémunération globale (– 20,4 %). Ce statut est observé dans chaque catégorie d'emplois et pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne les salaires, les écarts vont de – 17,3 % chez les employés de bureau à – 34,6 % chez les ouvriers. Quant à la rémunération globale, les retards se situent entre 16,5 % et 36,1 %.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des techniciens et des employés de bureau, l'amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, est attribuable au nombre d'heures de présence au travail moindre dans ce secteur, malgré les débours moins élevés pour les avantages sociaux.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise présente un retard de 20,4 % par rapport à celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est noté pour 69 des 75 emplois repères, représentant 87 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard salarial; les retards vont de 9,6 % chez les employés de service à 37,8 % chez les ouvriers.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise affiche un retard de 23,6 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 66 des 75 emplois repères, représentant 84 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard; les écarts se situent entre - 21,9 % et - 48,8 %. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans la catégorie des professionnels, le retard plus prononcé pour la rémunération globale est attribuable aux coûts moins élevés représentés par les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des salariés de l'administration québécoise est en retard de 6,1 % comparativement à celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 35 des 74 emplois repères, représentant 56 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 7,0 % à - 11,8 %. Les employés de service montrent, pour leur part, une avance de 17,2 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise montre une avance de 5,8 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 31 des 74 emplois repères, regroupant 56 % de l'effectif. Trois des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise présentent une avance : les techniciens (6,2 %), les employés de bureau (3,1 %) et les employés de service (25,1 %). Les deux autres catégories sont à parité dans les deux secteurs.

La situation comparative de l'administration québécoise est meilleure en termes de rémunération globale que de salaire dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories, car les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. Il faut souligner aussi que pour l'ensemble des emplois repères, les employés de bureau et les employés de service, des coûts plus élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise accuse un retard de 20,6 % vis-à-vis de celui des employés du secteur privé syndiqué. Sur le plan salarial, ce statut est observé dans 51 des 65 emplois repères, regroupant 78 % de l'effectif. Des retards sont notés dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 17,0 % et - 41,6 %. Les employés de service, quant à eux, sont à parité dans les deux secteurs.

Sur le plan de la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise affichent un retard de 20,4 % face aux salariés syndiqués du secteur privé. Le statut de retard est constaté dans 45 des 65 emplois repères, regroupant 71 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard, les écarts allant de - 20,1 % à - 44,9 %. Les employés de service, pour leur part, sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, la situation de l'administration québécoise est comparable sur les plans du salaire et de la rémunération globale.

Le secteur privé non syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 5,6 % par rapport à celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 33 des 73 emplois repères, comptant 56 % de l'effectif. Un retard salarial est noté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts se situant entre - 6,0 % et - 11,6 %. Quant aux employés de service, ils présentent une avance de 17,3 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 6,9 % face au secteur privé non syndiqué, dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 32 des 73 emplois repères, regroupant 57 % de l'effectif. Trois des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise montrent une avance : les techniciens (7,8 %), les employés de bureau (4,1 %) et les employés de service (25,2 %). Les deux autres catégories sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, la situation comparative de l'administration québécoise est en meilleure position sur le plan de la rémunération globale) que du salaire car les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. Il faut souligner aussi que pour l'ensemble des emplois repères, les employés de bureau et les employés de service, des coûts plus élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, le retard du maximum normal est moins important que celui du salaire, la position des employés de l'administration québécoise dans leur échelle salariale étant moins avancée que celle notée chez l'ensemble des autres salariés québécois. Chez les techniciens et les employés de bureau, c'est plutôt sur le plan du salaire que la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure.

En comparaison de ceux de tous les autres secteurs étudiés (10 secteurs), les maximums normaux de l'administration québécoise sont inférieurs, tant pour les professionnels, les techniciens que pour les employés de bureau. Chez les professionnels, dans 9 des 10 secteurs comparés, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire, ce qui révèle une position des professionnels de l'administration québécoise généralement moins

avancée dans leur échelle salariale que celle de leurs homologues. Lorsque la comparaison est faite avec le secteur privé syndiqué, il n'y a pas de différence entre l'écart du maximum normal et celui du salaire.

Dans la catégorie des techniciens, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du salaire que sur celui du maximum normal dans quatre secteurs. Pour quatre autres secteurs, c'est l'inverse qui est observé. Dans la catégorie des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec sept secteurs. Face aux trois autres secteurs, la situation est similaire.

Environ 68 % des professionnels, 43 % des techniciens et 41 % des employés de bureau du secteur privé, rémunérés selon une échelle salariale, bénéficient d'un maximum au mérite. Ces proportions atteignent respectivement 70 %, 50 % et 48 % chez les employés non syndiqués du secteur privé. Par contre, dans l'administration québécoise, les échelles salariales ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (41,8 % du salaire) sont similaires à ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois. Ils sont, par contre, inférieurs par rapport aux employés syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) ainsi que vis-à-vis du regroupement « autre public » et de ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts varient de 45,4 % à 54,2 % du salaire dans ces ventilations. En revanche, les débours totaux dans l'administration québécoise sont plus élevés que ceux notés pour les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) et le secteur privé.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (25,4 %) sont moins élevés que ceux observés dans tous les secteurs de comparaison, exception faite des non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) et

ceux du secteur privé. Les coûts à ce chapitre représentent de 27,0 % à 37,2 % du salaire dans ces ventilations. Cette situation s'explique par les débours inférieurs pour les régimes de retraite dans l'administration québécoise vis-à-vis de ces secteurs.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,4 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués et secteur privé (syndiqué ou non). Par contre, les coûts sont moindres à ce titre dans l'administration québécoise par rapport aux autres salariés québécois syndiqués et à ceux du secteur « autre public » et ses composantes.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail des salariés de l'administration québécoise est de 35,9 heures, soit près d'une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. Elle est plus courte que celle observée pour les syndiqués, les non-syndiqués, les employés du secteur privé (syndiqué ou non), ceux du secteur « autre public » et ceux de l'administration fédérale. Elle est, en revanche, plus longue que celle constatée dans l'administration municipale et dans le secteur universitaire, et similaire à celle des « entreprises publiques ».

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à 30 dans l'administration québécoise. Elles y sont plus nombreuses que dans le regroupement « autre public » et trois de ses composantes (le secteur universitaire, l'administration municipale et les « entreprises publiques »). Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieures à celles de tous les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée au chapitre des heures de présence est notée par rapport aux travailleurs du secteur privé et aux non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) : elle est respectivement de 3,0 h et 3,3 h de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2016 et 2017, la situation des salariés de l'administration québécoise quant au salaire, dans l'ensemble des emplois repères, est demeurée stable par rapport à

celle des autres salariés québécois et à celle des employés du secteur privé. Le même constat s'applique à cinq autres comparaisons. Par contre, elle s'est affaiblie comparativement à la situation des autres salariés québécois syndiqués et à celle des travailleurs du regroupement « autre public » et deux de ses composantes (les administrations municipale et fédérale au Québec).

Sur le plan de la rémunération globale, la situation de l'administration québécoise, entre 2016 et 2017, est demeurée stable par rapport à tous les secteurs, sauf deux des quatre composantes du regroupement « autre public ». Ainsi, elle s'est affaiblie face à l'administration fédérale et s'est améliorée par rapport à l'administration municipale.

Lorsque les années 2009 et 2017 sont considérées, la situation du salaire des employés de l'administration québécoise s'est affaiblie face à tous les secteurs. En ce qui concerne la rémunération globale, le même constat est fait, sauf par rapport aux non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé) et au secteur privé. En effet, une stabilité des écarts, pour la période étudiée, est constatée dans ces secteurs.

Les sections portant sur l'environnement économique et le marché du travail ne figurent plus dans ce feuillet à partir de cette année. D'autres publications de l'Institut permettent aux utilisateurs de consulter des analyses récentes sur ces sujets, notamment la publication *État du marché du travail au Québec* et le bulletin hebdomadaire Stat-Express sur les indicateurs économiques conjoncturels.

Les tendances salariales

Gain de pouvoir d'achat pour les salariés syndiqués en 2017

La croissance moyenne des échelles salariales de l'ensemble des salariés québécois syndiqués, pour les six premiers mois de 2017, indique un gain de pouvoir d'achat de 0,9 %.

Une croissance réelle positive est observée dans tous les secteurs analysés. Les gains de pouvoir d'achat varient de 0,4 % dans le secteur fédéral à 1,5 % dans les entreprises publiques québécoises.

La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les six premiers mois de 2017 est de 0,9 %.

Une partie des conventions collectives de l'administration fédérale (regroupant 40 093 salariés) ont été renouvelées en 2017.

La quasi-totalité des salariés reçoivent des augmentations salariales supérieures ou égales au taux d'inflation

En 2017, tous les salariés syndiqués de l'administration québécoise et des secteurs fédéral et universitaire reçoivent une augmentation de leur structure salariale supérieure ou égale à la croissance de l'IPC. C'était aussi le cas en 2016, sauf pour le secteur universitaire, qui affichait une proportion inférieure (67 %).

Pour les trois autres secteurs, la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation en 2017 varie de 93,9 % dans le secteur privé à 97,4 % dans les entreprises publiques québécoises. En 2016, ces secteurs présentaient des pourcentages moins élevés de salariés recevant des augmentations supérieures ou égales à l'IPC, à l'exception du secteur privé.

La proportion de l'ensemble des salariés syndiqués recevant une augmentation de leur structure salariale inférieure à la croissance de l'IPC en 2017 est de 0,3 %. Ce type d'augmentation est observé dans le secteur privé (1,7 %).

Environ 1,3 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire ; près des deux tiers (66 %) de ces salariés proviennent du secteur privé.

Ententes signées dernièrement : taux en hausse chez les autres salariés québécois

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. La majorité des conventions collectives visant l'administration québécoise ont été renouvelées en 2016. Ces conventions donnent lieu à un taux d'augmentation moyen de 1,6 % par année (durée de cinq ans).

L'analyse en 2017 porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise. Les ententes respectives octroient un taux de croissance supérieur à celui de 2016 (2,1 % contre 1,8 %). Une hausse de la croissance est observée également dans tous les secteurs, sauf dans le secteur universitaire.

Dans les ententes de 2017, 88,2 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est plus élevée que celle notée en 2016 de près de vingt points de pourcentage.

Perspectives : le pouvoir d'achat est plus élevé en 2017 qu'en 2018

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, l'augmentation moyenne des échelles salariales, pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués), serait de 1,8 % en 2017 et de 1,9 % en 2018.

En 2017, les salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance inférieur à celui de 2018 (1,8 % contre 2,0 %). La même tendance est prévue pour l'administration québécoise et pour les entreprises publiques québécoises.

Dans le secteur municipal, la situation inverse est observée (2,3 % contre 1,2 %).

L'augmentation moyenne des échelles salariales chez les non-syndiqués serait identique à celle des syndiqués en 2017 (1,8 %), alors qu'elle serait inférieure à celle-ci en 2018 (1,8 % contre 2,0 %).

En considérant l'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître une augmentation de leur pouvoir d'achat, pour chaque année, sauf le secteur municipal en 2018. Cependant, la croissance réelle devrait être plus élevée en 2017 dans chaque secteur, puisque le taux d'inflation prévu pour cette année-là est inférieur.

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2017 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Ce document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats sont également présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé ainsi que pour les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public » et ses composantes : les administrations fédérale et municipale, les universités et les entreprises publiques des trois paliers de gouvernement. De plus, des résultats tenant compte du facteur de la syndicalisation sont fournis pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et sources méthodologiques utilisées par l'Institut de la statistique du Québec. Des résultats détaillés sont également disponibles; ils sont exposés dans les tableaux qui composent la série des annexes.

Les tableaux présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, des résultats concernant les employés rémunérés selon une échelle salariale (annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (annexes B) et la rémunération selon les composantes, calculée conformément à la méthode des débours (annexes C à F). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes G portent sur l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et des écarts de rémunération globale sont présentés selon le secteur et la catégorie d'emplois et couvrent la période de 2009 à 2017.

Finalement, les annexes H à K exposent la situation et fournissent des données concernant la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes.

La méthodologie

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, du domaine de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que du domaine de la santé et des services sociaux, alors que les « autres

salariés québécois » correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction.

Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise, telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux ne faisant pas partie de la table de négociation selon la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'Institut pour sa comparaison¹.

Tableau I

Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux Éducation - Commissions scolaires - Cégeps Santé et services sociaux - Centres intégrés de santé et de services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	Secteur privé² - Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	Secteur « autre public » Entreprises publiques - federales au Québec - provinciales - locales Administration fédérale au Québec Universités Administrations municipales Organismes gouvernementaux de l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle des employés du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.

2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.

3. Ils ne comprennent pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, L.R.Q., c. I-13.011.

La source de données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG), réalisée par l'Institut. Ce dernier utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du tableau *Population totale, municipalités de 15 000 habitants et plus* du site Internet de l'Institut.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage, qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs est

semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteur d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois³ ans. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2017, un premier échantillon (groupe de rotation J) a été tiré à l'automne 2014 (pour l'ERG 2015), un deuxième l'a été à l'automne 2015 (groupe de rotation K, pour l'ERG 2016), alors que le troisième groupe de rotation (K) a été introduit à l'automne 2016 (pour l'ERG 2017).

La collecte de données est basée sur la transmission, par le répondant, d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que les caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code selon la Classification nationale des professions (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsqu'au sein d'une même unité de collecte on retrouve plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2017*, présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »). C'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En deuxième année et en troisième année, seules des données sur les taux d'augmentation salariale moyens sont recueillies.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le résultat de la multiplication des poids de ces trois éléments. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnés parmi toutes les unités-emploi potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

$$\begin{array}{lcl}
 & \text{Rémunération} & + \text{Rémunération} \\
 & \text{directe} & \text{indirecte} \\
 \text{Rémunération} & = \frac{\text{Heures régulières}}{\text{Heures régulières}} & - \frac{\text{Heures chômées}}{\text{Heures chômées}} \\
 \text{globale par} & & \text{payées} \\
 \text{heure travaillée} & = \frac{\text{Rémunération}}{\text{Heures de présence}} & \\
 & \text{annuelle} & \\
 & \text{au travail} &
 \end{array}$$

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte. Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les jours fériés et congés mobiles, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'Institut ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes

peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et de l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée.

Tableau II

Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	• Salaire¹ • Remboursement de congés de maladie non utilisés	• Bonis, commissions et montants forfaitaires² • Primes² • Rémunération pour les heures supplémentaires • Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	• Régime de retraite • Assurance-salaire • Assurance-invalidité • Assurance-vie • Assurance maladie • Assurance-soins optiques • Assurance-soins dentaires • Compensation pour congés parentaux (congé de maternité, paternité, adoption, parental) • Régimes ératiques (RRQ, RAMQ, SST, AE, AP)	• Autres assurances • Services et gratifications • Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	• Heures régulières de travail	• Heures supplémentaires • Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	• Congés annuels • Jours fériés et congés mobiles • Congés parentaux • Congés de maladie utilisés • Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	• Congés de perfectionnement • Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé, incluant celle correspondant aux heures chômées payées.

2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.

3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte, selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère, lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales, de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emploi ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles que l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des

salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, celles avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important. Ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut poser certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale, mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale officielle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type « avancement de carrière », alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule, pour chaque emploi repère, un minimum et un maximum reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée de la façon suivante :

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours pour les salaires⁹ plus importants dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne

plus élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart de pourcentage. L'Institut exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.
10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.
11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.
12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées, exprimés en pourcentage du salaire, sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux

avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité de l'échantillon dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation J et du groupe K, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent, pour chacun des secteurs comparés, les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celle permettant de déterminer le statut de

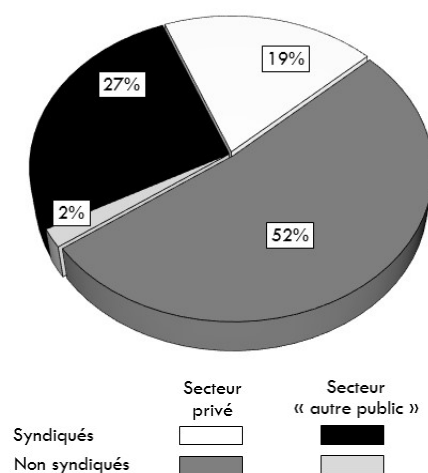
chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts, alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2017 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (J, K et L).

Il est à noter que tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 11 des 14 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans le secteur « entreprises publiques ».

Figure I
Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon le statut de syndicalisation et le secteur d'activité, 2017



15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronale et syndicale a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est

l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populaires couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca].

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise, mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre, a été remplacée par celle d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper, dans chacun des sous-secteurs, les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi chez les répondants à l'ERG.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères » paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur), déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble, et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise, avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
Ouvriers	Préposé à l'admission ³	PA	D
	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
	Mécanicien d'entretien (<i>millwright</i>)	MI	P
Personnel d'entretien et service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).
2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.
3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 76 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois repères comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple, les niveaux 1 et 2 des techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé dans le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois repères à temps plein de l'administration québécoise, avec un comparable direct et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois regroupent 72 809 employés de l'administration québécoise, soit 17,3 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Le tableau IV présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective. Le personnel d'encadrement n'est donc pas ciblé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point québécois. Par conséquent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés occupant des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 70 935.

Tableau IV

Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif	Proportion de l'effectif total
	n	%
Administration québécoise (excluant les cadres)	408 967	100,0
Emplois non syndiqués ²	– 2 460	0,6
Emplois occasionnels	– 77 674	19,0
Emplois réguliers à temps partiel	– 71 627	17,5
Emplois réguliers à temps plein	257 206	62,9
Emplois sans contrepartie ³	– 186 271	45,5
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	70 935	17,3
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	– 126	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	70 809	17,3

1. Période du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique ; agent de la gestion du personnel, de la santé et des services sociaux.

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et des services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (70 809 salariés de l'administration québécoise) couvrent environ 28 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères des catégories des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise (au moins 69 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux

catégories couvre respectivement 24 % et 42 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V

Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif emplois repères	Effectif total adm. québ.	Effectif couvert par la comparaison
	n	n	%
Professionnels	10 450	42 884	24,4
Techniciens	18 261	43 400	42,1
Employés de bureau ²	26 128	37 725	69,3
Ouvriers	3 896	3 909	99,7
Employés de service	12 074	16 292	74,1
Autres employés ³	...	112 996	
Total	70 809	257 206	27,5
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	186 397	
Emplois pouvant être comparés	70 809	70 809	100,0

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016).

2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».

3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle conclut à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, par le fait que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

L'Institut analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2017 avec ceux de 2009 et utilise la même méthode que celle élaborée pour l'analyse entre 2016 et 2017. Une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG à partir du rapport de 2007. Ce remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celles de l'ancienne.

Par ailleurs, les résultats sont présentés à partir de 2009 pour permettre la diffusion des données relatives à tous les secteurs de la comparaison ainsi que l'évolution de la rémunération globale. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total et la diffusion des résultats n'était possible que pour les grands secteurs de comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privé et « autre public », ainsi que selon le statut de la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ. En ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par l'imputation partielle dans les résultats des rapports 2007 et 2008.

Les changements entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les modifications dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'Institut cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthode utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité de l'échantillon. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. L'Institut parlera de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais aussi que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution conclut à une différence significative. Dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2016 et de 2017 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2017 de l'ERG prend en compte les données de 275 entreprises, qui correspondent à 349 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 29 de 25 000 habitants et plus sont considérées.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête varient de 74 % dans le secteur privé à 100 % dans les administrations municipale, québécoise et fédérale. Quant au taux de réponse, il est excellent; il est supérieur à 90 % dans tous les secteurs. Une non-réponse totale

au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 0,5 % des unités de collecte.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. En première année d'enquête, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » offrent de l'information sur tous les emplois de l'entreprise qui sont codés selon la *Classification nationale des professions* (CNP); les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et qui servent à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques, les politiques et les coûts pour les avantages sociaux analysés colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation L ont été introduites dans l'enquête en 2017. Pour ces unités, une analyse complète du dossier a été faite (mode de collecte « standard »).

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation K (sa deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoit une mise à jour des taux de salaire. Selon l'orientation initiale de l'enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique pour certaines des unités de collecte et à mettre à jour les appariements. Comme les données sur la présence ou non des avantages sociaux ainsi que sur les caractéristiques et politiques relatives à ceux-ci ont été recueillies à l'an 1, aucune nouvelle information n'a été demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire.

20. Le groupe de rotation J compte 92 entreprises répondantes (114 unités de collecte), le groupe K en contient 95 (118 unités de collecte) et le groupe L, 88 (117 unités de collecte).

Le processus de collecte de l'an 2 n'est plus réalisé, puisque les enquêtes précédentes ont démontré que le pairage des fichiers électroniques s'avère souvent complexe et exige beaucoup de temps et de ressources. De plus, ce processus apporte peu de valeur ajoutée par rapport à l'utilisation des taux d'augmentation des salaires et des échelles par groupe d'employés ou d'emplois (collecte allégée).

Les unités de collecte du groupe de rotation K (sa deuxième année) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation J (sa troisième année du cycle de collecte) ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Les données sur les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emploi présents dans ces unités. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes J, K et L), la non-réponse totale et la non-réponse partielle ont fait l'objet d'une imputation.

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

La collecte relative aux avantages sociaux est faite dans la première année d'enquête. Les renseignements ont donc été colligés, selon le groupe de rotation, lors de l'ERG 2015, 2016 ou 2017. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2017. Les données sur les coûts associés à tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillis dans le groupe de rotation G, H et I (ERG 2012, 2013 et 2014). En ce qui concerne l'imputation de la non-réponse partielle, l'Institut a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées, dans le secteur privé ou le secteur public, selon le type d'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

Tableau VI

Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)	ERG 2012 (100 % de l'échantillon)	ERG 2013 (100 % de l'échantillon)	ERG 2014 (100 % de l'échantillon)	ERG 2015 (100 % de l'échantillon)	ERG 2016 (100 % de l'échantillon)	ERG 2017 (100 % de l'échantillon)
C (Bloc 3)	Mise à jour	Allégé							
D (Bloc 1)	Standard	Mise à jour	Allégé						
E (Bloc 2)		Standard	Mise à jour	Allégé					
F (Bloc 3)			Standard	Mise à jour	Allégé				
G (Bloc 1)				Standard	Mise à jour	Allégé			
H (Bloc 2)					Standard	Allégé	Allégé		
I (Bloc 3)						Standard	Allégé	Allégé	
J (Bloc 1)							Standard	Allégé	Allégé
K (Bloc 2)								Standard	Allégé
L (Bloc 3)									Standard

Pour le groupe de rotation L, tous les avantages sociaux ont fait l'objet d'une collecte, tant en ce qui concerne leur présence que pour le coût, dans les administrations québécoise et fédérale ainsi que dans quatre entreprises. Dans les dossiers restants du groupe de rotation L et pour tous les dossiers des groupes K et J, l'information sur la présence de tous les avantages sociaux a été recueillie, mais seuls les quatre avantages généralement les plus coûteux ont fait l'objet d'une collecte des débours, soit : les congés annuels, les jours fériés et congés mobiles, les régimes de retraite et les régimes étatiques. Pour tous les autres avantages sociaux, une imputation a été effectuée. Celle-ci est basée, dans chacun des secteurs, sur les données les plus récentes disponibles. Elle a été réalisée à partir des données historiques des ERG 2012, 2013 et 2014 (groupes de rotation G, H et I). Dans certains cas, l'unité de collecte a pu être directement liée à un dossier présent dans le groupe de rotation G, H ou I. Cette donnée historique, propre au dossier, a alors été utilisée. Pour les autres cas, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

Comme cette méthode de travail est reprise pour une troisième année, le degré d'actualité des données sur les avantages sociaux et leur niveau de qualité en sont un peu plus affectés. C'est pourquoi l'Institut doit de nouveau modifier la présentation des annexes portant sur les coûts associés aux avantages sociaux et aux heures chômées payées. Dans les rapports 2015 et 2016, les avantages qui ont été soumis à une imputation historique ou sectorielle ont été regroupés (la comparaison de l'administration québécoise avec l'administration fédérale fait exception). Dans le rapport 2017, ces regroupements ne sont pas diffusés.

Les autres périodes de référence

Pour tous les secteurs, les salaires recueillis dans l'ERG 2017 sont ceux en vigueur en 2017. La période de validité des taux doit inclure le 1^{er} avril 2017.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives ainsi que les débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. Pour les régimes étatiques, les taux de cotisation de l'employeur de 2016

ont été utilisés. Quant au régime de retraite, les débours correspondent au coût du service courant de l'évaluation actuarielle aux fins des états financiers des régimes de retraite qui présentent les données arrêtées au 31 décembre 2011. La part de l'employeur est de 7,6 % pour le RREGOP.

Une nouvelle évaluation actuarielle qui repose sur les données arrêtées au 31 décembre 2014 est disponible pour le RREGOP, mais elle a été effective seulement à partir du 1^{er} janvier 2017. Par conséquent, elle sera prise en compte seulement lors de la production du rapport 2018.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2017, pour les entreprises des groupes de rotation J et K, des ajustements aux régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2016.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2016. Le calcul des heures de présence au travail est fait à partir des heures régulières de travail de chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2015, 2016 ou 2017 pour tous les secteurs, sauf l'administration québécoise. Dans celle-ci, la période de référence est du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, leur nombre étant toutefois mesuré sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2015 à juin 2016. Cependant, le choix des emplois repères, pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste, repose sur l'effectif de 2003. Étant donné

21. Voir la page 28 pour plus de détails sur cette question.

qu'une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le poids dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, la données sur l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissous dans celui des regroupements. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été fait aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures, alors que dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime de 10 % (« expert »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Des conventions collectives, regroupant la majorité des employés de l'État, ont été renouvelées jusqu'au 31 mars 2020. Les salariés visés par ces ententes ont vu leur structure salariale ajustée de 1,75 % à compter du 1^{er} avril 2017. Par ailleurs, pour contrer les problèmes d'attraction et de rétention de personnel pour des emplois d'ouvriers spécialisés (électricien, machiniste, électricien principal, mécanicien de machines fixes, menuisier d'atelier/charpentier-menuisier, peintre, mécanicien en plomberie-chauffage et ouvrier certifié d'entretien [sous certaines conditions]), une prime de 10 % est ajoutée au salaire de base.

Il est important de souligner que seul l'ajustement de 1,75 % est pris en compte dans les résultats du rapport, puisque cette mesure s'intègre au salaire de base et est permanente, contrairement aux deux autres mesures.

Certains groupes d'employés, couvrant des emplois repères, étaient encore en négociation au moment de la production du rapport 2017, soit les avocats et notaires de l'État québécois et les salariés rattachés au Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec et à l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec. L'Institut prend donc en compte, dans ces cas, les échelles salariales en vigueur le 31 mars 2015.

Le 1^{er} avril 2011, le ministère du Revenu est devenu l'Agence du revenu du Québec (ARQ), dont l'appellation peut être aussi Revenu Québec, en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec. Cette agence est maintenant dotée de son propre mécanisme de négociation collective et ne fait plus partie de la fonction publique, un des sous-secteurs de l'administration québécoise. Elle fait désormais partie du secteur « entreprises publiques ».

22. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

Au cours de la collecte de l'ERG 2013, le Secrétariat du Conseil du trésor a pu transmettre les informations sur la rémunération des employés, en excluant ceux de l'ancien ministère du Revenu. Par contre, c'est seulement depuis l'ERG 2014 que l'ARQ fait partie de l'univers des entreprises publiques.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Secrétariat du Conseil du trésor a adopté la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure*, qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines ainsi qu'à ceux de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs et les juristes. Avant la signature de la présente convention collective, la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune d'elles possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La nouvelle convention collective prévoit une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4), qui compte 6 échelons et le grade I (classe 0), qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant à ceux qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés pour des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration de 10 % ou de 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait aux six mois pour les six échelons. Pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale aux six mois jusqu'au quatrième échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression de salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire au niveau d'entrée et apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelons. Les quatre premiers échelons de l'échelle représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Pour les emplois d'ingénieurs, après avoir analysé la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure*, l'échelle salariale de l'emploi repère « Ingénieur 3 » débute au 8^e échelon majoré de 10 % (pour les experts) et au 11^e échelon majoré de 15 % (pour les émérites) de l'échelle d'ingénieur de grade 1.

Les juristes de l'État ont également intégré une nouvelle échelle qui compte 18 échelons, comparativement à 21 antérieurement. Les avocats, qui, au moment de l'intégration, étaient aux échelons 17, 18, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle, ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

La progression salariale se fait de la même manière que pour les emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi, les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18 se retrouvent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonobstant ce qui précède, un juriste qui, au moment de l'intégration, est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans délai. Celui qui était à l'échelon 20 avant l'intégration devra, pour sa part, attendre un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. Par conséquent, l'Institut associe tous les avocats recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

L'environnement économique et le marché du travail

Dans le cadre de la révision du programme de comparaison de la rémunération globale, l'Institut, en accord avec les parties à la négociation, a pris la décision de retirer les principaux résultats sur l'économie et le marché du travail du rapport de comparaison. Par conséquent, les sections « environnement économique » et « marché du travail » ne font plus partie des *Faits saillants*. Cependant, ce type d'informations se trouve dans d'autres travaux de l'Institut, notamment la publication [État du marché du travail au Québec](#) et le bulletin [Stat-Express](#) sur les indicateurs économiques conjoncturels (diffusion hebdomadaire).

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des employés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent du dépôt de conventions collectives au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Ministère). Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou à des unités où ces deux critères sont pris en compte simultanément, dans le cas de conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux²³. Le regroupement

« autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'ISQ au moment de la rédaction de ce rapport proviennent de Mercer (Canada) Limitée, de Normandin Beaudry, de Saucier conseil et de Willis Towers Watson. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins du rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'ISQ.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁴. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur, sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres seulement. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au Ministère, enregistrées dans la banque de données et comportant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque car elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère,

23. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic (L.R.Q. chapitre R-8.2), l'ISQ a dû ajuster certaines données du Ministère. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le Ministère considère l'organisme Héma-Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'ISQ l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

24. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

ayant expiré avant le 15 décembre²⁵. Dans certains cas, la durée de la clause salariale n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas, notamment, de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, mais seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et font référence à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des hausses octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

$$\text{Taux de croissance réelle} = \frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$$

Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et à s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2017, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2017 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'ISQ a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux

et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Les indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains », parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe K.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun des trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs, puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du Ministère. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

25. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (Code du travail, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par le poids de son effectif estimé. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre enregistré durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour toute l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, le taux d'augmentation, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par le poids de leur effectif respectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de couverture syndicale²⁶ le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 37,9 % (six premiers mois de 2017).

Par ailleurs, les prévisions concernant la croissance de l'IPC pour les années 2017 et 2018 sont calculées à partir de six organismes : la Banque Nationale, la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque TD Canada Trust, la Banque Laurentienne du Canada et le Mouvement des caisses Desjardins du Québec. La période de référence des données réfère au mois d'août, septembre ou octobre 2017 selon l'organisme.

L'analyse et la couverture des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à la fin du deuxième trimestre de 2017, en excluant l'administration québécoise. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2016 et en 2017. Une convention est considérée comme étant en vigueur si elle n'est pas expirée le 15 décembre de l'année de référence. Le tableau fournit aussi la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée

exprime en pourcentage le nombre moyen des salariés syndiqués des cinq dernières années. Des renseignements sont également présentés quant aux ententes signées au cours de l'année 2016 et à celles signées au cours des six premiers mois de 2017.

La majorité des conventions collectives de l'administration québécoise, regroupant 481 584 salariés de l'État, ont été renouvelées au cours de l'année 2016. Ces conventions accordent une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspond à environ 1 % du salaire pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016. Les échelles de traitement augmentent de 1,5 % le 1^{er} avril 2016, de 1,75 % le 1^{er} avril 2017 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2018. Aussi, une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspond à environ 0,5 % du salaire, est accordée pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

En ce qui concerne le secteur fédéral, une partie des ententes de l'administration fédérale ont été renouvelées en 2017 (regroupant 40 093 salariés).

26. Comprend les employés qui sont membres d'un syndicat et ceux qui ne sont pas membres mais sont couverts par une convention collective ou par un contrat de travail négocié par un syndicat.

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et renouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Année et type de croissance	Élément	Unité	Privé	Entr. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral	« Autre public »	Ensemble ASQ
2016									
En vigueur	Conventions	n	843	39	21	97	17	174	1 017
	Salariés	n	394 713	37 320	11 378	47 289	43 402	139 389	534 102
	Représentativité ³	%	100,3	94,6	68,4	85,8	159,6	100,7	100,4
Selon la date de signature	Conventions	n	144	4	1	17	..	22	166
	Salariés	n	31 795	7 515	339	13 797	..	21 651	53 446
2017									
En vigueur	Conventions	n	708	28	13	79	15	135	843
	Salariés	n	137 984	30 004	7 856	43 963	40 754	122 577	260 561
	Représentativité ³	%	35,1	76,1	47,2	79,8	149,9	88,6	49,0
Selon la date de signature	Conventions	n	79	6	3	10	..	19	98
	Salariés	n	15 253	1 325	2 031	2 231	..	5 587	20 840

1. Les ententes signées pour une première fois sont exclues des données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature, puisqu'aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.
2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et à la notion d'équivalent à temps complet.
3. Ce pourcentage représente le nombre de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée, par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du Ministère pour cette période. Ce dernier nombre constitue la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2016 ou 2017, selon le cas.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexes

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts	
			%			\$			
Professionnels									
Professionnel communic. 1	22	81,0	50 326	63 017	-25,2	40 437	51 332	-26,9	
Professionnel communic. 2	741	94,1	75 841	79 755	-5,2	53 362	61 545	-15,3	
Professionnel communic. 3	111	99,8	83 918	100 295	-19,5	63 975	83 510	-30,5	
Professionnel gest. fin. 1	21	70,1	50 001	60 911	-21,8	40 811	45 318	-11,0	
Professionnel gest. fin. 2	460	75,5	75 056	81 430	-8,5	52 612	59 549	-13,2	
Professionnel gest. fin. 3	14	90,3	80 138	103 678	-29,4	60 286	77 927	-29,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	98,0	51 433	68 199	-32,6	41 260	51 746	-25,4	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	79,0	76 307	84 648	-10,9	54 385	62 966	-15,8	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	89,5	83 330	103 026	-23,6	62 899	78 201	-24,3	
Ingénieur 1	179	94,8	52 500	62 077	-18,2	46 295	49 139	-6,1	
Ingénieur 2	610	88,0	82 366	91 093	-10,6	57 470	70 370	-22,4	
Ingénieur 3	388	91,6	91 650	116 192	-26,8	74 106	92 147	-24,3	
Professionnel sc. phys. 1	19	63,0	51 341	57 388	-11,8	40 974	43 374	-5,9 *	
Professionnel sc. phys. 2	491	74,8	81 481	87 519	-7,4	57 962	69 665	-20,2	
Professionnel sc. phys. 3	116	88,1	84 379	111 310	-31,9	65 342	95 141	-45,6	
Avocat et notaire 1	44	94,9	69 630	90 099	-29,4	54 363	66 401	-22,1	
Avocat et notaire 2	451	92,5	109 235	117 183	-7,3	72 358	81 332	-12,4	
Biologiste 2	177	95,4	76 285	82 517	-8,2	53 821	61 616	-14,5	
Biologiste 3	34	100,0	84 255	107 146	-27,2	64 974	83 967	-29,2	
Moyenne	...	84,5	78 815	89 148	-13,1	56 943	67 441	-18,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	80,1	51 995	58 155	-11,8	34 702	45 697	-31,7	
Technicien en administration 3	121	73,2	56 725	70 240	-23,8	52 616	55 946	-6,3	
Techn. documentation 1-2	689	85,6	52 027	56 446	-8,5	35 024	42 361	-20,9	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	41,5	58 566	58 103	0,8 *	40 126	42 688	-6,4 *	
Techn. laboratoire 3	528	61,9	61 590	64 698	-5,0 *	43 640	49 672	-13,8	
Technicien en droit 1-2	456	95,8	50 735	69 745	-37,5	33 841	54 616	-61,4	
Technicien en droit 3	19	100,0	56 725	99 132	-74,8	52 616	72 107	-37,0	
Technicien génie 1-2	1 483	71,7	51 742	71 262	-37,7	36 843	52 491	-42,5	
Technicien génie 3	250	91,5	56 764	90 459	-59,4	52 794	67 373	-27,6	
Techn. informatique 1-2	2 063	62,1	54 515	59 959	-10,0	38 224	43 550	-13,9	
Techn. informatique 3	941	61,8	58 529	72 558	-24,0	42 580	57 367	-34,7	
Technicien en loisir 1-2	477	79,7	51 639	58 550	-13,4 *	36 092	43 188	-19,7	
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	57,7	51 173	66 912	-30,8	37 384	51 880	-38,8	
Moyenne	...	71,3	53 664	61 612	-14,8	37 117	47 089	-26,9	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	3	92,1	33 841	32 913	2,7 *	31 467	26 231	16,6	
Magasinier 1	158	73,4	33 604	39 664	-18,0 *	31 285	27 650	11,6 *	
Magasinier 2	904	48,7	38 949	56 890	-46,1	34 050	45 156	-32,6	
Magasinier 3	29	67,7	47 429	71 159	-50,0	38 912	54 176	-39,2	
Op. duplicateur 1-2	74	4,1	37 804	54 966	-45,4	31 285	44 268	-41,5	
Personnel soutien adm. 1	4 596	70,2	37 294	40 558	-8,8	32 762	30 754	6,1	
Personnel soutien adm. 2	5 872	76,5	41 006	48 315	-17,8	35 547	38 377	-8,0	
Personnel soutien adm. 3	2 217	89,0	45 960	55 935	-21,7	39 430	48 971	-24,2	
Personnel secrétariat 1	1 459	76,8	38 731	47 440	-22,5	33 506	37 068	-10,6	
Personnel secrétariat 2	8 737	79,6	42 840	52 541	-22,6	35 585	40 323	-13,3	
Préposé aux renseign. 2	747	83,7	45 548	46 982	-3,1 *	36 033	35 142	2,5 *	
Préposé aux renseign. 3	44	92,6	49 712	57 339	-15,3	39 631	45 186	-14,0	
Préposé télécomm. 1-2	197	23,1	50 881	55 320	-8,7 *	40 127	45 230	-12,7 *	
Préposé télécomm. 3	46	100,0	54 261	67 528	-24,4	48 229	50 993	-5,7	
Téléphoniste-récept. 2	205	58,3	35 357	40 253	-13,8	32 709	30 502	6,7	
Acheteur 2	159	63,9	45 548	56 194	-23,4	38 963	42 690	-9,6	
Moyenne	...	75,7	41 405	49 369	-19,2	35 312	38 688	-9,6	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
75,0	54,5	95,1	91,6	Professionnel communic. 1
72,0	79,0	91,7	95,2	Professionnel communic. 2
85,8 *	85,9 *	96,6	97,6	Professionnel communic. 3
65,2	70,8	93,6 *	92,5 *	Professionnel gest. fin. 1
75,2 *	72,6 *	92,6 *	92,7 *	Professionnel gest. fin. 2
83,1 *	87,3 *	95,8 *	96,8 *	Professionnel gest. fin. 3
70,4 *	73,0 *	94,2 *	93,5 *	Analyste proc. adm./inform. 1
70,3	79,7	91,5	94,8	Analyste proc. adm./inform. 2
89,5 *	91,2 *	97,4 *	97,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
53,1	73,0	94,5 *	94,3 *	Ingénieur 1
64,2	72,7	89,2	93,8	Ingénieur 2
93,6	81,4	98,8	96,2	Ingénieur 3
69,2 *	67,5 *	93,8 *	92,1 *	Professionnel sc. phys. 1
76,1 *	83,2 *	93,1	96,6	Professionnel sc. phys. 2
91,5 *	89,0 *	98,1 *	98,4 *	Professionnel sc. phys. 3
63,0	85,1	91,9	96,1	Avocat et notaire 1
61,1	81,2	86,9	94,2	Avocat et notaire 2
67,1 *	71,2 *	90,3 *	92,7 *	Biologiste 2
87,9	x	97,2	x	Biologiste 3
73,4	79,5	92,5	95,0	Moyenne
Techniciens				
89,1	83,4	96,4 *	96,5 *	Technicien en administration 1-2
96,5 *	87,9 *	99,7 *	97,5 *	Technicien en administration 3
87,7 *	81,4 *	96,0 *	95,3 *	Techn. documentation 1-2
83,9 *	87,6 *	94,9	96,9	Techn. laboratoire 1-2
93,2	104,4	98,0	101,0	Techn. laboratoire 3
77,4	62,3	92,5 *	91,8 *	Technicien en droit 1-2
97,2 *	96,3 *	99,8 *	99,0 *	Technicien en droit 3
78,8 *	83,6 *	93,9 *	95,7 *	Technicien génie 1-2
96,3	89,9	99,7	97,4	Technicien génie 3
83,3	74,3	95,0	93,0	Techn. informatique 1-2
94,9	87,7	98,6 *	97,4 *	Techn. informatique 3
88,1 *	81,4 *	96,4 *	95,1 *	Technicien en loisir 1-2
81,3 *	79,3 *	95,0 *	95,1 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8	82,9	95,9 *	96,0 *	Moyenne
Employés de bureau				
100,0	44,0	100,0	88,6	Préposé photocopie 2
93,4 *	84,6 *	99,5 *	95,3 *	Magasinier 1
94,0 *	97,7 *	99,2 *	99,5 *	Magasinier 2
86,2	66,8	97,5	92,1	Magasinier 3
95,5 *	91,7 *	99,2 *	98,4 *	Op. duplicateur 1-2
94,5 *	96,1 *	99,3 *	99,0 *	Personnel soutien adm. 1
93,4	88,6	99,1	97,7	Personnel soutien adm. 2
89,0	83,2	98,4 *	97,9 *	Personnel soutien adm. 3
95,1 *	89,4 *	99,3 *	97,7 *	Personnel secrétariat 1
92,1 *	95,6 *	98,7 *	99,0 *	Personnel secrétariat 2
82,6 *	86,2 *	96,4 *	96,5 *	Préposé aux renseign. 2
93,6	71,1	98,7	93,9	Préposé aux renseign. 3
47,8	90,8	89,0	98,3	Préposé télécomm. 1-2
15,7	100,5	90,6	100,1	Préposé télécomm. 3
99,0 *	87,1 *	99,9 *	96,9 *	Téléphoniste-récept. 2
86,6 *	78,6 *	98,1	94,9	Acheteur 2
92,0 *	91,8 *	98,8 *	98,3 *	Moyenne

Annexe A-2
Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2017
[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
			%	\$		%	\$	
Professionnels								
Professionnel communic. 1	22	71,2	50 326	65 249	-29,7	40 437	49 631	-22,7
Professionnel communic. 2	741	86,8	75 841	75 442	0,5 *	53 362	57 678	-8,1
Professionnel communic. 3	111	99,5	83 918	104 009	-23,9	63 975	79 933	-24,9
Professionnel gest. fin. 1	21	57,1	50 001	54 743	-9,5	40 811	41 608	-2,0 *
Professionnel gest. fin. 2	460	65,3	75 056	80 263	-6,9	52 612	60 323	-14,7
Professionnel gest. fin. 3	14	81,9	80 138	107 660	-34,3	60 286	81 566	-35,3
Analyste proc. adm./inform. 1	225	96,4	51 433	68 451	-33,1	41 260	51 247	-24,2
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	70,3	76 307	84 140	-10,3	54 385	63 559	-16,9
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	80,7	83 330	105 259	-26,3	62 899	79 892	-27,0
Ingénieur 1	179	94,7	52 500	61 854	-17,8	46 295	48 803	-5,4
Ingénieur 2	610	85,2	82 366	87 486	-6,2	57 470	67 706	-17,8
Ingénieur 3	388	89,8	91 650	115 413	-25,9	74 106	89 287	-20,5
Professionnel sc. phys. 1	19	61,1	51 341	55 019	-7,2	40 974	41 417	-1,1 *
Professionnel sc. phys. 2	491	49,6	81 481	76 722	5,8	57 962	57 714	0,4 *
Professionnel sc. phys. 3	116	69,7	84 379	96 333	-14,2	65 342	75 364	-15,3
Avocat et notaire 1	44	70,5	69 630	69 035	0,9 *	54 363	53 169	2,2 *
Avocat et notaire 2	451	85,4	109 235	103 627	5,1	72 358	78 008	-7,8
Biologiste 2	177	90,4	76 285	76 887	-0,8 *	53 821	57 556	-6,9
Biologiste 3	34	100,0	84 255	93 539	-11,0	64 974	74 250	-14,3
Moyenne	...	76,9	78 815	86 434	-9,7	56 943	65 618	-15,2
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 970	65,0	51 995	55 936	-7,6	34 702	41 926	-20,8
Technicien en administration 3	121	59,9	56 725	72 937	-28,6	52 616	56 213	-6,8 *
Techn. documentation 1-2	689	76,2	52 027	59 032	-13,5	35 024	45 999	-31,3
Techn. laboratoire 1-2	2 151	29,2	58 566	53 965	7,9 *	40 126	40 969	-2,1 *
Techn. laboratoire 3	528	41,1	61 590	60 559	1,7 *	43 640	46 440	-6,4 *
Technicien en droit 1-2	456	91,7	50 735	73 996	-45,9	33 841	53 801	-59,0
Technicien en droit 3	19	100,0	56 725	101 215	-78,4	52 616	73 385	-39,5
Technicien génie 1-2	1 483	68,7	51 742	70 595	-36,4	36 843	52 677	-43,0
Technicien génie 3	250	83,6	56 764	92 705	-63,3	52 794	72 163	-36,7
Techn. informatique 1-2	2 063	56,5	54 515	59 440	-9,0	38 224	42 949	-12,4
Techn. informatique 3	941	53,9	58 529	74 543	-27,4	42 580	58 411	-37,2
Technicien en loisir 1-2	477	75,2	51 639	42 813	17,1	36 092	32 023	11,3
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	54,1	51 173	65 738	-28,5	37 384	52 257	-39,8
Moyenne	...	60,3	53 664	59 656	-11,2	37 117	44 913	-21,0
Employés de bureau								
Magasinier 1	158	75,2	33 604	38 033	-13,2 *	31 285	26 038	16,8
Magasinier 2	904	51,6	38 949	57 368	-47,3	34 050	45 538	-33,7
Magasinier 3	29	72,8	47 429	71 515	-50,8	38 912	54 137	-39,1
Personnel soutien adm. 1	4 596	59,2	37 294	37 621	-0,9 *	32 762	28 216	13,9
Personnel soutien adm. 2	5 872	62,7	41 006	45 575	-11,1	35 547	33 794	4,9
Personnel soutien adm. 3	2 217	64,6	45 960	56 085	-22,0	39 430	42 725	-8,4 *
Personnel secrétariat 1	1 459	61,6	38 731	44 647	-15,3	33 506	34 446	-2,8 *
Personnel secrétariat 2	8 737	70,5	42 840	51 670	-20,6	35 585	38 838	-9,1
Préposé aux renseign. 2	747	78,2	45 548	45 382	0,4 *	36 033	33 090	8,2 *
Préposé aux renseign. 3	44	89,1	49 712	59 445	-19,6	39 631	46 876	-18,3 *
Préposé télécomm. 1-2	197	4,2	50 881	38 644	24,1	40 127	31 202	22,2
Téléphoniste-récept. 2	205	54,6	35 357	39 134	-10,7	32 709	29 270	10,5
Acheteur 2	159	42,4	45 548	55 293	-21,4	38 963	41 249	-5,9 *
Moyenne	...	63,9	41 382	47 591	-15,0	35 289	35 838	-1,6 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0	47,9	95,1	87,5	Professionnels
72,0 *	70,5 *	91,7 *	93,0 *	Professionnel communic. 1
85,8 *	82,5 *	96,6 *	95,9 *	Professionnel communic. 2
65,2 *	72,6 *	93,6 *	93,4 *	Professionnel communic. 3
75,2 *	79,1 *	92,6	94,9	Professionnel gest. fin. 1
83,1 *	87,3 *	95,8 *	96,9 *	Professionnel gest. fin. 2
70,4 *	70,4 *	94,2 *	92,6 *	Professionnel gest. fin. 3
70,3	78,6	91,5	94,8	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	93,0 *	97,4 *	98,3 *	Analyste proc. adm./inform. 2
53,1	73,5	94,5 *	94,4 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,2 *	70,9 *	89,2	93,4	Ingénieur 1
93,6	79,7	98,8	95,4	Ingénieur 2
69,2 *	67,2 *	93,8 *	91,9 *	Ingénieur 3
76,1 *	83,0 *	93,1 *	95,8 *	Professionnel sc. phys. 1
91,5 *	90,5 *	98,1 *	97,9 *	Professionnel sc. phys. 2
63,0 *	78,3 *	91,9 *	95,0 *	Professionnel sc. phys. 3
61,1	88,4	86,9	97,1	Avocat et notaire 1
67,1	x	90,3	x	Avocat et notaire 2
87,9	x	97,2	x	Biologiste 2
				Biologiste 3
73,4 *	76,7 *	92,5	94,4	Moyenne
				Techniciens
89,1 *	82,8 *	96,4 *	95,7 *	Technicien en administration 1-2
96,5 *	83,9 *	99,7 *	96,3 *	Technicien en administration 3
87,7	54,3	96,0 *	89,9 *	Techn. documentation 1-2
83,9 *	82,5 *	94,9 *	96,1 *	Techn. laboratoire 1-2
93,2	x	98,0	x	Techn. laboratoire 3
77,4	55,3	92,5 *	87,8 *	Technicien en droit 1-2
97,2 *	96,1 *	99,8 *	98,9 *	Technicien en droit 3
78,8 *	81,6 *	93,9 *	95,3 *	Technicien génie 1-2
96,3	85,1	99,7	96,7	Technicien génie 3
83,3	70,7	95,0	91,9	Techn. informatique 1-2
94,9	86,2	98,6 *	97,0 *	Techn. informatique 3
88,1	x	96,4	x	Technicien en loisir 1-2
81,3 *	75,0 *	95,0 *	94,5 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8	79,9	95,9 *	95,0 *	Moyenne
				Employés de bureau
93,4 *	83,6 *	99,5 *	94,8 *	Magasinier 1
94,0 *	97,4 *	99,2 *	99,5 *	Magasinier 2
86,2	62,4	97,5	90,9	Magasinier 3
94,5 *	97,5 *	99,3 *	99,4 *	Personnel soutien adm. 1
93,4	86,6	99,1	96,6	Personnel soutien adm. 2
89,0 *	83,3 *	98,4 *	96,0 *	Personnel soutien adm. 3
95,1	x	99,3	x	Personnel secrétariat 1
92,1 *	99,3 *	98,7 *	99,8 *	Personnel secrétariat 2
82,6 *	83,9 *	96,4 *	95,6 *	Préposé aux renseign. 2
93,6	65,2	98,7	92,6	Préposé aux renseign. 3
47,8	x	89,0	x	Préposé télécomm. 1-2
99,0 *	87,2 *	99,9 *	96,8 *	Téléphoniste-récept. 2
86,6 *	83,1 *	98,1 *	95,7 *	Acheteur 2
92,1 *	94,0 *	98,8 *	98,5 *	Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	22	88,1	50 326	61 725	-22,6	40 437	52 317	-29,4	
Professionnel communic. 2	741	99,0	75 841	82 283	-8,5	53 362	63 820	-19,6	
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	97 871	-16,6	63 975	85 844	-34,2	
Professionnel gest. fin. 1	21	100,0	50 001	69 044	-38,1	40 811	50 209	-23,0	
Professionnel gest. fin. 2	460	96,6	75 056	82 971	-10,5	52 612	58 477	-11,1	
Professionnel gest. fin. 3	14	96,9	80 138	101 028	-26,1	60 286	75 498	-25,2	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	67 893	-32,0	41 260	52 352	-26,9	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	98,5	76 307	85 462	-12,0	54 385	62 017	-14,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	99,2	83 330	101 027	-21,2	62 899	76 687	-21,9	
Ingénieur 1	179	100,0	52 500	69 825	-33,0	46 295	60 992	-31,7	
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	104 113	-26,4	57 470	80 126	-39,4	
Ingénieur 3	388	99,4	91 650	119 164	-30,0	74 106	103 123	-39,2	
Professionnel sc. phys. 2	491	99,6	81 481	92 818	-13,9	57 962	75 531	-30,3	
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 630	93 168	-33,8	54 363	68 328	-25,7	
Avocat et notaire 2	451	96,6	109 235	124 175	-13,7	72 358	83 046	-14,8	
Moyenne	...	97,5	78 815	91 753	-16,4	56 943	69 205	-21,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	97,8	51 995	59 866	-15,1	34 702	48 637	-40,2	
Technicien en administration 3	121	96,4	56 725	67 310	-18,7	52 616	55 657	-5,8	
Techn. documentation 1-2	689	87,4	52 027	55 996	-7,6	35 024	41 728	-19,1	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	99,0	58 566	62 945	-7,5	40 126	45 049	-12,3	
Techn. laboratoire 3	528	100,0	61 590	67 779	-10,0	43 640	52 115	-19,4	
Technicien en droit 1-2	456	99,1	50 735	66 652	-31,4	33 841	55 210	-63,1	
Technicien en droit 3	19	100,0	56 725	71 484	-26,0	52 616	55 149	-4,8	
Technicien génie 1-2	1 483	87,0	51 742	73 995	-43,0	36 843	51 728	-40,4	
Techn. informatique 1-2	2 063	92,9	54 515	61 691	-13,2	38 224	45 558	-19,2	
Techn. informatique 3	941	100,0	58 529	67 392	-15,1	42 580	54 651	-28,3	
Technicien en loisir 1-2	477	82,4	51 639	67 240	-30,2	36 092	49 354	-36,7	
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	100,0	51 173	73 666	-44,0	37 384	49 458	-32,3	
Moyenne	...	95,8	53 663	63 581	-18,5	37 116	48 801	-31,5	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	3	95,9	33 841	44 617	-31,8	31 467	38 707	-23,0	
Magasinier 1	158	61,2	33 604	53 227	-58,4	31 285	41 051	-31,2	
Magasinier 2	904	44,2	38 949	56 027	-43,8	34 050	44 466	-30,6	
Magasinier 3	29	47,9	47 429	69 054	-45,6	38 912	54 401	-39,8	
Op. duplicateur 1-2	74	78,9	37 804	53 600	-41,8	31 285	42 128	-34,7	
Personnel soutien adm. 1	4 596	94,6	37 294	44 669	-19,8	32 762	34 306	-4,7	
Personnel soutien adm. 2	5 872	96,8	41 006	50 868	-24,0	35 547	42 739	-20,2	
Personnel soutien adm. 3	2 217	96,7	45 960	55 905	-21,6	39 430	50 284	-27,5	
Personnel secrétariat 1	1 459	95,1	38 731	49 610	-28,1	33 506	39 108	-16,7	
Personnel secrétariat 2	8 737	91,0	42 840	53 381	-24,6	35 585	41 764	-17,4	
Préposé aux renseign. 2	747	99,2	45 548	50 529	-10,9	36 033	39 690	-10,1	
Préposé aux renseign. 3	44	100,0	49 712	53 295	-7,2	39 631	41 941	-5,8	
Préposé télécomm. 1-2	197	75,5	50 881	57 912	-13,8	40 127	47 411	-18,2	
Préposé télécomm. 3	46	100,0	54 261	67 528	-24,4	48 229	50 993	-5,7	
Téléphoniste-récept. 2	205	83,9	35 357	45 297	-28,1	32 709	36 056	-10,2	
Acheteur 2	159	100,0	45 548	56 835	-24,8	38 963	43 716	-12,2	
Moyenne	...	92,0	41 405	51 329	-24,0	35 312	41 314	-17,0	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0	60,9	95,1 *	94,0 *	Professionnels
72,0	83,8	91,7	96,4	Professionnel communic. 1
85,8	90,5	96,6	98,8	Professionnel communic. 2
65,2	69,3	93,6	91,6	Professionnel communic. 3
75,2	65,6	92,6	89,8	Professionnel gest. fin. 1
83,1	87,2	95,8	96,8	Professionnel gest. fin. 2
70,4	76,5	94,2 *	94,6 *	Professionnel gest. fin. 3
70,3	81,2	91,5	94,8	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	89,6 *	97,4 *	97,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
53,1	46,1	94,5	93,2	Analyste proc. adm./inform. 3
64,2	78,0	89,2	94,9	Ingénieur 1
93,6	92,0	98,8 *	98,9 *	Ingénieur 2
76,1	83,4	93,1	96,9	Ingénieur 3
63,0	85,8	91,9	96,2	Professionnel sc. phys. 2
61,1	78,9	86,9	93,0	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
73,4	81,7	92,5	95,4	Moyenne
				Techniciens
89,1	84,0	96,4	97,0	Technicien en administration 1-2
96,5	94,1	99,7	99,0	Technicien en administration 3
87,7 *	85,7 *	96,0 *	96,3 *	Techn. documentation 1-2
83,9	91,7	94,9	97,6	Techn. laboratoire 1-2
93,2	96,7	98,0	99,2	Techn. laboratoire 3
77,4	71,2	92,5	95,0	Technicien en droit 1-2
97,2 *	100,6 *	99,8 *	100,1 *	Technicien en droit 3
78,8	90,4	93,9	97,1	Technicien génie 1-2
83,3	86,5	95,0	96,5	Techn. informatique 1-2
94,9	92,7	98,6 *	98,6 *	Techn. informatique 3
88,1	83,6	96,4	95,6	Technicien en loisir 1-2
81,3	94,4	95,0	98,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8 *	86,8 *	95,9	97,1	Moyenne
				Employés de bureau
100,0	84,7	100,0	98,0	Préposé photocopie 2
93,4 *	92,8 *	99,5	98,3	Magasinier 1
94,0	98,2	99,2	99,6	Magasinier 2
86,2 *	97,5 *	97,5 *	99,5 *	Magasinier 3
95,5 *	91,2 *	99,2	98,1	Op. duplicateur 1-2
94,5 *	94,2 *	99,3	98,7	Personnel soutien adm. 1
93,4 *	91,2 *	99,1	98,6	Personnel soutien adm. 2
89,0	83,2	98,4	98,3	Personnel soutien adm. 3
95,1	76,9	99,3	95,1	Personnel secrétariat 1
92,1 *	91,8 *	98,7	98,2	Personnel secrétariat 2
82,6	91,8	96,4	98,2	Préposé aux renseign. 2
93,6	83,8	98,7	96,5	Préposé aux renseign. 3
47,8	87,4	89,0	97,7	Préposé télécomm. 1-2
15,7	100,5	90,6	100,1	Préposé télécomm. 3
99,0	86,4	99,9	97,2	Téléphoniste-récept. 2
86,6	75,1	98,1	94,3	Acheteur 2
92,0	90,2	98,8	98,2	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 2	741	96,0	75 841	81 113	-7,0	53 362	59 718	-11,9	
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	102 746	-22,4	63 975	73 691	-15,2	
Professionnel gest. fin. 2	460	100,0	75 056	90 325	-20,3	52 612	59 082	-12,3	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	100,0	76 307	89 266	-17,0	54 385	58 559	-7,7	
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	97 978	-19,0	57 470	63 278	-10,1	
Ingénieur 3	388	93,6	91 650	106 760	-16,5	74 106	84 121	-13,5	
Avocat et notaire 2	451	100,0	109 235	115 756	-6,0	72 358	68 638	5,1	
Moyenne	...	99,4	78 916	92 303	-17,0	56 935	63 474	-11,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	89,8	51 995	63 335	-21,8	34 702	47 560	-37,1	
Technicien en administration 3	121	92,0	56 725	76 715	-35,2	52 616	58 263	-10,7	
Techn. documentation 1-2	689	66,3	52 027	57 841	-11,2	35 024	44 409	-26,8	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	91,5	58 566	61 424	-4,9	40 126	45 696	-13,9	
Technicien en droit 1-2	456	96,6	50 735	61 244	-20,7	33 841	45 867	-35,5	
Technicien génie 1-2	1 483	69,8	51 742	71 108	-37,4	36 843	52 876	-43,5	
Technicien génie 3	250	70,9	56 764	83 626	-47,3	52 794	59 302	-12,3	
Techn. informatique 1-2	2 063	80,6	54 515	66 684	-22,3	38 224	49 465	-29,4	
Techn. informatique 3	941	100,0	58 529	81 334	-39,0	42 580	63 078	-48,1	
Technicien en loisir 1-2	477	83,6	51 639	67 568	-30,8	36 092	49 567	-37,3	
Moyenne	...	87,1	53 427	66 147	-23,8	36 921	49 237	-33,4	
Employés de bureau									
Magasinier 1	158	93,2	33 604	57 064	-69,8	31 285	42 629	-36,3	
Magasinier 2	904	71,9	38 949	61 146	-57,0	34 050	46 616	-36,9	
Personnel soutien adm. 1	4 596	95,5	37 294	46 205	-23,9	32 762	34 335	-4,8	
Personnel soutien adm. 2	5 872	86,4	41 006	53 678	-30,9	35 547	39 444	-11,0	
Personnel soutien adm. 3	2 217	84,2	45 960	62 709	-36,4	39 430	46 490	-17,9	
Personnel secrétariat 1	1 459	83,1	38 731	49 828	-28,7	33 506	37 735	-12,6	
Personnel secrétariat 2	8 737	81,2	42 840	54 917	-28,2	35 585	41 141	-15,6	
Préposé aux renseign. 2	747	98,7	45 548	55 946	-22,8	36 033	41 165	-14,2	
Préposé télécomm. 1-2	197	75,1	50 881	58 466	-14,9	40 127	44 682	-11,4	
Téléphoniste-récept. 2	205	68,3	35 357	44 437	-25,7	32 709	33 067	-1,1 *	
Acheteur 2	159	100,0	45 548	58 238	-27,9	38 963	46 512	-19,4	
Moyenne	...	85,9	41 405	53 773	-29,9	35 312	40 108	-13,6	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,0	84,7	91,7	96,0	Professionnels
85,8 *	87,7 *	96,6 *	96,5 *	Professionnel communic. 2
75,2	83,6	92,6	94,3	Professionnel communic. 3
70,3	89,3	91,5	96,3	Professionnel gest. fin. 2
64,2	82,1	89,2	93,7	Analyste proc. adm./inform. 2
93,6 *	93,3 *	98,8	98,6	Ingénieur 2
61,1	73,9	86,9	89,4	Ingénieur 3
				Avocat et notaire 2
73,2	85,8	92,4	95,8	Moyenne
				Techniciens
89,1	91,0	96,4	97,8	Technicien en administration 1-2
96,5 *	97,6 *	99,7	99,4	Technicien en administration 3
87,7	95,2	96,0	98,9	Techn. documentation 1-2
83,9	99,1	94,9	99,8	Techn. laboratoire 1-2
77,4	84,9	92,5	96,2	Technicien en droit 1-2
78,8	90,1	93,9	97,5	Technicien génie 1-2
96,3 *	94,5 *	99,7	98,4	Technicien génie 3
83,3	95,0	95,0	98,7	Techn. informatique 1-2
94,9 *	93,9 *	98,6 *	98,6 *	Techn. informatique 3
88,1	83,9	96,4 *	95,7 *	Technicien en loisir 1-2
86,6	92,6	95,8	98,1	Moyenne
				Employés de bureau
93,4	92,2	99,5	98,0	Magasinier 1
94,0	98,4	99,2	99,6	Magasinier 2
94,5	93,9	99,3	98,4	Personnel soutien adm. 1
93,4	95,6	99,1	98,8	Personnel soutien adm. 2
89,0	91,4	98,4	97,8	Personnel soutien adm. 3
95,1 *	94,4 *	99,3	98,6	Personnel secrétariat 1
92,1	91,1	98,7	97,8	Personnel secrétariat 2
82,6	91,4	96,4	97,7	Préposé aux renseign. 2
47,8	93,6	89,0	98,5	Préposé télécomm. 1-2
99,0	80,5	99,9	95,0	Téléphoniste-récept. 2
86,6	98,2	98,1	99,6	Acheteur 2
92,0	93,2	98,8	98,3	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	22	100,0	50 326	56 665	-12,6	40 437	46 141	-14,1
Professionnel communic. 2	741	100,0	75 841	84 357	-11,2	53 362	57 234	-7,3 *
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	107 171	-27,7	63 975	80 239	-25,4
Professionnel gest. fin. 2	460	94,7	75 056	79 615	-6,1	52 612	56 162	-6,7
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	56 730	-10,3	41 260	44 110	-6,9
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	97,4	76 307	84 928	-11,3	54 385	60 290	-10,9
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	98,5	83 330	100 305	-20,4	62 899	72 290	-14,9
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	106 999	-29,9	57 470	82 882	-44,2
Avocat et notaire 2	451	87,1	109 235	108 761	0,4 *	72 358	66 998	7,4
Moyenne	...	95,9	79 123	92 122	-16,4	57 245	67 324	-17,6
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 970	97,0	51 995	59 657	-14,7	34 702	41 605	-19,9
Technicien en administration 3	121	97,6	56 725	62 496	-10,2	52 616	54 499	-3,6
Techn. documentation 1-2	689	100,0	52 027	51 715	0,6 *	35 024	35 765	-2,1 *
Techn. laboratoire 3	528	100,0	61 590	71 988	-16,9	43 640	52 734	-20,8
Technicien en droit 1-2	456	100,0	50 735	59 079	-16,4	33 841	41 697	-23,2
Technicien génie 1-2	1 483	91,2	51 742	78 587	-51,9	36 843	48 645	-32,0
Techn. informatique 1-2	2 063	98,3	54 515	58 794	-7,8	38 224	42 740	-11,8
Techn. informatique 3	941	100,0	58 529	65 958	-12,7	42 580	52 537	-23,4
Moyenne	...	97,6	53 859	62 776	-16,6	37 146	43 399	-16,8
Employés de bureau								
Personnel soutien adm. 1	4 596	89,4	37 294	40 894	-9,7	32 762	33 172	-1,3 *
Personnel soutien adm. 2	5 872	96,9	41 006	51 300	-25,1	35 547	41 696	-17,3
Personnel soutien adm. 3	2 217	75,5	45 960	48 475	-5,5	39 430	42 118	-6,8
Personnel secrétariat 1	1 459	100,0	38 731	48 338	-24,8	33 506	39 797	-18,8
Personnel secrétariat 2	8 737	94,6	42 840	52 565	-22,7	35 585	43 656	-22,7
Préposé aux renseign. 2	747	99,3	45 548	47 690	-4,7	36 033	39 028	-8,3
Préposé aux renseign. 3	44	100,0	49 712	52 082	-4,8	39 631	41 999	-6,0
Téléphoniste-récept. 2	205	100,0	35 357	40 740	-15,2	32 709	31 757	2,9
Moyenne	...	91,6	41 405	49 646	-19,9	35 312	40 872	-15,7

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0 *	71,5 *	95,1 *	94,7 *	Professionnels
72,0	85,2	91,7	95,3	Professionnel communic. 1
85,8	93,6	96,6	98,4	Professionnel communic. 2
75,2	57,3	92,6	87,4	Professionnel communic. 3
70,4	57,3	94,2	90,5	Professionnel gest. fin. 2
70,3	78,9	91,5	93,9	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5	92,8	97,4	98,0	Analyste proc. adm./inform. 2
64,2	73,8	89,2	94,1	Analyste proc. adm./inform. 3
61,1	73,7	86,9	89,9	Ingénieur 2
				Avocat et notaire 2
73,9	81,2	92,7	94,7	Moyenne
89,1	84,0	96,4	95,2	Techniciens
96,5	92,5	99,7	99,0	Technicien en administration 1-2
87,7 *	90,1 *	96,0 *	97,0 *	Technicien en administration 3
93,2	x	98,0	x	Techn. documentation 1-2
77,4	88,9	92,5	96,7	Techn. laboratoire 3
78,8	92,0	93,9	97,0	Technicien en droit 1-2
83,3	80,0	95,0 *	94,5 *	Technicien génie 1-2
94,9 *	91,4 *	98,6 *	98,3 *	Techn. informatique 1-2
				Techn. informatique 3
87,0 *	87,9 *	95,9	96,4	Moyenne
94,5	100,9	99,3	100,2	Employés de bureau
93,4	95,6	99,1 *	99,2 *	Personnel soutien adm. 1
89,0	92,6	98,4	99,0	Personnel soutien adm. 2
95,1 *	104,7 *	99,3 *	100,8 *	Personnel soutien adm. 3
92,1 *	99,3 *	98,7 *	99,9 *	Personnel secrétariat 1
82,6	92,1	96,4	98,6	Personnel secrétariat 2
93,6	80,0	98,7	96,1	Préposé aux renseign. 2
99,0 *	92,7 *	99,9 *	98,4 *	Préposé aux renseign. 3
				Téléphoniste-récept. 2
92,0	98,1	98,8	99,7	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 2	741	97,2	75 841	83 474	-10,1	53 362	55 109	-3,3	
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	95 627	-14,0	63 975	72 358	-13,1	
Professionnel gest. fin. 2	460	100,0	75 056	85 391	-13,8	52 612	56 508	-7,4	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	67 151	-30,6	41 260	45 855	-11,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	98,9	76 307	85 579	-12,1	54 385	57 499	-5,7	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	100,0	83 330	99 889	-19,9	62 899	74 802	-18,9	
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	89 225	-8,3	57 470	58 944	-2,6	
Professionnel sc. phys. 2	491	82,4	81 481	79 512	2,4	57 962	56 947	1,8 *	
Avocat et notaire 2	451	100,0	109 235	106 418	2,6 *	72 358	72 099	0,4 *	
Moyenne	...	98,1	78 828	86 065	-9,2	56 872	59 938	-5,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	99,0	51 995	59 131	-13,7	34 702	43 126	-24,3	
Technicien en administration 3	121	100,0	56 725	66 703	-17,6	52 616	55 029	-4,6	
Techn. documentation 1-2	689	100,0	52 027	56 670	-8,9	35 024	41 449	-18,3	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	100,0	58 566	60 398	-3,1	40 126	44 453	-10,8	
Techn. laboratoire 3	528	100,0	61 590	67 238	-9,2	43 640	52 036	-19,2	
Technicien en droit 1-2	456	100,0	50 735	61 655	-21,5	33 841	45 212	-33,6	
Technicien génie 1-2	1 483	99,6	51 742	59 815	-15,6	36 843	45 439	-23,3	
Technicien génie 3	250	100,0	56 764	67 461	-18,8	52 794	60 806	-15,2	
Techn. informatique 1-2	2 063	97,4	54 515	61 276	-12,4	38 224	45 781	-19,8	
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	100,0	51 173	59 384	-16,0	37 384	41 737	-11,6	
Moyenne	...	97,5	53 659	60 266	-12,3	37 095	44 928	-21,1	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	3	100,0	33 841	45 680	-35,0	31 467	40 372	-28,3	
Magasinier 2	904	100,0	38 949	45 752	-17,5	34 050	37 758	-10,9	
Personnel soutien adm. 1	4 596	100,0	37 294	42 274	-13,4	32 762	36 281	-10,7	
Personnel soutien adm. 2	5 872	99,9	41 006	49 630	-21,0	35 547	39 562	-11,3	
Personnel soutien adm. 3	2 217	100,0	45 960	52 064	-13,3	39 430	42 958	-8,9	
Personnel secrétariat 1	1 459	100,0	38 731	49 841	-28,7	33 506	39 491	-17,9	
Personnel secrétariat 2	8 737	100,0	42 840	52 521	-22,6	35 585	40 737	-14,5	
Préposé aux renseign. 2	747	100,0	45 548	44 659	2,0	36 033	37 733	-4,7	
Téléphoniste-récept. 2	205	100,0	35 357	47 028	-33,0	32 709	39 562	-21,0	
Moyenne	...	99,9	41 375	49 429	-19,5	35 285	39 778	-12,7	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,0	84,5	91,7	94,7	Professionnels
85,8 *	84,1 *	96,6 *	96,1 *	Professionnel communic. 2
75,2 *	68,4 *	92,6 *	89,3 *	Professionnel communic. 3
70,4 *	66,6 *	94,2 *	89,4 *	Professionnel gest. fin. 2
70,3	77,5	91,5 *	92,6 *	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	81,9 *	97,4 *	95,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
64,2	93,7	89,2	97,8	Analyste proc. adm./inform. 3
76,1	89,4	93,1	97,0	Ingénieur 2
61,1 *	76,4 *	86,9 *	92,4 *	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
73,2	82,7	92,4	94,4	Moyenne
				Techniciens
89,1	77,6	96,4	93,9	Technicien en administration 1-2
96,5	89,3	99,7	98,1	Technicien en administration 3
87,7	76,3	96,0 *	93,6 *	Techn. documentation 1-2
83,9	76,9	94,9 *	93,9 *	Techn. laboratoire 1-2
93,2	x	98,0	x	Techn. laboratoire 3
77,4 *	79,7 *	92,5 *	94,6 *	Technicien en droit 1-2
78,8 *	83,8 *	93,9 *	96,1 *	Technicien génie 1-2
96,3	89,8	99,7	99,0	Technicien génie 3
83,3	87,1	95,0	96,7	Techn. informatique 1-2
81,3 *	80,6 *	95,0 *	94,2 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8	80,5	95,9 *	94,9 *	Moyenne
				Employés de bureau
100,0	76,1	100,0	97,2	Préposé photocopie 2
94,0	81,1	99,2	96,7	Magasinier 2
94,5	79,9	99,3	97,1	Personnel soutien adm. 1
93,4	77,4	99,1	95,4	Personnel soutien adm. 2
89,0 *	89,5 *	98,4 *	98,2 *	Personnel soutien adm. 3
95,1	62,6	99,3	92,2	Personnel secrétariat 1
92,1	87,7	98,7	97,2	Personnel secrétariat 2
82,6	93,3	96,4	99,0	Préposé aux renseign. 2
99,0	92,5	99,9	98,8	Téléphoniste-récept. 2
92,1	82,6	98,8	96,7	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	22	100,0	50 326	61 052	-21,3	40 437	56 646	-40,1	
Professionnel communic. 2	741	100,0	75 841	80 519	-6,2	53 362	74 489	-39,6	
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	95 274	-13,5	63 975	88 308	-38,0	
Professionnel gest. fin. 1	21	100,0	50 001	75 766	-51,5	40 811	54 045	-32,4	
Professionnel gest. fin. 2	460	100,0	75 056	89 297	-19,0	52 612	65 920	-25,3	
Professionnel gest. fin. 3	14	100,0	80 138	108 321	-35,2	60 286	84 366	-39,9	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	72 311	-40,6	41 260	56 196	-36,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	100,0	76 307	85 044	-11,4	54 385	69 491	-27,8	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	100,0	83 330	102 025	-22,4	62 899	82 125	-30,6	
Ingénieur 1	179	100,0	52 500	72 048	-37,2	46 295	63 027	-36,1	
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	103 458	-25,6	57 470	88 160	-53,4	
Ingénieur 3	388	100,0	91 650	121 358	-32,4	74 106	103 806	-40,1	
Professionnel sc. phys. 1	19	100,0	51 341	69 445	-35,3	40 974	57 176	-39,5	
Professionnel sc. phys. 2	491	100,0	81 481	90 705	-11,3	57 962	75 333	-30,0	
Professionnel sc. phys. 3	116	100,0	84 379	111 583	-32,2	65 342	94 951	-45,3	
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 630	98 933	-42,1	54 363	71 734	-32,0	
Avocat et notaire 2	451	100,0	109 235	137 892	-26,2	72 358	99 970	-38,2	
Biologiste 2	177	100,0	76 285	89 423	-17,2	53 821	67 753	-25,9	
Biologiste 3	34	100,0	84 255	111 046	-31,8	64 974	93 454	-43,8	
Moyenne	...	100,0	78 815	92 544	-17,4	56 943	75 511	-32,6	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	100,0	51 995	59 368	-14,2	34 702	54 301	-56,5	
Techn. documentation 1-2	689	100,0	52 027	58 937	-13,3	35 024	50 699	-44,8	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	100,0	58 566	63 955	-9,2	40 126	52 565	-31,0	
Technicien en droit 1-2	456	100,0	50 735	70 873	-39,7	33 841	62 636	-85,1	
Technicien génie 1-2	1 483	100,0	51 742	74 655	-44,3	36 843	61 329	-66,5	
Technicien génie 3	250	100,0	56 764	85 375	-50,4	52 794	70 413	-33,4	
Moyenne	...	100,0	53 079	62 834	-18,4	36 155	55 301	-53,0	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 596	100,0	37 294	40 074	-7,5	32 762	37 511	-14,5	
Personnel soutien adm. 2	5 872	100,0	41 006	49 983	-21,9	35 547	46 315	-30,3	
Personnel soutien adm. 3	2 217	100,0	45 960	55 808	-21,4	39 430	51 560	-30,8	
Personnel secrétariat 1	1 459	100,0	38 731	47 325	-22,2	33 506	43 901	-31,0	
Personnel secrétariat 2	8 737	100,0	42 840	50 132	-17,0	35 585	46 160	-29,7	
Acheteur 2	159	100,0	45 548	56 628	-24,3	38 963	43 362	-11,3	
Moyenne	...	95,4	41 404	48 653	-17,5	35 343	44 804	-26,8	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0	80,9	95,1	98,6	Professionnels
72,0	75,6	91,7	98,2	Professionnel communic. 1
85,8	88,4	96,6	99,2	Professionnel communic. 2
65,2	67,4	93,6	90,7	Professionnel communic. 3
75,2	79,6	92,6	94,7	Professionnel gest. fin. 1
83,1	83,0	95,8	96,2	Professionnel gest. fin. 2
70,4	83,6	94,2	96,3	Professionnel gest. fin. 3
70,3	86,2	91,5	97,5	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5	84,5	97,4	97,0	Analyste proc. adm./inform. 2
53,1	36,5	94,5	92,1	Analyste proc. adm./inform. 3
64,2	83,0	89,2	97,5	Ingénieur 1
93,6	84,6	98,8	97,8	Ingénieur 2
69,2	45,7	93,8	90,4	Ingénieur 3
76,1	80,8	93,1	96,7	Professionnel sc. phys. 1
91,5	82,6	98,1	97,4	Professionnel sc. phys. 2
63,0	87,1	91,9	96,5	Professionnel sc. phys. 3
61,1	85,4	86,9	96,0	Avocat et notaire 1
67,1	85,0	90,3	96,4	Avocat et notaire 2
87,9	72,6	97,2	95,7	Biologiste 2
				Biologiste 3
73,4	83,0	92,5	97,0	Moyenne
				Techniciens
89,1	84,0	96,4	98,6	Technicien en administration 1-2
87,7	87,5	96,0	98,3	Techn. documentation 1-2
83,9	87,2	94,9	97,7	Techn. laboratoire 1-2
77,4	50,9	92,5	94,3	Technicien en droit 1-2
78,8	86,2	93,9	97,5	Technicien génie 1-2
96,3	89,8	99,7	98,2	Technicien génie 3
86,6	83,6	95,7	98,1	Moyenne
				Employés de bureau
94,5	97,0	99,3	99,8	Personnel soutien adm. 1
93,4	92,8	99,1	99,5	Personnel soutien adm. 2
89,0	78,3	98,4	98,3	Personnel soutien adm. 3
95,1	100,1	99,3	100,0	Personnel secrétariat 1
92,1	49,8	98,7	96,0	Personnel secrétariat 2
86,6	72,9	98,1	93,6	Acheteur 2
92,6	76,2	98,9	98,0	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	22	88,4	50 326	60 770	-20,8	40 437	55 152	-36,4
Professionnel communic. 2	741	99,3	75 841	81 990	-8,1	53 362	63 852	-19,7
Professionnel communic. 3	111	100,0	83 918	95 564	-13,9	63 975	86 991	-36,0
Professionnel gest. fin. 2	460	100,0	75 056	82 383	-9,8	52 612	57 895	-10,0
Professionnel gest. fin. 3	14	100,0	80 138	100 904	-25,9	60 286	75 685	-25,5
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	68 220	-32,6	41 260	52 999	-28,4
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	99,9	76 307	84 713	-11,0	54 385	61 805	-13,6
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	100,0	83 330	100 356	-20,4	62 899	76 314	-21,3
Ingénieur 2	610	100,0	82 366	103 755	-26,0	57 470	79 807	-38,9
Ingénieur 3	388	91,7	91 650	119 300	-30,2	74 106	101 727	-37,3
Professionnel sc. phys. 2	491	79,8	81 481	92 931	-14,1	57 962	75 676	-30,6
Avocat et notaire 1	44	100,0	69 630	92 951	-33,5	54 363	68 189	-25,4
Avocat et notaire 2	451	96,1	109 235	125 689	-15,1	72 358	84 592	-16,9
Moyenne	...	96,5	78 815	91 357	-15,9	56 943	69 073	-21,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 970	97,4	51 995	59 243	-13,9	34 702	48 872	-40,8
Technicien en administration 3	121	95,6	56 725	68 301	-20,4	52 616	56 778	-7,9
Techn. documentation 1-2	689	85,3	52 027	56 002	-7,6	35 024	41 728	-19,1
Techn. laboratoire 1-2	2 151	41,5	58 566	64 457	-10,1	40 126	47 375	-18,1
Techn. laboratoire 3	528	71,1	61 590	67 896	-10,2	43 640	52 235	-19,7
Technicien en droit 1-2	456	99,1	50 735	67 097	-32,3	33 841	55 803	-64,9
Technicien génie 1-2	1 483	60,5	51 742	75 897	-46,7	36 843	50 353	-36,7
Techn. informatique 1-2	2 063	96,1	54 515	62 414	-14,5	38 224	44 476	-16,4
Techn. informatique 3	941	99,5	58 529	70 450	-20,4	42 580	57 238	-34,4
Technicien en loisir 1-2	477	88,8	51 639	58 855	-14,0 *	36 092	43 311	-20,0
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	79,6	51 173	75 971	-48,5	37 384	51 148	-36,8
Moyenne	...	85,5	53 663	63 682	-18,7	37 116	48 949	-31,9
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	3	74,1	33 841	43 666	-29,0	31 467	37 862	-20,3
Magasinier 1	158	75,8	33 604	55 029	-63,8	31 285	35 193	-12,5
Magasinier 2	904	43,7	38 949	59 355	-52,4	34 050	47 837	-40,5
Personnel soutien adm. 1	4 596	84,9	37 294	44 883	-20,3	32 762	34 578	-5,5
Personnel soutien adm. 2	5 872	93,2	41 006	50 910	-24,2	35 547	41 647	-17,2
Personnel soutien adm. 3	2 217	96,9	45 960	56 242	-22,4	39 430	50 204	-27,3
Personnel secrétariat 1	1 459	95,3	38 731	50 087	-29,3	33 506	39 582	-18,1
Personnel secrétariat 2	8 737	89,2	42 840	52 730	-23,1	35 585	41 343	-16,2
Préposé aux renseign. 2	747	95,7	45 548	51 462	-13,0	36 033	39 852	-10,6
Préposé aux renseign. 3	44	100,0	49 712	60 187	-21,1	39 631	49 092	-23,9
Préposé télécomm. 1-2	197	65,9	50 881	57 912	-13,8	40 127	47 411	-18,2
Téléphoniste-récept. 2	205	78,0	35 357	44 909	-27,0	32 709	34 161	-4,4 *
Acheteur 2	159	96,6	45 548	57 294	-25,8	38 963	44 075	-13,1
Moyenne	...	88,4	41 405	51 387	-24,1	35 312	41 079	-16,3

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0 *	76,3 *	95,1	97,8	Professionnels
72,0	85,7	91,7	96,8	Professionnel communic. 1
85,8	91,7	96,6	99,3	Professionnel communic. 2
75,2	65,9	92,6	89,9	Professionnel communic. 3
83,1	86,5	95,8	96,6	Professionnel gest. fin. 2
70,4	77,6	94,2	95,0	Professionnel gest. fin. 3
70,3	82,9	91,5	95,4	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	90,5 *	97,4	97,7	Analyste proc. adm./inform. 2
64,2	79,3	89,2	95,2	Analyste proc. adm./inform. 3
93,6 *	97,0 *	98,8 *	99,6 *	Ingénieur 2
76,1	83,4	93,1	96,9	Ingénieur 3
63,0	85,9	91,9	96,3	Professionnel sc. phys. 2
61,1	80,1	86,9	93,5	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
73,4	83,4	92,5	95,8	Moyenne
				Techniciens
89,1	86,3	96,4	97,6	Technicien en administration 1-2
96,5 *	94,4 *	99,7	99,1	Technicien en administration 3
87,7 *	85,4 *	96,0 *	96,3 *	Techn. documentation 1-2
83,9	93,3	94,9	98,2	Techn. laboratoire 1-2
93,2	96,9	98,0	99,3	Techn. laboratoire 3
77,4	71,6	92,5	95,2	Technicien en droit 1-2
78,8	92,5	93,9	97,5	Technicien génie 1-2
83,3 *	83,3 *	95,0 *	95,2 *	Techn. informatique 1-2
94,9 *	95,2 *	98,6	99,1	Techn. informatique 3
88,1	80,0	96,4 *	94,7 *	Technicien en loisir 1-2
81,3	94,4	95,0	98,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8	87,8	95,9	97,3	Moyenne
				Employés de bureau
100,0	86,8	100,0	98,2	Préposé photocopie 2
93,4	96,0	99,5	98,6	Magasinier 1
94,0	98,2	99,2 *	99,7 *	Magasinier 2
94,5 *	94,4 *	99,3	98,7	Personnel soutien adm. 1
93,4	90,9	99,1	98,4	Personnel soutien adm. 2
89,0	85,1	98,4 *	98,4 *	Personnel soutien adm. 3
95,1	77,0	99,3	95,2	Personnel secrétariat 1
92,1	93,8	98,7 *	98,7 *	Personnel secrétariat 2
82,6	90,0	96,4	97,7	Préposé aux renseign. 2
93,6	87,7	98,7	97,7	Préposé aux renseign. 3
47,8	87,4	89,0	97,7	Préposé télécomm. 1-2
99,0	91,5	99,9	98,0	Téléphoniste-récept. 2
86,6	75,3	98,1	94,3	Acheteur 2
92,0 *	91,1 *	98,8	98,3	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	22	76,2	50 326	64 757	-28,7	40 437	48 374	-19,6	
Professionnel communic. 2	741	88,1	75 841	76 823	-1,3 *	53 362	58 529	-9,7	
Professionnel communic. 3	111	99,6	83 918	105 411	-25,6	63 975	79 745	-24,7	
Professionnel gest. fin. 1	21	58,5	50 001	55 379	-10,8	40 811	41 857	-2,6 *	
Professionnel gest. fin. 2	460	65,7	75 056	80 821	-7,7	52 612	60 559	-15,1	
Professionnel gest. fin. 3	14	79,9	80 138	107 409	-34,0	60 286	80 934	-34,2	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	96,5	51 433	68 184	-32,6	41 260	50 804	-23,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	70,8	76 307	84 613	-10,9	54 385	63 603	-17,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81,0	83 330	105 689	-26,8	62 899	80 083	-27,3	
Ingénieur 1	179	94,5	52 500	61 633	-17,4	46 295	48 546	-4,9	
Ingénieur 2	610	84,9	82 366	87 206	-5,9	57 470	67 515	-17,5	
Ingénieur 3	388	91,6	91 650	115 120	-25,6	74 106	88 864	-19,9	
Professionnel sc. phys. 1	19	61,1	51 341	56 359	-9,8	40 974	42 197	-3,0 *	
Professionnel sc. phys. 2	491	66,5	81 481	76 752	5,8	57 962	57 708	0,4 *	
Professionnel sc. phys. 3	116	77,8	84 379	96 822	-14,7	65 342	75 724	-15,9	
Avocat et notaire 1	44	71,0	69 630	71 118	-2,1 *	54 363	54 497	-0,2 *	
Avocat et notaire 2	451	87,8	109 235	105 343	3,6	72 358	76 794	-6,1	
Biologiste 2	177	90,4	76 285	76 887	-0,8 *	53 821	57 556	-6,9	
Biologiste 3	34	100,0	84 255	93 539	-11,0	64 974	74 250	-14,3	
Moyenne	...	78,5	78 815	86 874	-10,2	56 943	65 641	-15,3	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	66,1	51 995	56 853	-9,3	34 702	41 937	-20,8	
Technicien en administration 3	121	64,0	56 725	71 424	-25,9	52 616	55 438	-5,4 *	
Techn. documentation 1-2	689	87,1	52 027	58 810	-13,0	35 024	45 734	-30,6	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	41,5	58 566	50 120	14,4	40 126	37 828	5,7	
Techn. laboratoire 3	528	53,0	61 590	60 497	1,8 *	43 640	46 356	-6,2 *	
Technicien en droit 1-2	456	91,7	50 735	73 382	-44,6	33 841	52 987	-56,6	
Technicien en droit 3	19	100,0	56 725	100 403	-77,0	52 616	72 892	-38,5	
Technicien génie 1-2	1 483	79,2	51 742	68 852	-33,1	36 843	53 598	-45,5	
Technicien génie 3	250	85,8	56 764	92 395	-62,8	52 794	71 794	-36,0	
Techn. informatique 1-2	2 063	46,9	54 515	57 702	-5,8 *	38 224	42 700	-11,7	
Techn. informatique 3	941	52,7	58 529	73 516	-25,6	42 580	57 426	-34,9	
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	55,6	51 173	65 585	-28,2	37 384	51 976	-39,0	
Moyenne	...	60,6	53 664	59 312	-10,5	37 117	44 730	-20,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	158	72,4	33 604	32 486	3,3 *	31 285	24 126	22,9	
Magasinier 2	904	72,7	38 949	49 811	-27,9	34 050	37 457	-10,0	
Magasinier 3	29	88,7	47 429	71 555	-50,9	38 912	54 440	-39,9	
Personnel soutien adm. 1	4 596	60,2	37 294	36 427	2,3 *	32 762	27 101	17,3	
Personnel soutien adm. 2	5 872	60,2	41 006	44 288	-8,0	35 547	33 430	6,0	
Personnel soutien adm. 3	2 217	58,8	45 960	53 909	-17,3	39 430	41 091	-4,2 *	
Personnel secrétariat 1	1 459	60,0	38 731	43 615	-12,6	33 506	33 441	0,2 *	
Personnel secrétariat 2	8 737	71,5	42 840	52 341	-22,2	35 585	39 248	-10,3	
Préposé aux renseign. 2	747	76,3	45 548	43 528	4,4 *	36 033	31 510	12,6	
Préposé aux renseign. 3	44	88,6	49 712	55 644	-11,9	39 631	42 862	-8,2 *	
Préposé télécomm. 1-2	197	4,5	50 881	38 644	24,1	40 127	31 202	22,2	
Téléphoniste-récept. 2	205	53,5	35 357	38 615	-9,2	32 709	29 215	10,7	
Acheteur 2	159	40,5	45 548	54 319	-19,3	38 963	40 330	-3,5 *	
Moyenne	...	63,9	41 415	46 655	-12,7	35 323	35 085	0,7 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0	48,7	95,1	87,0	Professionnels
72,0 *	70,2 *	91,7 *	92,9 *	Professionnel communic. 1
85,8 *	83,8 *	96,6 *	96,1 *	Professionnel communic. 2
65,2	73,3	93,6 *	93,5 *	Professionnel communic. 3
75,2 *	77,8 *	92,6	94,5	Professionnel gest. fin. 1
83,1 *	88,3 *	95,8 *	97,1 *	Professionnel gest. fin. 2
70,4 *	69,9 *	94,2	92,3	Professionnel gest. fin. 3
70,3	77,7	91,5	94,5	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	92,0 *	97,4 *	98,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
53,1	73,1	94,5 *	94,2 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,2 *	70,2 *	89,2	93,3	Ingénieur 1
93,6	77,8	98,8	95,0	Ingénieur 2
69,2 *	69,1 *	93,8 *	92,2 *	Ingénieur 3
76,1 *	82,9 *	93,1 *	95,8 *	Professionnel sc. phys. 1
91,5 *	89,6 *	98,1 *	97,7 *	Professionnel sc. phys. 2
63,0 *	77,1 *	91,9 *	94,6 *	Professionnel sc. phys. 3
61,1	83,5	86,9	95,5	Avocat et notaire 1
67,1	x	90,3	x	Avocat et notaire 2
87,9	x	97,2	x	Biologiste 2
				Biologiste 3
73,4 *	75,8 *	92,5	94,1	Moyenne
89,1	81,1	96,4 *	95,0 *	Techniciens
96,5 *	85,0 *	99,7 *	96,6 *	Technicien en administration 1-2
87,7	58,0	96,0 *	90,7 *	Technicien en administration 3
83,9 *	77,3 *	94,9 *	94,7 *	Techn. documentation 1-2
93,2	x	98,0	x	Techn. laboratoire 1-2
77,4	55,1	92,5 *	87,5 *	Techn. laboratoire 3
97,2 *	96,6 *	99,8 *	99,1 *	Technicien en droit 1-2
78,8 *	75,9 *	93,9 *	94,7 *	Technicien en droit 3
96,3	84,6	99,7	96,6	Technicien génie 1-2
83,3	64,3	95,0	90,7	Technicien génie 3
94,9	84,9	98,6	96,7	Techn. informatique 1-2
81,3 *	75,6 *	95,0 *	94,6 *	Techn. informatique 3
				Techn. hygiène du trav. 1-2
86,8 *	81,5 *	95,9 *	95,2 *	Moyenne
93,4 *	72,0 *	99,5 *	92,8 *	Employés de bureau
94,0 *	96,1 *	99,2 *	99,0 *	Magasinier 1
86,2	64,2	97,5	91,4	Magasinier 2
94,5 *	97,8 *	99,3 *	99,4 *	Magasinier 3
93,4	85,4	99,1	96,5	Personnel soutien adm. 1
89,0 *	77,6 *	98,4 *	94,6 *	Personnel soutien adm. 2
95,1	x	99,3	x	Personnel soutien adm. 3
92,1 *	97,4 *	98,7 *	99,3 *	Personnel secrétariat 1
82,6 *	83,3 *	96,4 *	95,4 *	Personnel secrétariat 2
93,6	62,6	98,7	91,4	Préposé aux renseign. 2
47,8	x	89,0	x	Préposé aux renseign. 3
99,0 *	85,3 *	99,9 *	96,4 *	Préposé télécomm. 1-2
86,6 *	83,9 *	98,1 *	95,9 *	Téléphoniste-récept. 2
				Acheteur 2
92,0 *	92,6 *	98,8 *	98,2 *	Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	741	100,0	75 841	86 128	-13,6	53 362	66 809	-25,2
Professionnel gest. fin. 2	460	100,0	75 056	89 912	-19,8	52 612	63 589	-20,9
Analyste proc. adm./inform. 1	225	100,0	51 433	71 336	-38,7	41 260	55 495	-34,5
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	100,0	76 307	84 067	-10,2	54 385	62 586	-15,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	100,0	83 330	108 821	-30,6	62 899	79 855	-27,0
Avocat et notaire 2	451	100,0	109 235	92 861	15,0	72 358	73 416	-1,5 *
Moyenne	...	90,5	78 843	90 408	-14,7	56 965	68 075	-19,5
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 970	90,2	51 995	57 666	-10,9	34 702	42 568	-22,7
Techn. documentation 1-2	689	46,4	52 027	57 075	-9,7 *	35 024	45 623	-30,3 *
Technicien génie 1-2	1 483	43,5	51 742	78 224	-51,2	36 843	48 631	-32,0
Techn. informatique 1-2	2 063	98,2	54 515	63 075	-15,7	38 224	43 566	-14,0
Technicien en loisir 1-2	477	100,0	51 639	43 301	16,1	36 092	32 049	11,2
Moyenne	...	70,5	53 522	64 579	-20,7	36 878	48 024	-30,2
Employés de bureau								
Magasinier 1	158	86,4	33 604	55 946	-66,5	31 285	32 212	-3,0 *
Magasinier 2	904	43,4	38 949	62 388	-60,2	34 050	50 914	-49,5
Personnel soutien adm. 1	4 596	55,4	37 294	45 542	-22,1	32 762	35 663	-8,9
Personnel soutien adm. 2	5 872	79,8	41 006	50 826	-23,9	35 547	35 951	-1,1 *
Personnel soutien adm. 3	2 217	100,0	45 960	60 877	-32,5	39 430	47 235	-19,8
Personnel secrétariat 1	1 459	100,0	38 731	53 791	-38,9	33 506	43 569	-30,0 *
Personnel secrétariat 2	8 737	79,7	42 840	52 147	-21,7	35 585	39 980	-12,4
Préposé aux renseign. 2	747	88,9	45 548	52 996	-16,4	36 033	39 909	-10,8 *
Téléphoniste-récept. 2	205	69,4	35 357	43 439	-22,9	32 709	29 831	8,8 *
Moyenne	...	76,0	41 303	52 122	-26,2	35 248	39 617	-12,4

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,0	85,8	91,7	96,8	Professionnels
75,2 *	82,3 *	92,6 *	94,8 *	Professionnel communic. 2
70,4	x	94,2	x	Professionnel gest. fin. 2
70,3	83,2	91,5	95,7	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	98,4 *	97,4 *	99,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
61,1	97,2	86,9	99,4	Analyste proc. adm./inform. 3
				Avocat et notaire 2
73,2	87,6	92,5	96,9	Moyenne
89,1	93,7	96,4	98,3	Techniciens
87,7	x	96,0	x	Technicien en administration 1-2
78,8	94,3	93,9	97,9	Techn. documentation 1-2
83,3 *	79,8 *	95,0 *	93,8 *	Technicien génie 1-2
88,1	x	96,4	x	Techn. informatique 1-2
				Technicien en loisir 1-2
86,8	93,1	95,9	98,0	Moyenne
93,4	96,9	99,5	98,7	Employés de bureau
94,0	98,6	99,2 *	99,7 *	Magasinier 1
94,5 *	96,0 *	99,3 *	99,1 *	Magasinier 2
93,4 *	90,3 *	99,1	97,2	Personnel soutien adm. 1
89,0	98,0	98,4	99,5	Personnel soutien adm. 2
95,1	98,6	99,3	99,7	Personnel soutien adm. 3
92,1	97,4	98,7 *	99,4 *	Personnel secrétariat 1
82,6	86,2	96,4 *	96,6 *	Personnel secrétariat 2
99,0	x	99,9	x	Préposé aux renseign. 2
				Téléphoniste-récept. 2
92,5	94,9	98,9 *	98,7 *	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	22	70,7	50 326	65 046	-29,2	40 437	49 527	-22,5	
Professionnel communic. 2	741	86,1	75 841	74 770	1,4 *	53 362	57 106	-7,0	
Professionnel communic. 3	111	99,5	83 918	103 864	-23,8	63 975	79 878	-24,9	
Professionnel gest. fin. 2	460	64,6	75 056	79 980	-6,6	52 612	60 232	-14,5	
Professionnel gest. fin. 3	14	81,7	80 138	107 088	-33,6	60 286	81 175	-34,6	
Analyste proc. adm./inform. 1	225	96,3	51 433	68 316	-32,8	41 260	51 048	-23,7	
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69,3	76 307	84 144	-10,3	54 385	63 607	-17,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	80,6	83 330	105 230	-26,3	62 899	79 892	-27,0	
Ingénieur 1	179	94,5	52 500	61 624	-17,4	46 295	48 537	-4,8	
Ingénieur 2	610	84,7	82 366	87 132	-5,8	57 470	67 459	-17,4	
Ingénieur 3	388	91,7	91 650	115 203	-25,7	74 106	88 931	-20,0	
Avocat et notaire 1	44	66,7	69 630	70 275	-0,9 *	54 363	53 767	1,1 *	
Avocat et notaire 2	451	83,9	109 235	104 923	3,9	72 358	78 562	-8,6	
Moyenne	...	77,5	78 815	86 394	-9,6	56 943	65 580	-15,2	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 970	62,8	51 995	55 721	-7,2	34 702	41 848	-20,6	
Technicien en administration 3	121	56,4	56 725	71 264	-25,6	52 616	54 319	-3,2 *	
Techn. documentation 1-2	689	84,5	52 027	59 334	-14,0	35 024	46 057	-31,5	
Techn. laboratoire 1-2	2 151	41,5	58 566	50 120	14,4	40 126	37 828	5,7	
Technicien en droit 1-2	456	91,3	50 735	73 957	-45,8	33 841	53 423	-57,9	
Technicien génie 1-2	1 483	79,2	51 742	68 851	-33,1	36 843	53 597	-45,5	
Technicien génie 3	250	85,7	56 764	92 518	-63,0	52 794	71 902	-36,2	
Techn. informatique 1-2	2 063	46,2	54 515	57 524	-5,5 *	38 224	42 624	-11,5	
Techn. informatique 3	941	52,2	58 529	73 215	-25,1	42 580	57 259	-34,5	
Moyenne	...	58,7	53 664	58 331	-8,7	37 117	44 442	-19,7	
Employés de bureau									
Magasinier 1	158	72,4	33 604	32 486	3,3 *	31 285	24 126	22,9	
Magasinier 2	904	72,6	38 949	49 779	-27,8	34 050	37 413	-9,9	
Personnel soutien adm. 1	4 596	59,9	37 294	36 381	2,4 *	32 762	27 051	17,4	
Personnel soutien adm. 2	5 872	59,2	41 006	44 068	-7,5	35 547	33 192	6,6	
Personnel soutien adm. 3	2 217	57,3	45 960	54 296	-18,1	39 430	41 101	-4,2 *	
Personnel secrétariat 1	1 459	58,6	38 731	43 431	-12,1	33 506	33 234	0,8 *	
Personnel secrétariat 2	8 737	69,3	42 840	51 595	-20,4	35 585	38 659	-8,6	
Préposé aux renseign. 2	747	75,9	45 548	43 497	4,5 *	36 033	31 403	12,8	
Préposé aux renseign. 3	44	87,7	49 712	56 299	-13,3	39 631	43 321	-9,3 *	
Téléphoniste-récept. 2	205	53,3	35 357	38 620	-9,2	32 709	29 203	10,7	
Acheteur 2	159	40,5	45 548	54 319	-19,3	38 963	40 330	-3,5 *	
Moyenne	...	62,6	41 392	46 348	-12,0	35 300	34 789	1,4 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
75,0	47,0	95,1	87,4	Professionnels
72,0 *	69,4 *	91,7 *	92,7 *	Professionnel communic. 1
85,8 *	81,5 *	96,6 *	95,7 *	Professionnel communic. 2
75,2 *	79,0 *	92,6	94,9	Professionnel communic. 3
83,1 *	87,5 *	95,8 *	97,0 *	Professionnel gest. fin. 2
70,4 *	71,0 *	94,2 *	92,7 *	Professionnel gest. fin. 3
70,3	78,4	91,5	94,7	Analyste proc. adm./inform. 1
89,5 *	93,0 *	97,4 *	98,3 *	Analyste proc. adm./inform. 2
53,1	73,2	94,5 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 3
64,2 *	70,1 *	89,2	93,3	Ingénieur 1
93,6	77,7	98,8	94,9	Ingénieur 2
63,0 *	81,3 *	91,9 *	95,6 *	Ingénieur 3
61,1	87,6	86,9	96,9	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
73,4 *	76,4 *	92,5	94,3	Moyenne
				Techniciens
89,1	81,4	96,4 *	95,3 *	Technicien en administration 1-2
96,5 *	81,4 *	99,7 *	95,6 *	Technicien en administration 3
87,7	48,2	96,0 *	88,4 *	Techn. documentation 1-2
83,9 *	77,3 *	94,9 *	94,7 *	Techn. laboratoire 1-2
77,4	53,8	92,5 *	87,2 *	Technicien en droit 1-2
78,8 *	75,9 *	93,9 *	94,7 *	Technicien génie 1-2
96,3	84,7	99,7	96,6	Technicien génie 3
83,3	64,4	95,0	90,8	Techn. informatique 1-2
94,9	85,0	98,6 *	96,7 *	Techn. informatique 3
86,8	95,3	95,9 *	95,8 *	Moyenne
				Employés de bureau
93,4 *	72,0 *	99,5 *	92,8 *	Magasinier 1
94,0 *	95,7 *	99,2 *	98,9 *	Magasinier 2
94,5 *	97,8 *	99,3 *	99,4 *	Personnel soutien adm. 1
93,4	85,2	99,1	96,4	Personnel soutien adm. 2
89,0 *	77,6 *	98,4 *	94,5 *	Personnel soutien adm. 3
95,1	x	99,3	x	Personnel secrétariat 1
92,1 *	99,6 *	98,7 *	99,9 *	Personnel secrétariat 2
82,6 *	83,3 *	96,4 *	95,4 *	Préposé aux renseign. 2
93,6	62,2	98,7	91,3	Préposé aux renseign. 3
99,0 *	85,0 *	99,9 *	96,3 *	Téléphoniste-récept. 2
86,6 *	83,9 *	98,1 *	95,9 *	Acheteur 2
92,1 *	93,2 *	98,8 *	98,3 *	Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	9,84	7,61	9,56	7,59	10,11	7,59	5,32	7,59	15,13	7,60	9,39
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,63	0,78	0,76	0,78	0,77	0,78	0,77	0,78	0,76	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,19	4,80	4,35	4,80	4,74	4,77 *	4,76 *	4,85	4,22	4,62	4,38
Assurance-emploi	1,21	1,10	1,68	1,54	1,78	1,75	1,78	1,95	1,78	1,49	1,67	1,62
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,67	1,24	1,10	1,31	1,19	1,71	2,45	1,34	2,00	1,31 *	1,35 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	24,75	24,96	26,99	26,31	28,42	27,95	23,33	25,34	34,45	25,44	26,97
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,53	8,44	7,57	8,43	7,72	8,89	7,36	8,45 *	8,40 *	8,47	7,63
Jours fériés et congés mobiles	4,77	4,94	4,62	4,95	4,57	5,03	4,44 *	4,51 *	4,64	5,17	4,59	4,91
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31	14,86	16,58	14,79	15,92	15,09	16,27	13,53	16,59	15,90	16,39	14,76
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	39,61	41,54 *	41,77 *	42,24	43,51	44,22	36,86	41,93	50,35	41,83 *	41,73 *

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60 *	7,65 *	7,61 *	6,88 *	7,59 *	6,79 *	7,59	4,65	7,59	12,60	7,60	6,87
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,75	0,78	0,77	0,78	0,77	0,78	0,74	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,34	4,80	4,41	4,80	4,70	4,77 *	4,75 *	4,85	4,17	4,62	4,41
Assurance-emploi	1,21	1,13	1,68	1,57	1,78 *	1,76 *	1,78	1,98	1,78	1,53	1,67 *	1,64 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,67	1,24 *	1,22 *	1,31 *	1,23 *	1,71	2,61	1,38	2,30	1,31 *	1,43 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	22,78	24,96 *	24,15 *	26,32	24,61	27,95	22,46	25,61	30,95	25,45	24,16
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,14	8,44	7,31	8,43	7,28	8,89	7,17	8,51	7,99	8,48	7,28
Jours fériés et congés mobiles	4,77 *	4,77 *	4,62 *	4,66 *	4,57 *	4,59 *	4,44 *	4,33 *	4,62	4,90	4,59 *	4,60 *
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31	13,01	16,58	13,23	15,92	13,12	16,27	12,89	16,33	14,17	16,38	13,14
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	35,78	41,54	37,38	42,24	37,73	44,22	35,35	41,94	45,12	41,83	37,31

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	12,94	7,61	13,63	7,59	14,61	7,59	9,36	7,59	17,12	7,60	13,36
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,62	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,77	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,04	4,80	4,26	4,80 *	4,78 *	4,77	4,82	4,85	4,24	4,62	4,37
Assurance-emploi	1,21	1,07	1,68	1,51	1,78	1,73	1,78 *	1,79 *	1,78	1,43	1,67	1,57
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,69	1,24	0,99	1,31	1,17	1,71	1,18	1,34	1,57	1,31	1,08
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	27,53	24,96	31,18	26,31	33,58	27,95 *	29,11 *	25,34	36,81	25,44	31,48
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,08	8,44	8,05	8,43	8,36	8,89	8,52	8,45 *	8,50 *	8,47	8,27
Jours fériés et congés mobiles	4,77	5,23	4,62	5,42	4,57	5,65	4,44	5,39	4,64	5,29	4,59	5,47
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31	17,45	16,58	17,32	15,92	17,58	16,27	17,57	16,59	17,36	16,39	17,48
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	44,99	41,54	48,50	42,24	51,16	44,22	46,67	41,93	54,17	41,83	48,96

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	16,12	7,61	18,94	7,59	18,33	7,59	12,76	7,59	21,02	7,60	17,62
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,62	0,78	0,76	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,77	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,04	4,81	4,15	4,80	4,76	4,77	4,82	4,85	4,25	4,61	4,31
Assurance-emploi	1,21	1,03	1,68	1,43	1,78	1,70	1,78	1,96	1,78	1,45	1,66	1,54
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,93	1,56	1,23	1,83	1,31	1,86	1,63 *	1,69 *	1,34	1,89	1,27	1,79
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,21	33,77	24,93	38,48	26,31	38,75	27,87	31,29	25,34	42,26	25,29	37,20
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,12	8,42	8,83	8,43	8,94	8,82	9,31	8,45	8,74	8,44	8,82
Jours fériés et congés mobiles	4,77	7,13	4,63	6,26	4,57	6,21	4,47	5,98	4,64	5,76	4,61	6,31
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,30	16,60	16,61	16,98	15,92	17,09	16,13	17,18	16,59	17,18	16,39	17,00
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,51	50,37	41,54	55,46	42,24	55,85	44,00	48,47	41,93	59,44	41,67	54,20

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	12,68	7,61	11,62	7,59	11,62	7,60	6,88	7,59	11,79	7,60	11,11
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,61	0,78	0,75	0,78	0,78	0,78	0,77	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,57	3,07	4,79	4,29	4,80	4,67	4,77	4,85	4,85	4,07	4,61	4,33
Assurance-emploi	1,20	1,04	1,67	1,48	1,78	1,64	1,78	1,76	1,78	1,34	1,67	1,51
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,94	0,65	1,22	0,97	1,31	1,10	1,88	1,06	1,38	1,56	1,32	1,01
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,25	25,99	24,81	28,37	26,31	29,62	28,32	26,17	25,61	30,12	25,42	28,28
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,20 *	8,18 *	8,42	8,18	8,43 *	8,38 *	9,04	8,69	8,51	8,23	8,48	8,34
Jours fériés et congés mobiles	4,76	5,00	4,63	5,02	4,57	4,98	4,37	5,06	4,62 *	4,66 *	4,59	4,99
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,24	16,72	16,68 *	16,90 *	15,92	17,81	16,55	17,58	16,41	16,86	16,43	17,34
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,49	42,71	41,49	45,27	42,24	47,43	44,86	43,75	42,02	46,98	41,85	45,62

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	10,97	7,61	12,18	7,59	12,57	7,60	10,95	7,59	16,89	7,60	12,19
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,66	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,59	3,30	4,80	4,53	4,80	4,84	4,77	4,81	4,85	4,83	4,61	4,51
Assurance-emploi	1,21	1,11	1,68	1,56	1,78	1,74	1,78 *	1,79 *	1,78	1,66	1,66	1,60
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,93	0,48	1,24	0,57	1,31	0,57	1,88	0,54	1,41	0,56	1,32	0,55
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,23	24,00	24,96	27,95	26,32	28,96	28,31 *	28,21 *	25,76	33,42	25,42	28,02
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,80	8,44	8,32	8,43	8,28	9,04	8,65	8,55	8,38	8,48	8,43
Jours fériés et congés mobiles	4,77	5,74	4,62	5,88	4,57	5,93	4,38	6,24	4,60	6,00	4,59	5,93
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,29	16,91	16,58	17,45	15,92	17,66	16,54	17,11	16,30	19,04	16,42	17,47
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	40,91	41,54	45,41	42,24	46,62	44,86 *	45,32 *	42,06	52,46	41,84	45,50

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,54	0,00	0,97	0,00	0,95	0,00	1,25	0,00	0,65	0,00	0,92	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	7,60	13,06	7,61	12,28	7,59	12,18	7,60	11,74	7,59	11,74	7,60	12,27
Assurance-vie	0,09	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,10	1,39	0,12	1,76	0,26	1,88	0,40	2,06	0,24	2,06	0,22	1,80
Assurance-soins dentaires	0,00	1,80	0,00	1,80	0,00	1,80	0,00	1,80	0,00	1,80	0,00	1,80
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,78	0,00	2,90	0,00	4,14	0,00	5,19	0,00	3,36	0,00	3,58	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,02	1,97	0,11	1,97	0,26	1,97	0,34	1,97	0,28	1,97	0,20	1,97
Total des assurances ²	1,99	5,19	3,16	5,58	4,69	5,70	5,97	5,89	3,91	5,89	4,04	5,62
Compensation pour congés parentaux	0,39	0,91	0,36	1,40	0,22	1,44	0,08	3,53	0,08	0,12	0,26	1,61
Assurance parentale du Québec	0,71	0,61	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	2,95	4,82	4,29	4,80	4,84	4,77	4,77	4,85	4,21	4,59	4,35
Assurance-emploi	1,21	1,10	1,69	1,61	1,78	1,95	1,78	1,94	1,78	1,60	1,66	1,71
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
SST	0,92	0,61	1,26	0,61	1,33	0,61	1,89	0,61	1,29	0,61	1,32	0,61
Total des régimes étatiques ²	10,70	9,53	12,82	11,53	12,95	12,43	13,48	12,36	12,96	11,45	12,60	11,68
Total rémunération indirecte ²	20,68	28,69	23,95	30,78	25,45	31,75	27,13	33,51	24,54	29,20	24,50	31,17
Total des avantages sociaux²	21,22	28,69	24,92	30,78	26,40	31,75	28,38	33,51	25,20	29,20	25,42	31,17
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,86	8,42	7,22	8,44	7,16	9,05	7,00	8,39	7,00	8,48	7,27
Jours fériés et congés mobiles	4,77	4,98	4,63	4,98	4,56	4,98	4,37	4,98	4,66	4,98	4,59	4,98
Congés de maladie utilisés	4,10	4,21	3,24	4,21	2,36	4,22	2,05	4,20	3,00	4,20	2,84	4,21
Congés parentaux	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01
Congés sociaux	0,24	1,41	0,52	1,41	0,47	1,42	1,07	1,41	0,59	1,41	0,54	1,41
Total des heures chômées payées²	17,31	18,47	16,81	17,84	15,84	17,79	16,54	17,61	16,64	17,61	16,45	17,89
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	38,52	47,17	41,73	48,62	42,24	49,53	44,92	51,12	41,84	46,81	41,86	49,06

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	13,22	7,61	13,04	7,59	14,21	7,59	6,31	7,59	16,61	7,60	12,54
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,62	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78	0,77	0,78	0,76	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,06	4,80	4,26	4,80	4,75	4,77	4,80	4,85	4,15	4,62	4,35
Assurance-emploi	1,21	1,08	1,68	1,50	1,78	1,72	1,78	1,93	1,78	1,44	1,67	1,59
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,71	1,24	0,98	1,31	1,14	1,71	2,43	1,34	1,94	1,31 *	1,30 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	28,01	24,96	30,95	26,31	33,21	27,95	24,96	25,34	36,09	25,44	30,61
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,06	8,44	8,10	8,43 *	8,48 *	8,89	8,03	8,45 *	8,62 *	8,47	8,25
Jours fériés et congés mobiles	4,77	5,26	4,62	5,32	4,57	5,52	4,44	4,88	4,64	5,24	4,59	5,31
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31 *	17,45 *	16,58	16,90	15,92	17,28	16,27	15,03	16,59 *	16,38 *	16,39	16,77
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	45,45	41,54	47,85	42,24	50,49	44,22	39,99	41,93	52,46	41,83	47,39

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2017
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite Assurances ^{1,2}	7,60 *	7,64 *	7,61	6,55	7,59	5,73	7,59	3,11	7,59	4,04	7,60	5,69
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,75	0,78	0,77	0,78	0,77	0,78	0,77	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,32	4,80	4,42	4,80	4,73	4,77	4,71	4,85	4,59	4,62	4,43
Assurance-emploi	1,21	1,13	1,68	1,58	1,78 *	1,78 *	1,78	1,98	1,78 *	1,75 *	1,67 *	1,66 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,68	1,24 *	1,31 *	1,31 *	1,28 *	1,71	2,47	1,38	2,64	1,31	1,47
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	22,62	24,96	23,66	26,31	23,23	27,95	20,45	25,61	22,03	25,45	22,72
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,17	8,44	7,07	8,43	6,96	8,89	5,90	8,51	6,66	8,48	6,82
Jours fériés et congés mobiles	4,77 *	4,75 *	4,62 *	4,59 *	4,57 *	4,54 *	4,44	3,78	4,62	4,48	4,59	4,45
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31	13,11	16,58	12,90	15,92	12,70	16,27	10,61	16,33	11,96	16,38	12,42
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	35,73	41,54	36,56	42,24	35,93	44,22	31,06	41,94	33,99	41,83	35,13

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60	17,23	7,61	11,65	7,59	11,87	7,59	5,52	7,59	15,40	7,60	11,62
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,63	0,78	0,74	0,78	0,77	0,78	0,77	0,78	0,73	0,77	0,74
Régime de rentes du Québec	3,57	3,22	4,80	4,24	4,80	4,65	4,77 *	4,78 *	4,85	4,02	4,63	4,33
Assurance-emploi	1,20	1,09	1,68	1,45	1,78	1,65	1,78	1,95	1,78	1,45	1,67	1,56
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,94	0,56	1,24	0,97	1,31	0,93	1,71	2,73	1,38	2,30	1,32 *	1,27 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,26	33,68	24,96	30,25	26,32	30,90	27,96	23,98	25,61	33,93	25,52	30,06
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,20 *	8,08 *	8,44	8,88	8,43	9,01	8,89	7,90	8,51 *	8,42 *	8,48 *	8,63 *
Jours fériés et congés mobiles	4,76	5,58	4,62	5,10	4,57	4,89	4,44	4,69	4,62	4,99	4,59	5,01
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,23	14,79	16,58	15,74	15,92 *	15,80 *	16,27	14,35	16,33	14,82	16,36	15,34
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,49	48,47	41,54	46,00	42,24	46,70	44,23	38,33	41,94	48,75	41,87	45,41

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2017

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,60 *	7,30 *	7,61	6,19	7,59	5,63	7,59	3,10	7,59	3,97	7,60	5,51
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,75	0,78	0,77	0,78	0,77	0,78	0,77	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,59	3,33	4,80	4,44	4,80	4,73	4,77	4,70	4,85	4,59	4,62	4,44
Assurance-emploi	1,21	1,13	1,68	1,60	1,78 *	1,79 *	1,78	1,98	1,78 *	1,75 *	1,67 *	1,67 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,68	1,24 *	1,36 *	1,31 *	1,29 *	1,71	2,48	1,38	2,67	1,31	1,49
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,22	22,34	24,96	23,37	26,32	23,13	27,95	20,45	25,61	21,99	25,45	22,56
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,09	8,44	7,01	8,43	6,92	8,89	5,89	8,51	6,65	8,48	6,78
Jours fériés et congés mobiles	4,77 *	4,71 *	4,62 *	4,55 *	4,57 *	4,52 *	4,44	3,77	4,62	4,47	4,59	4,42
Autres congés chômées payées ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,31	12,89	16,58	12,69	15,92	12,56	16,27	10,60	16,33	11,90	16,38	12,27
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,52	35,23	41,54	36,06	42,24	35,70	44,22	31,04	41,94	33,89	41,83	34,83

1. Comprend les assurances suivantes : assurance-vie, assurance maladie, assurance-soins dentaires, assurance-soins optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Pour une troisième année, l'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	55 573	-16,1	310	64	48 163	55 637	-15,5	11 212	15 087
Professionnel communic. 2	741	69 550	74 777	-7,5	506	235	70 056	75 012	-7,1	14 956	20 277
Professionnel communic. 3	111	81 078	97 879	-20,7	105	22	81 184	97 901	-20,6	15 896	25 405
Professionnel gest. fin. 1	21	46 799	53 370	-14,0	790	25	47 589	53 395	-12,2	12 205	13 250
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	75 276	-8,3	1 128	109	70 612	75 385	-6,8	15 886	18 007
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	100 959	-31,5	100	114	76 882	101 073	-31,5	15 285	25 950
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	63 561	-31,3	254	53	48 681	63 614	-30,7	11 107	17 752
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	80 423	-15,2	391	131	70 186	80 554	-14,8	14 637	19 434
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	100 237	-23,5	226	77	81 420	100 314	-23,2	15 983	24 721
Ingénieur 1	179	49 589	58 539	-18,0	64	33	49 653	58 572	-18,0	10 858	12 442
Ingénieur 2	610	73 447	85 209	-16,0	109	112	73 557	85 321	-16,0	14 711	20 640
Ingénieur 3	388	90 529	113 265	-25,1	118	77	90 647	113 342	-25,0	17 141	25 093
Professionnel sc. phys. 1	19	48 151	55 493	-15,2 *	541	82	48 691	55 576	-14,1 *	11 742	13 612
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	79 465	-4,7 *	993	126	76 859	79 591	-3,6 *	16 214	20 295
Professionnel sc. phys. 3	116	82 759	107 599	-30,0	108	100	82 867	107 699	-30,0	16 081	27 526
Avocat et notaire 1	44	63 988	84 976	-32,8	431	149	64 419	85 124	-32,1	14 019	24 364
Avocat et notaire 2	451	94 903	110 521	-16,5	631	382	95 534	110 903	-16,1	18 431	28 410
Avocat et notaire 3	327	124 828	132 592	-6,2	162	133	124 990	132 725	-6,2	22 217	31 893
Biologiste 1	4	46 387	49 377	-6,4 *	60	35	46 447	49 412	-6,4 *	10 298	9 746
Biologiste 2	177	68 896	75 613	-9,7	90	106	68 986	75 719	-9,8	14 078	18 245
Biologiste 3	34	81 928	98 633	-20,4	107	115	82 034	98 748	-20,4	15 931	24 752
Moyenne	...	74 513	85 820	-15,2	389	132	74 902	85 952	-14,8	15 295	21 085
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	54 809	-9,4	471	138	50 578	54 947	-8,6	12 050	14 634
Technicien en administration 3	121	56 583	67 196	-18,8	85	259	56 667	67 456	-19,0	12 451	16 912
Techn. documentation 1-2	689	49 928	53 061	-6,3	327	439	50 255	53 500	-6,5	11 704	16 267
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	56 959	-2,5 *	961	295	56 551	57 254	-1,2 *	13 816	15 871
Techn. laboratoire 3	528	60 373	65 456	-8,4	1 051	202	61 424	65 658	-6,9	14 646	19 048
Technicien en droit 1-2	456	46 923	64 093	-36,6	70	163	46 994	64 256	-36,7	10 527	17 830
Technicien en droit 3	19	56 612	98 140	-73,4	85	53	56 696	98 193	-73,2	12 463	22 815
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	68 187	-40,4	314	160	48 892	68 347	-39,8	11 309	18 841
Technicien génie 3	250	56 616	87 328	-54,2	85	56	56 701	87 385	-54,1	12 420	22 313
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	53 122	-2,6 *	398	149	52 187	53 271	-2,1 *	12 109	12 405
Techn. informatique 3	941	57 712	69 977	-21,3	681	153	58 392	70 130	-20,1	13 490	14 240
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	54 352	-9,2 *	564	486	50 355	54 838	-8,9 *	12 161	16 280
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	60 870	-25,3	875	72	49 470	60 941	-23,2	12 564	17 804
Moyenne	...	51 466	58 101	-12,9	529	185	51 995	58 285	-12,1	12 325	15 467
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	3	33 841	30 847	8,8 *	30	17	33 871	30 865	8,9 *	7 830	5 805
Magasinier 1	205	34 965	40 400	-15,5 *	306	115	35 271	40 514	-14,9 *	8 968	8 417
Magasinier 2	904	38 656	56 190	-45,4	441	344	39 097	56 534	-44,6	10 010	17 894
Magasinier 3	29	46 256	66 282	-43,3	211	206	46 468	66 488	-43,1	11 230	19 483
Op. duplicateur 1-2	74	37 513	58 595	-56,2	237	249	37 750	58 844	-55,9	9 530	12 144
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	39 322	-6,2	532	241	37 553	39 563	-5,4	9 935	11 063
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	46 117	-13,5	323	120	40 968	46 237	-12,9	10 152	12 429
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	54 507	-20,5	453	118	45 696	54 626	-19,5	11 332	16 351
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	45 391	-18,0	287	160	38 760	45 551	-17,5	9 841	12 364
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	51 381	-21,6	338	213	42 603	51 594	-21,1	10 592	14 766
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	44 935	-2,4 *	44	155	43 936	45 090	-2,6 *	10 297	12 642
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	53 594	-9,2 *	49	133	49 114	53 727	-9,4 *	11 526	14 122
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	50 604	-11,8	41	210	45 307	50 814	-12,2	10 532	11 957
Préposé télécomm. 3	46	49 178	67 614	-37,5	44	503	49 222	68 117	-38,4	11 420	23 972
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	37 377	-5,8	537	99	35 866	37 475	-4,5 *	9 632	8 570
Acheteur 2	159	44 668	47 898	-7,2 *	502	77	45 170	47 975	-6,2 *	11 401	11 554
Moyenne	...	40 868	47 663	-16,6	373	184	41 241	47 847	-16,0	10 359	13 408

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
59 375	70 724	-19,1	1 514,8	1 603,7	-5,9	39,20	44,10	-12,5	Professionnel communic. 1
85 012	95 289	-12,1	1 520,7	1 608,0	-5,7	55,90	59,26	-6,0	Professionnel communic. 2
97 080	123 306	-27,0	1 493,4	1 633,3	-9,4	65,01	75,49	-16,1	Professionnel communic. 3
59 794	66 645	-11,5	1 557,5	1 684,4	-8,2	38,39	39,57	-3,1 *	Professionnel gest. fin. 1
86 497	93 392	-8,0	1 554,4	1 655,8	-6,5	55,65	56,40	-1,4 *	Professionnel gest. fin. 2
92 167	127 023	-37,8	1 493,4	1 591,7	-6,6	61,72	79,80	-29,3	Professionnel gest. fin. 3
59 788	81 366	-36,1	1 508,2	1 617,2	-7,2	39,64	50,31	-26,9	Analyste proc. adm./inform. 1
84 823	99 988	-17,9	1 511,1	1 660,8	-9,9	56,13	60,20	-7,3	Analyste proc. adm./inform. 2
97 403	125 035	-28,4	1 498,8	1 621,7	-8,2	64,99	77,10	-18,6	Analyste proc. adm./inform. 3
60 511	71 014	-17,4	1 493,4	1 752,3	-17,3	40,52	40,53	0,0 *	Ingénieur 1
88 268	105 962	-20,0	1 496,1	1 719,5	-14,9	59,00	61,62	-4,4 *	Ingénieur 2
107 788	138 435	-28,4	1 493,4	1 698,8	-13,8	72,18	81,49	-12,9	Ingénieur 3
60 434	69 188	-14,5 *	1 528,6	1 732,6	-13,3	39,53	39,93	-1,0 *	Professionnel sc. phys. 1
93 073	99 886	-7,3 *	1 534,2	1 653,2	-7,8	60,67	60,42	0,4 *	Professionnel sc. phys. 2
98 948	135 225	-36,7	1 493,4	1 602,0	-7,3	66,26	84,41	-27,4	Professionnel sc. phys. 3
78 438	109 488	-39,6	1 513,2	1 594,3	-5,4	51,84	68,67	-32,5	Avocat et notaire 1
113 965	139 313	-22,2	1 511,4	1 595,9	-5,6	75,41	87,30	-15,8	Avocat et notaire 2
147 207	164 619	-11,8	1 493,4	1 601,2	-7,2	98,57	102,81	-4,3	Avocat et notaire 3
56 745	59 158	-4,3 *	1 493,4	1 711,9	-14,6	38,00	34,56	9,1 *	Biologiste 1
83 064	93 964	-13,1	1 493,4	1 652,0	-10,6	55,62	56,88	-2,3 *	Biologiste 2
97 965	123 500	-26,1	1 493,4	1 602,7	-7,3	65,60	77,06	-17,5	Biologiste 3
90 197	107 037	-18,7	1 509,6	1 650,4	-9,3	59,77	64,98	-8,7	Moyenne
Techniciens									
62 628	69 582	-11,1	1 517,5	1 638,9	-8,0	41,27	42,46	-2,9	Technicien en administration 1-2
69 119	84 367	-22,1	1 483,0	1 645,0	-10,9	46,61	51,29	-10,0	Technicien en administration 3
61 959	69 767	-12,6	1 537,9	1 511,8	1,7	40,29	46,15	-14,5	Techn. documentation 1-2
70 367	73 125	-3,9 *	1 539,0	1 695,5	-10,2	45,72	43,13	5,7 *	Techn. laboratoire 1-2
76 070	84 706	-11,4	1 539,7	1 652,9	-7,4	49,41	51,25	-3,7 *	Techn. laboratoire 3
57 521	82 086	-42,7	1 483,0	1 597,9	-7,7	38,79	51,37	-32,4	Technicien en droit 1-2
69 159	121 008	-75,0	1 483,0	1 617,3	-9,1	46,64	74,82	-60,4	Technicien en droit 3
60 201	87 188	-44,8	1 528,1	1 730,7	-13,3	39,40	50,38	-27,9	Technicien génie 1-2
69 121	109 698	-58,7	1 483,0	1 628,9	-9,8	46,61	67,35	-44,5	Technicien génie 3
64 296	65 675	-2,1 *	1 525,5	1 699,2	-11,4	42,15	38,65	8,3	Techn. informatique 1-2
71 882	84 370	-17,4	1 540,9	1 694,0	-9,9	46,65	49,81	-6,8 *	Techn. informatique 3
62 516	71 118	-13,8 *	1 546,7	1 583,7	-2,4 *	40,42	44,91	-11,1 *	Technicien en loisir 1-2
62 034	78 745	-26,9	1 541,9	1 743,1	-13,0	40,23	45,17	-12,3 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
64 320	73 752	-14,7	1 524,7	1 659,0	-8,8	42,18	44,46	-5,4	Moyenne
Employés de bureau									
41 702	36 669	12,1 *	1 516,7	1 832,8	-20,8	27,49	20,01	27,2	Préposé photocopie 2
44 238	48 932	-10,6 *	1 568,9	1 810,6	-15,4	28,20	27,02	4,2 *	Magasinier 1
49 107	74 428	-51,6	1 545,0	1 701,8	-10,1	31,78	43,73	-37,6	Magasinier 2
57 697	85 971	-49,0	1 555,1	1 762,1	-13,3	37,10	48,79	-31,5	Magasinier 3
47 280	70 988	-50,1	1 545,5	1 666,3	-7,8	30,59	42,60	-39,3	Op. duplicateur 1-2
47 488	50 626	-6,6	1 542,8	1 657,2	-7,4	30,78	30,55	0,8 *	Personnel soutien adm. 1
51 119	58 666	-14,8	1 531,0	1 640,2	-7,1	33,39	35,77	-7,1	Personnel soutien adm. 2
57 028	70 977	-24,5	1 543,9	1 624,2	-5,2	36,94	43,70	-18,3	Personnel soutien adm. 3
48 601	57 914	-19,2	1 553,4	1 575,5	-1,4	31,29	36,76	-17,5	Personnel secrétariat 1
53 194	66 360	-24,8	1 532,6	1 587,9	-3,6	34,71	41,79	-20,4	Personnel secrétariat 2
54 233	57 731	-6,5 *	1 489,3	1 693,8	-13,7	36,41	34,08	6,4 *	Préposé aux renseign. 2
60 640	67 848	-11,9 *	1 489,3	1 663,4	-11,7	40,72	40,79	-0,2 *	Préposé aux renseign. 3
55 840	62 771	-12,4	1 634,4	1 810,9	-10,8	34,16	34,66	-1,5 *	Préposé télécomm. 1-2
60 643	92 088	-51,9	1 615,7	1 793,4	-11,0	37,53	51,35	-36,8	Préposé télécomm. 3
45 498	46 045	-1,2 *	1 542,5	1 710,9	-10,9	29,50	26,91	8,8	Téléphoniste-récept. 2
56 571	59 530	-5,2 *	1 548,0	1 727,3	-11,6	36,54	34,46	5,7 *	Acheteur 2
51 600	61 256	-18,7	1 537,0	1 630,7	-6,1	33,58	37,64	-12,1	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)		Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	602	38 393	43 373	-13,0 *	487	140	38 880	43 513	-11,9 *	10 424	10 011
Concierge 2	2 172	40 133	45 415	-13,2	225	135	40 358	45 550	-12,9	10 328	12 282
Cuisinier 1	14	42 401	35 251	16,9	237	52	42 638	35 303	17,2	10 798	7 423
Cuisinier 2	929	44 382	46 030	-3,7 *	527	198	44 909	46 228	-2,9 *	11 630	10 293
Cuisinier 3	19	46 141	49 552	-7,4 *	191	41	46 332	49 593	-7,0 *	11 111	10 158
Gardien 2	268	36 194	37 434	-3,4	308	174	36 503	37 608	-3,0	9 268	5 962
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	50 808	-40,0	461	696	36 753	51 504	-40,1	9 956	15 151
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	27 190	28,8	478	49	38 649	27 239	29,5	10 353	5 296
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	32 289	9,1	451	116	35 957	32 404	9,9	9 786	7 300
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	48 280	-20,4	509	244	40 606	48 524	-19,5	10 794	12 783
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	38 422	-2,9 *	472	143	37 798	38 565	-2,0 *	10 185	8 725
Moyenne	...	38 646	38 709	-0,2 *	431	138	39 076	38 848	0,6 *	10 361	9 054
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	50 763	-29,3	424	159	39 691	50 922	-28,3	10 402	14 069
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	50 181	-18,2	344	202	42 785	50 383	-17,8	10 969	11 226
Électricien entretien 2	369	48 943	66 357	-35,6	348	320	49 290	66 677	-35,3	12 024	23 081
Électricien entretien 3	58	51 318	67 138	-30,8	614	34	51 932	67 172	-29,3	13 129	20 375
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	46 601	-2,2 *	160	207	45 765	46 808	-2,3 *	10 772	10 998
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	61 896	-28,2	107	441	48 392	62 337	-28,8	11 125	17 578
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	63 285	-30,6	607	122	49 076	63 407	-29,2	12 585	20 221
Menuisier entretien 2	281	46 622	61 612	-32,2	490	698	47 111	62 310	-32,3	11 974	21 933
Ouvrier de voirie 2	133	37 204	53 671	-44,3	71	691	37 275	54 362	-45,8	8 444	21 668
Ouvrier de voirie 3	267	48 285	58 739	-21,7	92	661	48 377	59 400	-22,8	11 008	26 274
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	64 139	-39,0	343	261	46 476	64 400	-38,6	11 481	22 138
Peintre entretien 2	122	42 805	61 780	-44,3	408	735	43 213	62 515	-44,7	11 054	23 439
Machiniste 2	40	48 285	66 572	-37,9	323	266	48 608	66 838	-37,5	11 938	21 374
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	55 735	-30,3	81	449	42 849	56 185	-31,1	9 731	19 506
Moyenne	...	46 380	61 774	-33,2	330	356	46 710	62 130	-33,0	11 427	20 942
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 491	55 236	-13,9	423	178	48 914	55 414	-13,3	11 654	14 744

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
									Employés de service
49 303	53 524	-8,6 *	1 687,8	1 766,6	-4,7	29,21	30,30	-3,7 *	Préposé buanderie 2
50 686	57 832	-14,1	1 718,4	1 744,7	-1,5 *	29,50	33,15	-12,4	Concierge 2
53 436	42 725	20,0	1 718,5	1 820,7	-5,9	31,10	23,47	24,5	Cuisinier 1
56 539	56 521	0,0 *	1 685,8	1 761,0	-4,5	33,54	32,10	4,3 *	Cuisinier 2
57 444	59 751	-4,0 *	1 684,8	1 854,2	-10,1	34,10	32,22	5,5 *	Cuisinier 3
45 771	43 570	4,8	1 683,2	1 859,7	-10,5	27,19	23,43	13,8	Gardien 2
46 708	66 655	-42,7	1 664,4	1 713,0	-2,9	28,06	38,91	-38,7	Journalier/préposé terr. 2
49 002	32 535	33,6	1 687,4	1 773,7	-5,1	29,04	18,34	36,8	Préposé cuisine/café. 2
45 743	39 705	13,2	1 687,7	1 693,8	-0,4 *	27,10	23,44	13,5	Préposé entretien lourd 2
51 399	61 307	-19,3	1 687,7	1 754,1	-3,9	30,45	34,95	-14,8	Ouvrier entret. Mainten. 2
47 984	47 290	1,4 *	1 687,9	1 711,9	-1,4 *	28,43	27,62	2,8 *	Préposé entretien léger 2
49 438	47 901	3,1 *	1 692,8	1 741,6	-2,9	29,20	27,53	5,7 *	Moyenne
									Ouvriers
50 093	64 991	-29,7	1 693,3	1 758,2	-3,8	29,58	36,97	-25,0	Conducteur véh. légers 2
53 754	61 609	-14,6	1 707,6	1 915,7	-12,2	31,48	32,16	-2,2 *	Conducteur véh. lourds 2
61 314	89 758	-46,4	1 703,9	1 744,3	-2,4	35,98	51,46	-43,0	Électricien entretien 2
65 060	87 547	-34,6	1 684,4	1 756,9	-4,3	38,62	49,83	-29,0	Électricien entretien 3
56 537	57 807	-2,2 *	1 670,7	1 852,6	-10,9	33,84	31,20	7,8	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	79 914	-34,3	1 655,8	1 757,5	-6,1	35,94	45,47	-26,5	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	83 628	-35,6	1 688,5	1 776,5	-5,2	36,52	47,07	-28,9	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	84 243	-42,6	1 695,2	1 688,6	0,4 *	34,85	49,89	-43,1	Menuisier entretien 2
45 719	76 030	-66,3	1 639,6	1 653,3	-0,8	27,88	45,99	-64,9	Ouvrier de voirie 2
59 385	85 673	-44,3	1 639,6	1 561,1	4,8	36,22	54,88	-51,5	Ouvrier de voirie 3
57 957	86 538	-49,3	1 706,8	1 668,7	2,2	33,96	51,86	-52,7	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	85 954	-58,4	1 699,7	1 655,8	2,6	31,93	51,91	-62,6	Peintre entretien 2
60 546	88 212	-45,7	1 708,0	1 743,5	-2,1	35,45	50,59	-42,7	Machiniste 2
52 580	75 691	-44,0	1 639,6	1 691,2	-3,1	32,07	44,76	-39,6	Conducteur d'équip. lourds 2
58 137	83 072	-42,9	1 686,4	1 711,5	-1,5	34,47	48,68	-41,2	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 567	70 158	-15,8	1 564,6	1 664,3	-6,4	38,97	42,32	-8,6	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	53 724	-12,3	310	26	48 163	53 751	-11,6	11 212	13 201
Professionnel communic. 2	741	69 550	68 325	1,8 *	506	31	70 056	68 357	2,4 *	14 956	17 939
Professionnel communic. 3	111	81 078	99 639	-22,9	105	29	81 184	99 668	-22,8	15 896	23 083
Professionnel gest. fin. 1	21	46 799	49 088	-4,9 *	790	24	47 589	49 112	-3,2 *	12 205	11 199
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	75 452	-8,6	1 128	43	70 612	75 495	-6,9	15 886	17 409
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	104 669	-36,3	100	53	76 882	104 721	-36,2	15 285	25 684
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	63 021	-30,1	254	65	48 681	63 086	-29,6	11 107	17 347
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	80 115	-14,8	391	51	70 186	80 166	-14,2	14 637	18 481
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	101 735	-25,3	226	43	81 420	101 778	-25,0	15 983	23 082
Ingénieur 1	179	49 589	58 363	-17,7	64	34	49 653	58 397	-17,6	10 858	12 232
Ingénieur 2	610	73 447	82 038	-11,7	109	33	73 557	82 071	-11,6	14 711	18 767
Ingénieur 3	388	90 529	112 196	-23,9	118	52	90 647	112 248	-23,8	17 141	23 311
Professionnel sc. phys. 1	19	48 151	54 538	-13,3 *	541	92	48 691	54 629	-12,2 *	11 742	13 086
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	68 925	9,1	993	159	76 859	69 085	10,1	16 214	14 670
Professionnel sc. phys. 3	116	82 759	94 023	-13,6	108	189	82 867	94 212	-13,7	16 081	19 835
Avocat et notaire 1	44	63 988	62 440	2,4 *	431	35	64 419	62 475	3,0 *	14 019	15 628
Avocat et notaire 2	451	94 903	101 228	-6,7	631	70	95 534	101 298	-6,0	18 431	24 222
Avocat et notaire 3	327	124 828	133 336	-6,8	162	171	124 990	133 507	-6,8	22 217	31 305
Biologiste 1	4	46 387	48 349	-4,2 *	60	37	46 447	48 385	-4,2 *	10 298	9 134
Biologiste 2	177	68 896	66 320	3,7 *	90	63	68 986	66 383	3,8 *	14 078	11 786
Biologiste 3	34	81 928	75 443	7,9 *	107	342	82 034	75 785	7,6 *	15 931	12 093
Moyenne	...	74 513	82 945	-11,3	389	65	74 902	83 010	-10,8	15 295	18 841
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	52 064	-3,9	471	70	50 578	52 133	-3,1	12 050	12 106
Technicien en administration 3	121	56 583	67 523	-19,3	85	138	56 667	67 662	-19,4	12 451	15 481
Techn. documentation 1-2	689	49 928	51 183	-2,5 *	327	88	50 255	51 270	-2,0 *	11 704	14 496
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	55 991	-0,7 *	961	283	56 551	56 274	0,5 *	13 816	15 016
Techn. laboratoire 3	528	60 373	64 469	-6,8	1 051	260	61 424	64 729	-5,4 *	14 646	17 328
Technicien en droit 1-2	456	46 923	65 163	-38,9	70	67	46 994	65 230	-38,8	10 527	15 529
Technicien en droit 3	19	56 612	100 141	-76,9	85	0	56 696	100 141	-76,6	12 463	22 554
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	67 582	-39,1	314	95	48 892	67 677	-38,4	11 309	18 092
Technicien génie 3	250	56 616	87 910	-55,3	85	70	56 701	87 980	-55,2	12 420	18 504
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	51 950	-0,3 *	398	87	52 187	52 037	0,3 *	12 109	11 387
Techn. informatique 3	941	57 712	70 704	-22,5	681	52	58 392	70 756	-21,2	13 490	13 833
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	39 247	21,2	564	284	50 355	39 531	21,5	12 161	7 093
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	59 905	-23,3	875	9	49 470	59 915	-21,1	12 564	17 519
Moyenne	...	51 466	55 970	-8,8	529	110	51 995	56 080	-7,9	12 325	13 448
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	3	33 841	29 456	13,0	30	4	33 871	29 460	13,0	7 830	5 082
Magasinier 1	205	34 965	38 942	-11,4 *	306	56	35 271	38 998	-10,6 *	8 968	7 282
Magasinier 2	904	38 656	56 311	-45,7	441	343	39 097	56 654	-44,9	10 010	17 612
Magasinier 3	29	46 256	66 782	-44,4	211	104	46 468	66 887	-43,9	11 230	18 760
Op. duplicateur 1-2	74	37 513	58 969	-57,2	237	258	37 750	59 227	-56,9	9 530	12 006
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	37 299	-0,8 *	532	69	37 553	37 368	0,5 *	9 935	8 521
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	43 332	-6,6	323	82	40 968	43 414	-6,0	10 152	10 166
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	53 260	-17,7	453	104	45 696	53 364	-16,8	11 332	12 485
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	44 042	-14,5 *	287	91	38 760	44 133	-13,9 *	9 841	10 389
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	50 518	-19,5	338	68	42 603	50 586	-18,7	10 592	13 246
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	43 272	1,4 *	44	39	43 936	43 311	1,4 *	10 297	11 193
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	54 587	-11,3 *	49	30	49 114	54 617	-11,2 *	11 526	14 425
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	47 324	-4,5 *	41	72	45 307	47 396	-4,6 *	10 532	9 167
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	36 407	-3,0 *	537	68	35 866	36 475	-1,7 *	9 632	7 849
Acheteur 2	159	44 668	44 524	0,3 *	502	59	45 170	44 583	1,3 *	11 401	8 660
Moyenne	...	40 853	46 004	-12,6	374	85	41 227	46 089	-11,8	10 357	11 323

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
59 375	66 952	-12,8	1 514,8	1 658,8	-9,5	39,20	40,36	-3,0 *	Professionnels
85 012	86 296	-1,5 *	1 520,7	1 680,5	-10,5	55,90	51,35	8,1	Professionnel communic. 1
97 080	122 751	-26,4	1 493,4	1 694,0	-13,4	65,01	72,46	-11,5	Professionnel communic. 2
59 794	60 310	-0,9 *	1 557,5	1 733,8	-11,3	38,39	34,78	9,4	Professionnel communic. 3
86 497	92 904	-7,4	1 554,4	1 712,5	-10,2	55,65	54,25	2,5 *	Professionnel gest. fin. 1
92 167	130 405	-41,5	1 493,4	1 657,0	-11,0	61,72	78,70	-27,5	Professionnel gest. fin. 2
59 788	80 433	-34,5	1 508,2	1 656,0	-9,8	39,64	48,57	-22,5	Professionnel gest. fin. 3
84 823	98 647	-16,3	1 511,1	1 716,4	-13,6	56,13	57,47	-2,4 *	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	124 860	-28,2	1 498,8	1 690,7	-12,8	64,99	73,85	-13,6	Analyste proc. adm./inform. 2
60 511	70 629	-16,7	1 493,4	1 756,7	-17,6	40,52	40,21	0,8 *	Analyste proc. adm./inform. 3
88 268	100 838	-14,2	1 496,1	1 757,8	-17,5	59,00	57,36	2,8 *	Ingénieur 1
107 788	135 559	-25,8	1 493,4	1 732,2	-16,0	72,18	78,26	-8,4 *	Ingénieur 2
60 434	67 715	-12,0 *	1 528,6	1 750,9	-14,5	39,53	38,67	2,2 *	Ingénieur 3
93 073	83 755	10,0	1 534,2	1 721,2	-12,2	60,67	48,66	19,8	Professionnel sc. phys. 1
98 948	114 047	-15,3	1 493,4	1 661,8	-11,3	66,26	68,63	-3,6 *	Professionnel sc. phys. 2
78 438	78 103	0,4 *	1 513,2	1 675,1	-10,7	51,84	46,63	10,1	Professionnel sc. phys. 3
113 965	125 521	-10,1	1 511,4	1 661,1	-9,9	75,41	75,57	-0,2 *	Avocat et notaire 1
147 207	164 812	-12,0	1 493,4	1 684,6	-12,8	98,57	97,84	0,7 *	Avocat et notaire 2
56 745	57 519	-1,4 *	1 493,4	1 717,8	-15,0	38,00	33,48	11,9	Avocat et notaire 3
83 064	78 170	5,9	1 493,4	1 731,6	-16,0	55,62	45,14	18,8	Biologiste 1
97 965	87 877	10,3 *	1 493,4	1 687,3	-13,0	65,60	52,08	20,6	Biologiste 2
90 197	101 851	-12,9	1 509,6	1 709,7	-13,3	59,77	59,64	0,2 *	Biologiste 3
62 628	64 239	-2,6 *	1 517,5	1 706,1	-12,4	41,27	37,65	8,8	Moyenne
69 119	83 142	-20,3	1 483,0	1 706,0	-15,0	46,61	48,74	-4,6 *	Techniciens
61 959	65 766	-6,1 *	1 537,9	1 627,0	-5,8	40,29	40,42	-0,3 *	Technicien en administration 1-2
70 367	71 290	-1,3 *	1 539,0	1 729,1	-12,3	45,72	41,23	9,8	Technicien en administration 3
76 070	82 057	-7,9	1 539,7	1 722,0	-11,8	49,41	47,65	3,5 *	Techn. documentation 1-2
57 521	80 759	-40,4	1 483,0	1 636,4	-10,4	38,79	49,35	-27,2	Techn. laboratoire 1-2
69 159	122 695	-77,4	1 483,0	1 622,7	-9,4	46,64	75,61	-62,1	Techn. laboratoire 3
60 201	85 769	-42,5	1 528,1	1 762,4	-15,3	39,40	48,67	-23,5	Technicien en droit 1-2
69 121	106 484	-54,1	1 483,0	1 732,6	-16,8	46,61	61,46	-31,9	Technicien en droit 3
64 296	63 425	1,4 *	1 525,5	1 730,9	-13,5	42,15	36,64	13,1	Technicien génie 1-2
71 882	84 589	-17,7	1 540,9	1 731,7	-12,4	46,65	48,85	-4,7 *	Technicien génie 3
62 516	46 624	25,4	1 546,7	1 696,7	-9,7	40,42	27,48	32,0	Techn. informatique 1-2
62 034	77 434	-24,8	1 541,9	1 764,5	-14,4	40,23	43,88	-9,1 *	Techn. informatique 3
64 320	69 528	-8,1	1 524,7	1 715,0	-12,5	42,18	40,52	3,9	Technicien en loisir 1-2
41 702	34 542	17,2	1 516,7	1 863,4	-22,9	27,49	18,54	32,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
44 238	46 280	-4,6 *	1 568,9	1 836,6	-17,1	28,20	25,20	10,6 *	Moyenne
49 107	74 266	-51,2	1 545,0	1 760,3	-13,9	31,78	42,19	-32,7	Employés de bureau
57 697	85 647	-48,4	1 555,1	1 788,2	-15,0	37,10	47,89	-29,1	Préposé photocopie 2
47 280	71 233	-50,7	1 545,5	1 670,5	-8,1	30,59	42,64	-39,4	Magasinier 1
47 488	45 889	3,4 *	1 542,8	1 725,0	-11,8	30,78	26,60	13,6	Magasinier 2
51 119	53 580	-4,8	1 531,0	1 717,2	-12,2	33,39	31,20	6,5	Magasinier 3
57 028	65 849	-15,5	1 543,9	1 738,8	-12,6	36,94	37,87	-2,5 *	Op. duplicateur 1-2
48 601	54 522	-12,2 *	1 553,4	1 660,5	-6,9	31,29	32,83	-4,9 *	Personnel soutien adm. 1
53 194	63 832	-20,0	1 532,6	1 663,1	-8,5	34,71	38,38	-10,6	Personnel soutien adm. 2
54 233	54 504	-0,5 *	1 489,3	1 749,2	-17,4	36,41	31,16	14,4	Personnel soutien adm. 3
60 640	69 042	-13,9 *	1 489,3	1 722,7	-15,7	40,72	40,08	1,6 *	Personnel secrétariat 1
55 840	56 564	-1,3 *	1 634,4	1 860,6	-13,8	34,16	30,40	11,0	Personnel secrétariat 2
45 498	44 324	2,6 *	1 542,5	1 737,6	-12,7	29,50	25,51	13,5	Préposé aux renseign. 2
56 571	53 244	5,9 *	1 548,0	1 804,5	-16,6	36,54	29,51	19,3	Préposé aux renseign. 3
51 584	57 412	-11,3	1 536,9	1 706,0	-11,0	33,57	33,71	-0,4 *	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	602	38 393	42 863	-11,6 *	487	145	38 880	43 009	-10,6 *	10 424	9 711
Concierge 2	2 172	40 133	44 174	-10,1 *	225	104	40 358	44 278	-9,7 *	10 328	11 588
Cuisinier 1	14	42 401	34 635	18,3	237	54	42 638	34 689	18,6	10 798	7 094
Cuisinier 2	929	44 382	45 987	-3,6 *	527	168	44 909	46 156	-2,8 *	11 630	9 838
Cuisinier 3	19	46 141	48 840	-5,9 *	191	8	46 332	48 849	-5,4 *	11 111	9 586
Gardien 2	268	36 194	36 838	-1,8	308	171	36 503	37 009	-1,4	9 268	5 551
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	38 113	-5,0 *	461	147	36 753	38 260	-4,1 *	9 956	8 162
Préposé cuisine/cafét. 2	2 371	38 170	26 538	30,5	478	49	38 649	26 586	31,2	10 353	4 979
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	31 469	11,4	451	103	35 957	31 572	12,2	9 786	6 838
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	46 380	-15,7	509	160	40 606	46 539	-14,6	10 794	11 358
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	37 960	-1,7 *	472	128	37 798	38 088	-0,8 *	10 185	8 453
Moyenne	...	38 646	37 854	2,0 *	431	114	39 076	37 967	2,8 *	10 361	8 525
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	47 734	-21,6	424	94	39 691	47 828	-20,5	10 402	11 806
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	49 583	-16,8	344	182	42 785	49 765	-16,3	10 969	10 860
Électricien entretien 2	369	48 943	66 872	-36,6	348	54	49 290	66 926	-35,8	12 024	22 131
Électricien entretien 3	58	51 318	63 892	-24,5	614	21	51 932	63 913	-23,1	13 129	20 361
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	43 679	4,2 *	160	193	45 765	43 872	4,1 *	10 772	8 886
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	58 006	-20,1	107	130	48 392	58 136	-20,1	11 125	13 642
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	63 292	-30,6	607	116	49 076	63 408	-29,2	12 585	20 180
Menuisier entretien 2	281	46 622	60 297	-29,3	490	148	47 111	60 445	-28,3	11 974	18 968
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	63 760	-38,2	343	111	46 476	63 871	-37,4	11 481	21 317
Peintre entretien 2	122	42 805	69 016	-61,2	408	117	43 213	69 133	-60,0	11 054	28 251
Machiniste 2	40	48 285	66 597	-37,9	323	267	48 608	66 863	-37,6	11 938	21 381
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	52 098	-21,8	81	23	42 849	52 121	-21,6	9 731	13 016
Moyenne	...	46 584	61 568	-32,2	358	120	46 942	61 688	-31,4	11 573	19 145
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 512	53 451	-10,2	425	95	48 938	53 546	-9,4	11 662	12 899

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
Employés de service									
49 303	52 720	-6,9 *	1 687,8	1 768,3	-4,8	29,21	29,81	-2,1 *	Préposé buanderie 2
50 686	55 866	-10,2 *	1 718,4	1 769,7	-3,0	29,50	31,57	-7,0 *	Concierge 2
53 436	41 783	21,8	1 718,5	1 825,7	-6,2	31,10	22,89	26,4	Cuisinier 1
56 539	55 994	1,0 *	1 685,8	1 807,1	-7,2	33,54	30,98	7,6 *	Cuisinier 2
57 444	58 435	-1,7 *	1 684,8	1 889,1	-12,1	34,10	30,93	9,3 *	Cuisinier 3
45 771	42 559	7,0	1 683,2	1 868,8	-11,0	27,19	22,77	16,3	Gardien 2
46 708	46 422	0,6 *	1 664,4	1 809,0	-8,7	28,06	25,66	8,6 *	Journalier/préposé terr. 2
49 002	31 565	35,6	1 687,4	1 776,6	-5,3	29,04	17,77	38,8	Préposé cuisine/café. 2
45 743	38 410	16,0	1 687,7	1 696,6	-0,5 *	27,10	22,64	16,5	Préposé entretien lourd 2
51 399	57 897	-12,6	1 687,7	1 792,8	-6,2	30,45	32,29	-6,0	Ouvrier entret. Mainten. 2
47 984	46 541	3,0 *	1 687,9	1 725,9	-2,3	28,43	26,97	5,1 *	Préposé entretien léger 2
49 438	46 492	6,0 *	1 692,8	1 759,0	-3,9	29,20	26,43	9,5	Moyenne
Ouvriers									
50 093	59 634	-19,0	1 693,3	1 823,5	-7,7	29,58	32,70	-10,5 *	Conducteur véh. légers 2
53 754	60 625	-12,8	1 707,6	1 930,2	-13,0	31,48	31,41	0,2 *	Conducteur véh. lourds 2
61 314	89 058	-45,2	1 703,9	1 791,2	-5,1	35,98	49,72	-38,2	Électricien entretien 2
65 060	84 274	-29,5	1 684,4	1 786,6	-6,1	38,62	47,17	-22,1	Électricien entretien 3
56 537	52 758	6,7	1 670,7	1 863,2	-11,5	33,84	28,32	16,3	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	71 778	-20,6	1 655,8	1 822,9	-10,1	35,94	39,38	-9,5 *	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	83 587	-35,6	1 688,5	1 778,2	-5,3	36,52	47,01	-28,7	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	79 413	-34,4 *	1 695,2	1 735,4	-2,4 *	34,85	45,76	-31,3 *	Menuisier entretien 2
57 957	85 188	-47,0	1 706,8	1 758,1	-3,0	33,96	48,45	-42,7	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	97 384	-79,5	1 699,7	1 650,5	2,9	31,93	59,00	-84,8	Peintre entretien 2
60 546	88 244	-45,7	1 708,0	1 743,7	-2,1	35,45	50,61	-42,8	Machiniste 2
52 580	65 137	-23,9	1 639,6	1 837,4	-12,1	32,07	35,45	-10,6 *	Conducteur d'équip. lourds 2
58 515	80 833	-38,1	1 691,8	1 778,9	-5,1	34,59	45,59	-31,8	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
60 600	66 446	-9,6	1 564,1	1 721,6	-10,1	39,00	38,67	0,8 *	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	56 898	-18,9	310	91	48 163	56 989	-18,3	11 212	16 438
Professionnel communic. 2	741	69 550	79 102	-13,7	506	372	70 056	79 473	-13,4	14 956	21 845
Professionnel communic. 3	111	81 078	96 724	-19,3	105	17	81 184	96 741	-19,2	15 896	26 929
Professionnel gest. fin. 1	21	46 799	63 257	-35,2	790	27	47 589	63 284	-33,0	12 205	17 986
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	74 916	-7,8	1 128	245	70 612	75 161	-6,4	15 886	19 231
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	98 031	-27,7	100	163	76 882	98 194	-27,7	15 285	26 160
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	64 241	-32,7	254	39	48 681	64 279	-32,0	11 107	18 262
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	81 114	-16,2	391	310	70 186	81 425	-16,0	14 637	21 573
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	98 590	-21,4	226	115	81 420	98 705	-21,2	15 983	26 524
Ingénieur 1	179	49 589	65 065	-31,2	64	26	49 653	65 091	-31,1	10 858	20 265
Ingénieur 2	610	73 447	98 833	-34,6	109	451	73 557	99 284	-35,0	14 711	28 691
Ingénieur 3	388	90 529	117 808	-30,1	118	182	90 647	117 990	-30,2	17 141	32 668
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	89 842	-18,4	993	93	76 859	89 935	-17,0	16 214	25 832
Avocat et notaire 1	44	63 988	89 633	-40,1	431	172	64 419	89 805	-39,4	14 019	26 169
Avocat et notaire 2	451	94 903	115 942	-22,2	631	564	95 534	116 506	-22,0	18 431	30 853
Avocat et notaire 3	327	124 828	132 129	-5,8	162	110	124 990	132 239	-5,8	22 217	32 260
Moyenne	...	74 513	89 064	-19,5	389	250	74 902	89 315	-19,2	15 295	24 237
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	58 031	-15,8	471	219	50 578	58 249	-15,2	12 050	17 601
Technicien en administration 3	121	56 583	66 625	-17,7	85	471	56 667	67 095	-18,4	12 451	19 414
Techn. documentation 1-2	689	49 928	53 437	-7,0	327	509	50 255	53 946	-7,3	11 704	16 620
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	61 472	-10,6	961	349	56 551	61 821	-9,3	13 816	19 857
Techn. laboratoire 3	528	60 373	67 269	-11,4	1 051	96	61 424	67 364	-9,7	14 646	22 209
Technicien en droit 1-2	456	46 923	63 252	-34,8	70	239	46 994	63 491	-35,1	10 527	19 638
Technicien en droit 3	19	56 612	71 587	-26,5	85	752	56 696	72 339	-27,6	12 463	26 275
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	71 335	-46,8	314	499	48 892	71 834	-46,9	11 309	22 739
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	59 554	-15,0	398	488	52 187	60 041	-15,1	12 109	17 989
Techn. informatique 3	941	57 712	66 463	-15,2	681	644	58 392	67 107	-14,9	13 490	16 203
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	63 499	-27,5	564	608	50 355	64 107	-27,3	12 161	21 843
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	72 301	-48,8	875	808	49 470	73 109	-47,8	12 564	21 175
Moyenne	...	51 465	61 649	-19,8	529	356	51 994	62 006	-19,3	12 325	18 864
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	3	33 841	43 469	-28,5	30	138	33 871	43 607	-28,7	7 830	12 363
Magasinier 1	205	34 965	50 258	-43,7	306	507	35 271	50 765	-43,9	8 968	16 093
Magasinier 2	904	38 656	56 002	-44,9	441	345	39 097	56 347	-44,1	10 010	18 331
Magasinier 3	29	46 256	64 334	-39,1	211	603	46 468	64 937	-39,7	11 230	22 297
Op. duplicateur 1-2	74	37 513	50 654	-35,0	237	56	37 750	50 710	-34,3	9 530	15 069
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	43 847	-18,4	532	625	37 553	44 472	-18,4	9 935	16 749
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	50 207	-23,5	323	176	40 968	50 383	-23,0	10 152	15 751
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	54 900	-21,3	453	123	45 696	55 023	-20,4	11 332	17 567
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	47 011	-22,2	287	241	38 760	47 252	-21,9	9 841	14 734
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	52 460	-24,1	338	396	42 603	52 856	-24,1	10 592	16 669
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	49 610	-13,0	44	481	43 936	50 091	-14,0	10 297	16 718
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	51 452	-4,9	49	356	49 114	51 808	-5,5	11 526	13 467
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	59 696	-31,9	41	591	45 307	60 287	-33,1	10 532	19 688
Préposé télécomm. 3	46	49 178	67 614	-37,5	44	503	49 222	68 117	-38,4	11 420	23 972
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	44 094	-24,8	537	312	35 866	44 406	-23,8	9 632	13 561
Acheteur 2	159	44 668	53 573	-19,9	502	107	45 170	53 680	-18,8	11 401	16 422
Moyenne	...	40 868	50 348	-23,2	373	349	41 241	50 697	-22,9	10 359	16 479

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
59 375	73 427	-23,7	1 514,8	1 564,3	-3,3	39,20	46,94	-19,7	Professionnel communic. 1
85 012	101 318	-19,2	1 520,7	1 559,4	-2,5	55,90	64,97	-16,2	Professionnel communic. 2
97 080	123 670	-27,4	1 493,4	1 593,5	-6,7	65,01	77,61	-19,4	Professionnel communic. 3
59 794	81 270	-35,9	1 557,5	1 570,4	-0,8	38,39	51,75	-34,8	Professionnel gest. fin. 1
86 497	94 392	-9,1	1 554,4	1 539,6	1,0	55,65	61,31	-10,2	Professionnel gest. fin. 2
92 167	124 354	-34,9	1 493,4	1 540,3	-3,1	61,72	80,74	-30,8	Professionnel gest. fin. 3
59 788	82 541	-38,1	1 508,2	1 568,3	-4,0	39,64	52,63	-32,8	Analyste proc. adm./inform. 1
84 823	102 998	-21,4	1 511,1	1 536,1	-1,7	56,13	67,05	-19,4	Analyste proc. adm./inform. 2
97 403	125 228	-28,6	1 498,8	1 545,8	-3,1	64,99	81,01	-24,7	Analyste proc. adm./inform. 3
60 511	85 355	-41,1	1 493,4	1 587,8	-6,3	40,52	53,76	-32,7	Ingénieur 1
88 268	127 975	-45,0	1 496,1	1 555,0	-3,9	59,00	82,30	-39,5	Ingénieur 2
107 788	150 658	-39,8	1 493,4	1 556,9	-4,3	72,18	96,77	-34,1	Ingénieur 3
93 073	115 767	-24,4	1 534,2	1 586,2	-3,4	60,67	72,99	-20,3	Professionnel sc. phys. 2
78 438	115 974	-47,9	1 513,2	1 577,6	-4,3	51,84	73,51	-41,8	Avocat et notaire 1
113 965	147 359	-29,3	1 511,4	1 557,8	-3,1	75,41	94,59	-25,4	Avocat et notaire 2
147 207	164 498	-11,7	1 493,4	1 549,3	-3,7	98,57	106,18	-7,7	Avocat et notaire 3
90 197	113 551	-25,9	1 509,6	1 551,5	-2,8	59,77	73,18	-22,4	Moyenne
Techniciens									
62 628	75 850	-21,1	1 517,5	1 560,0	-2,8	41,27	48,62	-17,8	Technicien en administration 1-2
69 119	86 509	-25,2	1 483,0	1 538,4	-3,7	46,61	56,23	-20,6	Technicien en administration 3
61 959	70 566	-13,9	1 537,9	1 488,7	3,2	40,29	47,40	-17,7	Techn. documentation 1-2
70 367	81 678	-16,1	1 539,0	1 539,3	0,0 *	45,72	53,06	-16,1	Techn. laboratoire 1-2
76 070	89 573	-17,8	1 539,7	1 525,9	0,9	49,41	58,70	-18,8	Techn. laboratoire 3
57 521	83 129	-44,5	1 483,0	1 567,6	-5,7	38,79	53,03	-36,7	Technicien en droit 1-2
69 159	98 614	-42,6	1 483,0	1 545,5	-4,2	46,64	63,81	-36,8	Technicien en droit 3
60 201	94 573	-57,1	1 528,1	1 565,7	-2,5	39,40	60,40	-53,3	Technicien génie 1-2
64 296	78 030	-21,4	1 525,5	1 525,7	0,0 *	42,15	51,14	-21,3	Techn. informatique 1-2
71 882	83 310	-15,9	1 540,9	1 511,5	1,9	46,65	55,12	-18,1	Techn. informatique 3
62 516	85 950	-37,5	1 546,7	1 515,2	2,0	40,42	56,73	-40,3	Technicien en loisir 1-2
62 034	94 284	-52,0	1 541,9	1 489,8	3,4	40,23	63,29	-57,3	Techn. hygiène du trav. 1-2
64 319	80 870	-25,7	1 524,7	1 543,1	-1,2	42,18	52,43	-24,3	Moyenne
Employés de bureau									
41 702	55 969	-34,2	1 516,7	1 554,4	-2,5	27,49	36,01	-31,0	Préposé photocopie 2
44 238	66 858	-51,1	1 568,9	1 634,9	-4,2	28,20	40,89	-45,0	Magasinier 1
49 107	74 678	-52,1	1 545,0	1 611,4	-4,3	31,78	46,34	-45,8	Magasinier 2
57 697	87 234	-51,2	1 555,1	1 660,1	-6,7	37,10	52,55	-41,6	Magasinier 3
47 280	65 779	-39,1	1 545,5	1 578,3	-2,1	30,59	41,68	-36,2	Op. duplicateur 1-2
47 488	61 221	-28,9	1 542,8	1 505,5	2,4	30,78	40,66	-32,1	Personnel soutien adm. 1
51 119	66 134	-29,4	1 531,0	1 527,2	0,3 *	33,39	43,30	-29,7	Personnel soutien adm. 2
57 028	72 590	-27,3	1 543,9	1 588,2	-2,9	36,94	45,71	-23,7	Personnel soutien adm. 3
48 601	61 987	-27,5	1 553,4	1 473,5	5,1	31,29	42,07	-34,5	Personnel secrétariat 1
53 194	69 524	-30,7	1 532,6	1 493,8	2,5	34,71	46,54	-34,1	Personnel secrétariat 2
54 233	66 809	-23,2	1 489,3	1 538,0	-3,3	36,41	43,44	-19,3	Préposé aux renseign. 2
60 640	65 276	-7,6	1 489,3	1 535,5	-3,1	40,72	42,51	-4,4 *	Préposé aux renseign. 3
55 840	79 975	-43,2	1 634,4	1 673,2	-2,4 *	34,16	47,80	-39,9	Préposé télécomm. 1-2
60 643	92 088	-51,9	1 615,7	1 793,4	-11,0	37,53	51,35	-36,8	Préposé télécomm. 3
45 498	57 967	-27,4	1 542,5	1 525,5	1,1	29,50	38,00	-28,8	Téléphoniste-récept. 2
56 571	70 102	-23,9	1 548,0	1 597,4	-3,2	36,54	43,88	-20,1	Acheteur 2
51 600	67 176	-30,2	1 537,0	1 521,9	1,0	33,58	44,13	-31,4	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Préposé buanderie 2	602	38 393	57 252	-49,1	487	0	38 880	57 252	-47,3	10 424	18 173
Concierge 2	2 172	40 133	49 536	-23,4	225	237	40 358	49 773	-23,3	10 328	14 586
Gardien 2	268	36 194	51 977	-43,6	308	255	36 503	52 232	-43,1	9 268	16 007
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	52 424	-44,5	461	766	36 753	53 190	-44,7	9 956	16 041
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	43 946	-15,1	478	70	38 649	44 015	-13,9	10 353	13 431
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	44 012	-24,0	451	292	35 957	44 305	-23,2	9 786	13 914
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	53 102	-32,4	509	458	40 606	53 560	-31,9	10 794	16 398
Moyenne	...	38 646	46 186	-19,5	431	234	39 076	46 420	-18,8	10 361	13 258
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	58 431	-37,7	344	479	42 785	58 910	-37,7	10 969	16 284
Électricien entretien 2	369	48 943	65 272	-33,4	348	880	49 290	66 152	-34,2	12 024	25 080
Électricien entretien 3	58	51 318	71 731	-39,8	614	52	51 932	71 784	-38,2	13 129	20 394
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	60 201	-32,0	160	274	45 765	60 475	-32,1	10 772	20 828
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	66 039	-36,8	107	772	48 392	66 812	-38,1	11 125	21 771
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	63 039	-30,1	607	353	49 076	63 392	-29,2	12 585	21 842
Menuisier entretien 2	281	46 622	62 065	-33,1	490	888	47 111	62 952	-33,6	11 974	22 954
Ouvrier de voirie 2	133	37 204	53 671	-44,3	71	691	37 275	54 362	-45,8	8 444	21 668
Ouvrier de voirie 3	267	48 285	58 739	-21,7	92	661	48 377	59 400	-22,8	11 008	26 274
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	64 449	-39,7	343	384	46 476	64 833	-39,5	11 481	22 810
Peintre entretien 2	122	42 805	59 073	-38,0	408	966	43 213	60 040	-38,9	11 054	21 640
Machiniste 2	40	48 285	63 181	-30,9	323	116	48 608	63 297	-30,2	11 938	20 481
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	57 697	-34,9	81	679	42 849	58 377	-36,2	9 731	23 007
Moyenne	...	46 380	62 459	-34,7	330	534	46 710	62 993	-34,9	11 427	22 402
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 490	58 933	-21,5	423	327	48 914	59 260	-21,2	11 653	18 015

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
49 303	75 425	-53,0	1 687,8	1 719,7	-1,9	29,21	43,86	-50,1	Préposé buanderie 2
50 686	64 359	-27,0	1 718,4	1 662,0	3,3	29,50	38,72	-31,3	Concierge 2
45 771	68 239	-49,1	1 683,2	1 635,9	2,8	27,19	41,71	-53,4	Gardien 2
46 708	69 231	-48,2	1 664,4	1 700,8	-2,2	28,06	40,70	-45,0	Journalier/préposé terr. 2
49 002	57 446	-17,2	1 687,4	1 701,1	-0,8	29,04	33,77	-16,3	Préposé cuisine/café. 2
45 743	58 218	-27,3	1 687,7	1 653,8	2,0	27,10	35,20	-29,9	Préposé entretien lourd 2
51 399	69 957	-36,1	1 687,7	1 655,9	1,9	30,45	42,25	-38,7	Ouvrier entret. Mainten. 2
49 438	59 678	-20,7	1 692,8	1 639,8	3,1	29,20	36,36	-24,5	Moyenne
Ouvriers									
53 754	75 194	-39,9	1 707,6	1 716,0	-0,5 *	31,48	43,82	-39,2	Conducteur véh. lourds 2
61 314	91 232	-48,8	1 703,9	1 645,3	3,4	35,98	55,45	-54,1	Électricien entretien 2
65 060	92 178	-41,7	1 684,4	1 714,8	-1,8	38,62	53,75	-39,2	Électricien entretien 3
56 537	81 303	-43,8	1 670,7	1 803,0	-7,9	33,84	45,09	-33,3	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	88 582	-48,8	1 655,8	1 687,9	-1,9	35,94	52,48	-46,0	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	85 234	-38,2	1 688,5	1 710,4	-1,3 *	36,52	49,83	-36,5	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	85 907	-45,4	1 695,2	1 672,5	1,3	34,85	51,36	-47,4	Menuisier entretien 2
45 719	76 030	-66,3	1 639,6	1 653,3	-0,8	27,88	45,99	-64,9	Ouvrier de voirie 2
59 385	85 673	-44,3	1 639,6	1 561,1	4,8	36,22	54,88	-51,5	Ouvrier de voirie 3
57 957	87 644	-51,2	1 706,8	1 595,4	6,5	33,96	54,93	-61,8	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	81 679	-50,5	1 699,7	1 657,7	2,5	31,93	49,27	-54,3	Peintre entretien 2
60 546	83 777	-38,4	1 708,0	1 713,7	-0,3	35,45	48,89	-37,9	Machiniste 2
52 580	81 383	-54,8	1 639,6	1 612,4	1,7	32,07	50,47	-57,4	Conducteur d'équip. lourds 2
58 137	85 394	-46,9	1 686,4	1 650,4	2,1	34,47	51,81	-50,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
60 567	77 275	-27,6	1 564,6	1 558,9	0,4	38,96	49,66	-27,4	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)				
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)			Adm. québ.	Marché		
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts				
		\$		%	\$		\$		%	\$			
Professionnels													
Professionnel communic. 2	741	69 550	77 207	-11,0	506	1 374	70 056	78 581	-12,2	14 956	25 050		
Professionnel communic. 3	111	81 078	99 177	-22,3	105	347	81 184	99 523	-22,6	15 896	28 962		
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	85 207	-22,6	1 128	1 300	70 612	86 507	-22,5	15 886	27 049		
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	85 982	-23,2	391	1 671	70 186	87 653	-24,9	14 637	27 015		
Ingénieur 2	610	73 447	91 780	-25,0	109	2 148	73 557	93 928	-27,7	14 711	28 821		
Ingénieur 3	388	90 529	105 071	-16,1	118	2 146	90 647	107 217	-18,3	17 141	31 036		
Avocat et notaire 2	451	94 903	103 467	-9,0	631	1 806	95 534	105 273	-10,2	18 431	32 179		
Avocat et notaire 3	327	124 828	103 122	17,4	162	1 777	124 990	104 899	16,1	22 217	32 723		
Moyenne	...	74 579	88 765	-19,0	392	1 846	74 971	90 610	-20,9	15 309	28 058		
Techniciens													
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	61 095	-21,9	471	911	50 578	62 006	-22,6	12 050	23 012		
Technicien en administration 3	121	56 583	75 265	-33,0	85	660	56 667	75 925	-34,0	12 451	27 707		
Techn. documentation 1-2	689	49 928	54 716	-9,6	327	1 001	50 255	55 717	-10,9	11 704	20 240		
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	61 455	-10,5	961	1 135	56 551	62 590	-10,7	13 816	26 077		
Technicien en droit 1-2	456	46 923	58 714	-25,1	70	696	46 994	59 410	-26,4	10 527	21 573		
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	68 982	-42,0	314	905	48 892	69 888	-42,9	11 309	25 879		
Technicien génie 3	250	56 616	79 793	-40,9	85	207	56 701	80 001	-41,1	12 420	25 986		
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	64 971	-25,5	398	954	52 187	65 925	-26,3	12 109	23 403		
Techn. informatique 3	941	57 712	80 219	-39,0	681	2 212	58 392	82 431	-41,2	13 490	21 278		
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	64 156	-28,9	564	631	50 355	64 787	-28,7	12 161	22 287		
Moyenne	...	51 200	64 291	-25,6	513	1 000	51 713	65 291	-26,3	12 256	23 576		
Employés de bureau													
Préposé photocopie 2	3	33 841	42 375	-25,2	30	718	33 871	43 092	-27,2	7 830	14 269		
Magasinier 1	205	34 965	55 701	-59,3	306	743	35 271	56 444	-60,0	8 968	21 306		
Magasinier 2	904	38 656	60 337	-56,1	441	872	39 097	61 210	-56,6	10 010	24 671		
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	45 405	-22,6	532	780	37 553	46 185	-23,0	9 935	19 345		
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	52 558	-29,3	323	679	40 968	53 237	-29,9	10 152	17 978		
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	58 868	-30,1	453	955	45 696	59 823	-30,9	11 332	22 658		
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	48 226	-25,4	287	529	38 760	48 755	-25,8	9 841	15 440		
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	53 395	-26,3	338	780	42 603	54 175	-27,2	10 592	19 962		
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	54 567	-24,3	44	794	43 936	55 361	-26,0	10 297	22 717		
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	59 300	-31,0	41	768	45 307	60 068	-32,6	10 532	21 127		
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	42 903	-21,4	537	518	35 866	43 421	-21,1	9 632	13 842		
Acheteur 2	159	44 668	58 024	-29,9	502	1 078	45 170	59 102	-30,8	11 401	15 284		
Moyenne	...	40 868	52 350	-28,1	373	762	41 241	53 112	-28,8	10 359	19 481		

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
85 012	103 631	-21,9	1 520,7	1 529,2	-0,6 *	55,90	67,77	-21,2	Professionnels
97 080	128 485	-32,4	1 493,4	1 539,8	-3,1	65,01	83,44	-28,4	Professionnel communic. 2
86 497	113 556	-31,3	1 554,4	1 519,2	2,3	55,65	74,75	-34,3	Professionnel communic. 3
84 823	114 668	-35,2	1 511,1	1 503,6	0,5	56,13	76,26	-35,9	Professionnel gest. fin. 2
88 268	122 749	-39,1	1 496,1	1 559,6	-4,2	59,00	78,70	-33,4	Analyste proc. adm./inform. 2
107 788	138 253	-28,3	1 493,4	1 557,0	-4,3	72,18	88,79	-23,0	Ingénieur 2
113 965	137 452	-20,6	1 511,4	1 517,5	-0,4	75,41	90,58	-20,1	Ingénieur 3
147 207	137 623	6,5 *	1 493,4	1 519,3	-1,7	98,57	90,58	8,1 *	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
90 280	118 668	-31,4	1 509,7	1 524,4	-1,0	59,82	77,91	-30,2	Moyenne
									Techniciens
62 628	85 017	-35,7	1 517,5	1 489,3	1,9	41,27	57,08	-38,3	Technicien en administration 1-2
69 119	103 632	-49,9	1 483,0	1 530,1	-3,2	46,61	67,73	-45,3	Technicien en administration 3
61 959	75 957	-22,6	1 537,9	1 441,8	6,2	40,29	52,68	-30,8	Techn. documentation 1-2
70 367	88 667	-26,0	1 539,0	1 550,6	-0,8 *	45,72	57,18	-25,1	Techn. laboratoire 1-2
57 521	80 983	-40,8	1 483,0	1 496,6	-0,9	38,79	54,11	-39,5	Technicien en droit 1-2
60 201	95 767	-59,1	1 528,1	1 573,5	-3,0	39,40	60,86	-54,5	Technicien génie 1-2
69 121	105 987	-53,3	1 483,0	1 582,1	-6,7	46,61	66,99	-43,7	Technicien génie 3
64 296	89 328	-38,9	1 525,5	1 498,7	1,8	42,15	59,61	-41,4	Techn. informatique 1-2
71 882	103 709	-44,3	1 540,9	1 417,7	8,0	46,65	73,15	-56,8	Techn. informatique 3
62 516	87 074	-39,3	1 546,7	1 514,7	2,1	40,42	57,48	-42,2	Technicien en loisir 1-2
63 969	88 868	-38,9	1 524,2	1 501,4	1,5	41,96	59,22	-41,1	Moyenne
									Employés de bureau
41 702	57 362	-37,6	1 516,7	1 443,3	4,8	27,49	39,74	-44,6	Préposé photocopie 2
44 238	77 750	-75,8	1 568,9	1 596,1	-1,7 *	28,20	48,71	-72,8	Magasinier 1
49 107	85 880	-74,9	1 545,0	1 600,4	-3,6	31,78	53,66	-68,8	Magasinier 2
47 488	65 531	-38,0	1 542,8	1 498,8	2,9	30,78	43,72	-42,0	Personnel soutien adm. 1
51 119	71 216	-39,3	1 531,0	1 485,1	3,0	33,39	47,95	-43,6	Personnel soutien adm. 2
57 028	82 480	-44,6	1 543,9	1 472,1	4,7	36,94	56,03	-51,7	Personnel soutien adm. 3
48 601	64 194	-32,1	1 553,4	1 476,6	4,9	31,29	43,47	-39,0	Personnel secrétariat 1
53 194	74 136	-39,4	1 532,6	1 486,8	3,0	34,71	49,86	-43,7	Personnel secrétariat 2
54 233	78 078	-44,0	1 489,3	1 510,4	-1,4	36,41	51,69	-42,0	Préposé aux renseign. 2
55 840	81 196	-45,4	1 634,4	1 699,9	-4,0	34,16	47,76	-39,8	Préposé télécomm. 1-2
45 498	57 263	-25,9	1 542,5	1 521,6	1,4	29,50	37,63	-27,6	Téléphoniste-récept. 2
56 571	74 385	-31,5	1 548,0	1 595,6	-3,1 *	36,54	46,62	-27,6	Acheteur 2
51 600	72 594	-40,7	1 537,0	1 497,4	2,6	33,58	48,48	-44,4	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	55 061	-51,7	461	884	36 753	55 945	-52,2	9 956	17 377
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	49 774	-40,2	451	719	35 957	50 493	-40,4	9 786	15 574
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	58 145	-45,0	509	746	40 606	58 891	-45,0	10 794	19 842
Moyenne	...	38 124	47 434	-24,4	402	284	38 527	47 719	-23,9	10 212	14 630
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	56 368	-32,8	344	1 101	42 785	57 469	-34,3	10 969	17 294
Électricien entretien 2	369	48 943	66 095	-35,0	348	925	49 290	67 020	-36,0	12 024	28 868
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	63 363	-31,2	107	670	48 392	64 033	-32,3	11 125	25 134
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	66 891	-38,0	607	811	49 076	67 702	-38,0	12 585	27 637
Menuisier entretien 2	281	46 622	62 403	-33,8	490	1 163	47 111	63 566	-34,9	11 974	25 167
Ouvrier de voirie 2	133	37 204	53 696	-44,3	71	692	37 275	54 388	-45,9	8 444	21 676
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	63 724	-38,1	343	800	46 476	64 524	-38,8	11 481	26 406
Peintre entretien 2	122	42 805	59 213	-38,3	408	1 237	43 213	60 449	-39,9	11 054	25 252
Machiniste 2	40	48 285	65 085	-34,8	323	324	48 608	65 409	-34,6	11 938	24 763
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	57 778	-35,1	81	691	42 849	58 469	-36,5	9 731	23 141
Moyenne	...	46 380	62 733	-35,3	330	786	46 710	63 519	-36,0	11 427	25 699
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 850	61 203	-25,3	415	937	49 265	62 139	-26,1	11 680	21 678

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
46 708	73 322	-57,0	1 664,4	1 685,0	-1,2 *	28,06	43,52	-55,1	Journalier/préposé terr. 2
45 743	66 067	-44,4	1 687,7	1 683,9	0,2 *	27,10	39,23	-44,8	Préposé entretien lourd 2
51 399	78 733	-53,2	1 687,7	1 638,7	2,9	30,45	48,05	-57,8	Ouvrier entret. Mainten. 2
48 739	62 349	-27,9	1 695,5	1 658,7	2,2	28,74	37,63	-30,9	Moyenne
									Ouvriers
53 754	74 763	-39,1	1 707,6	1 642,2	3,8	31,48	45,53	-44,6	Conducteur véh. lourds 2
61 314	95 888	-56,4	1 703,9	1 600,0	6,1	35,98	59,93	-66,5	Électricien entretien 2
59 517	89 167	-49,8	1 655,8	1 661,9	-0,4 *	35,94	53,65	-49,3	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	95 339	-54,6	1 688,5	1 643,4	2,7 *	36,52	58,01	-58,9	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	88 733	-50,2	1 695,2	1 659,2	2,1	34,85	53,48	-53,4	Menuisier entretien 2
45 719	76 064	-66,4	1 639,6	1 653,5	-0,8	27,88	46,00	-65,0	Ouvrier de voirie 2
57 957	90 930	-56,9	1 706,8	1 606,7	5,9	33,96	56,59	-66,7	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	85 701	-57,9	1 699,7	1 620,8	4,6	31,93	52,88	-65,6	Peintre entretien 2
60 546	90 171	-48,9	1 708,0	1 702,8	0,3	35,45	52,95	-49,4	Machiniste 2
52 580	81 611	-55,2	1 639,6	1 611,3	1,7	32,07	50,65	-57,9	Conducteur d'équip. lourds 2
58 137	89 218	-53,5	1 686,4	1 628,7	3,4	34,47	54,80	-59,0	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 945	83 817	-37,5	1 557,6	1 530,3	1,8	39,35	54,96	-39,7	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	53 668	-12,2	310	43	48 163	53 711	-11,5	11 212	17 390
Professionnel communic. 2	741	69 550	80 351	-15,5	506	425	70 056	80 776	-15,3	14 956	20 076
Professionnel communic. 3	111	81 078	105 455	-30,1	105	25	81 184	105 480	-29,9	15 896	28 229
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	70 424	-1,4 *	1 128	188	70 612	70 612	0,0 *	15 886	16 582
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	94 556	-23,1	100	50	76 882	94 606	-23,1	15 285	24 106
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	51 338	-6,0	254	93	48 681	51 431	-5,6	11 107	12 648
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	79 903	-14,5	391	264	70 186	80 167	-14,2	14 637	20 086
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	98 474	-21,3	226	127	81 420	98 601	-21,1	15 983	25 379
Ingénieur 2	610	73 447	100 687	-37,1	109	74	73 557	100 761	-37,0	14 711	29 331
Avocat et notaire 2	451	94 903	101 773	-7,2	631	404	95 534	102 178	-7,0	18 431	21 664
Avocat et notaire 3	327	124 828	126 113	-1,0	162	97	124 990	126 211	-1,0 *	22 217	29 678
Moyenne	...	75 029	89 116	-18,8	410	216	75 440	89 332	-18,4	15 399	23 002
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	56 873	-13,5	471	337	50 578	57 210	-13,1	12 050	15 117
Technicien en administration 3	121	56 583	62 143	-9,8	85	509	56 667	62 652	-10,6	12 451	15 119
Techn. documentation 1-2	689	49 928	50 138	-0,4 *	327	591	50 255	50 729	-0,9 *	11 704	12 576
Techn. laboratoire 3	528	60 373	72 869	-20,7	1 051	662	61 424	73 531	-19,7	14 646	23 373
Technicien en droit 1-2	456	46 923	57 157	-21,8	70	365	46 994	57 522	-22,4	10 527	14 573
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	75 392	-55,2	314	490	48 892	75 882	-55,2	11 309	22 324
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	55 800	-7,7	398	536	52 187	56 336	-8,0	12 109	14 148
Techn. informatique 3	941	57 712	64 807	-12,3	681	912	58 392	65 719	-12,5	13 490	15 294
Moyenne	...	51 663	60 583	-17,3	512	449	52 175	61 033	-17,0	12 321	16 858
Employés de bureau											
Magasinier 1	205	34 965	45 636	-30,5	306	487	35 271	46 124	-30,8	8 968	10 989
Magasinier 2	904	38 656	58 375	-51,0	441	498	39 097	58 873	-50,6	10 010	18 774
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	40 326	-8,9	532	405	37 553	40 732	-8,5	9 935	10 596
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	51 117	-25,8	323	192	40 968	51 309	-25,2	10 152	15 747
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	50 988	-12,7	453	345	45 696	51 333	-12,3	11 332	14 972
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	48 741	-26,7	287	581	38 760	49 322	-27,2	9 841	14 023
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	52 707	-24,7	338	220	42 603	52 927	-24,2	10 592	15 444
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	46 990	-7,1	44	327	43 936	47 316	-7,7	10 297	11 979
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	50 070	-2,0	49	451	49 114	50 521	-2,9	11 526	10 981
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	65 443	-44,6	41	556	45 307	65 999	-45,7	10 532	18 053
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	40 080	-13,4	537	441	35 866	40 521	-13,0	9 632	10 825
Moyenne	...	40 868	49 823	-21,9	373	329	41 241	50 152	-21,6	10 359	14 492

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
59 375	71 100	-19,7	1 514,8	1 563,0	-3,2	39,20	45,49	-16,1	Professionnels
85 012	100 853	-18,6	1 520,7	1 538,7	-1,2	55,90	65,55	-17,3	Professionnel communic. 1
97 080	133 709	-37,7	1 493,4	1 554,6	-4,1	65,01	86,01	-32,3	Professionnel communic. 2
86 497	87 194	-0,8 *	1 554,4	1 527,3	1,7	55,65	57,09	-2,6 *	Professionnel communic. 3
92 167	118 711	-28,8	1 493,4	1 512,5	-1,3	61,72	78,49	-27,2	Professionnel gest. fin. 2
59 788	64 079	-7,2	1 508,2	1 532,6	-1,6	39,64	41,81	-5,5 *	Professionnel gest. fin. 3
84 823	100 253	-18,2	1 511,1	1 526,5	-1,0	56,13	65,68	-17,0	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	123 980	-27,3	1 498,8	1 512,0	-0,9	64,99	82,00	-26,2	Analyste proc. adm./inform. 2
88 268	130 092	-47,4	1 496,1	1 529,4	-2,2	59,00	85,06	-44,2	Analyste proc. adm./inform. 3
113 965	123 842	-8,7	1 511,4	1 556,6	-3,0	75,41	79,56	-5,5	Ingénieur 2
147 207	155 889	-5,9	1 493,4	1 540,2	-3,1	98,57	101,21	-2,7	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
90 839	112 334	-23,7	1 510,8	1 527,5	-1,1	60,16	73,55	-22,3	Moyenne
62 628	72 327	-15,5	1 517,5	1 535,4	-1,2	41,27	47,11	-14,1	Techniciens
69 119	77 771	-12,5	1 483,0	1 567,3	-5,7	46,61	49,62	-6,5	Technicien en administration 1-2
61 959	63 305	-2,2 *	1 537,9	1 521,1	1,1 *	40,29	41,62	-3,3	Technicien en administration 3
76 070	96 904	-27,4	1 539,7	1 492,0	3,1	49,41	64,95	-31,5	Techn. documentation 1-2
57 521	72 095	-25,3	1 483,0	1 537,2	-3,7	38,79	46,90	-20,9	Techn. laboratoire 3
60 201	98 206	-63,1	1 528,1	1 550,4	-1,5 *	39,40	63,34	-60,8	Technicien en droit 1-2
64 296	70 484	-9,6	1 525,5	1 553,1	-1,8	42,15	45,38	-7,7	Technicien génie 1-2
71 882	81 013	-12,7	1 540,9	1 530,5	0,7	46,65	52,93	-13,5	Techn. informatique 1-2
									Techn. informatique 3
64 496	77 890	-20,8	1 523,0	1 533,1	-0,7	42,34	50,84	-20,1	Moyenne
44 238	57 113	-29,1	1 568,9	1 649,9	-5,2	28,20	34,62	-22,8	Employés de bureau
49 107	77 647	-58,1	1 545,0	1 544,4	0,0 *	31,78	50,28	-58,2	Magasinier 1
47 488	51 328	-8,1	1 542,8	1 529,6	0,9	30,78	33,56	-9,0	Magasinier 2
51 119	67 056	-31,2	1 531,0	1 475,2	3,6	33,39	45,45	-36,1	Personnel soutien adm. 1
57 028	66 305	-16,3	1 543,9	1 568,4	-1,6 *	36,94	42,28	-14,4	Personnel soutien adm. 2
48 601	63 345	-30,3	1 553,4	1 545,0	0,5 *	31,29	41,00	-31,0	Personnel soutien adm. 3
53 194	68 371	-28,5	1 532,6	1 496,0	2,4 *	34,71	45,70	-31,7	Personnel secrétariat 1
54 233	59 296	-9,3	1 489,3	1 583,4	-6,3	36,41	37,45	-2,8	Personnel secrétariat 2
60 640	61 502	-1,4 *	1 489,3	1 555,3	-4,4	40,72	39,54	2,9	Préposé aux renseign. 2
55 840	84 051	-50,5	1 634,4	1 723,9	-5,5	34,16	48,76	-42,7	Préposé aux renseign. 3
45 498	51 346	-12,9	1 542,5	1 561,2	-1,2 *	29,50	32,89	-11,5	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
51 600	64 644	-25,3	1 537,0	1 516,1	1,4 *	33,58	42,69	-27,1	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Gardien 2	268	36 194	54 844	-51,5	308	268	36 503	55 112	-51,0	9 268	15 016
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	46 167	-27,2	461	656	36 753	46 824	-27,4	9 956	12 857
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	42 857	-12,3	478	264	38 649	43 121	-11,6	10 353	10 342
Ouvrier entret. Maint. 2	377	40 096	50 878	-26,9	509	299	40 606	51 177	-26,0	10 794	13 203
Moyenne	...	38 309	44 347	-15,8	475	298	38 784	44 645	-15,1	10 365	11 350
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	60 698	-43,0	344	82	42 785	60 781	-42,1	10 969	15 731
Électricien entretien 2	369	48 943	66 526	-35,9	348	1 203	49 290	67 729	-37,4	12 024	17 891
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	67 518	-39,8	107	910	48 392	68 428	-41,4	11 125	19 959
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	61 882	-27,7	607	113	49 076	61 995	-26,3	12 585	17 946
Moyenne	...	46 315	64 236	-38,7	357	453	46 672	64 688	-38,6	11 505	18 916
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 653	58 377	-20,0	428	345	49 082	58 722	-19,6	11 674	16 137

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
45 771	70 129	-53,2	1 683,2	1 650,1	2,0	27,19	42,50	-56,3	Employés de service
46 708	59 681	-27,8	1 664,4	1 754,5	-5,4	28,06	34,02	-21,2 *	Gardien 2
49 002	53 462	-9,1	1 687,4	1 672,5	0,9	29,04	31,97	-10,1	Journalier/préposé terr. 2
51 399	64 380	-25,3	1 687,7	1 679,6	0,5 *	30,45	38,33	-25,9	Préposé cuisine/café. 2
									Ouvrier entret. Mainten. 2
49 149	55 995	-13,9	1 687,1	1 618,3	4,1	29,13	34,59	-18,7	Moyenne
									Ouvriers
53 754	76 512	-42,3	1 707,6	1 768,0	-3,5	31,48	43,27	-37,5	Conducteur véh. lourds 2
61 314	85 620	-39,6	1 703,9	1 764,5	-3,6	35,98	48,52	-34,8	Électricien entretien 2
59 517	88 386	-48,5	1 655,8	1 700,8	-2,7	35,94	51,97	-44,6	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	79 941	-29,6	1 688,5	1 786,4	-5,8	36,52	44,75	-22,5	Mécanicien entret. Millwright 2
58 177	83 604	-43,7	1 690,2	1 685,6	0,3 *	34,42	49,76	-44,6	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 756	74 859	-23,2	1 558,2	1 544,9	0,9	39,22	48,58	-23,9	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 2	741	69 550	78 502	-12,9	506	26	70 056	78 528	-12,1	14 956	18 872
Professionnel communic. 3	111	81 078	91 934	-13,4	105	61	81 184	91 995	-13,3	15 896	23 328
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	76 261	-9,8	1 128	123	70 612	76 383	-8,2	15 886	18 440
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	60 044	-24,0	254	172	48 681	60 216	-23,7	11 107	14 259
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	79 190	-13,5	391	76	70 186	79 266	-12,9	14 637	18 767
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	95 349	-17,4	226	83	81 420	95 431	-17,2	15 983	23 263
Ingénieur 2	610	73 447	87 304	-18,9	109	13	73 557	87 317	-18,7	14 711	20 698
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	75 294	0,8 *	993	0	76 859	75 294	2,0	16 214	19 835
Avocat et notaire 2	451	94 903	98 320	-3,6 *	631	16	95 534	98 336	-2,9 *	18 431	22 254
Avocat et notaire 3	327	124 828	129 796	-4,0	162	326	124 990	130 122	-4,1	22 217	25 017
Moyenne	...	74 505	82 559	-10,8	393	64	74 897	82 623	-10,3	15 300	19 688
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	55 497	-10,8	471	96	50 578	55 593	-9,9	12 050	15 716
Technicien en administration 3	121	56 583	65 455	-15,7	85	81	56 667	65 535	-15,6	12 451	18 273
Techn. documentation 1-2	689	49 928	53 069	-6,3	327	31	50 255	53 100	-5,7 *	11 704	14 883
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	56 721	-2,0 *	961	69	56 551	56 790	-0,4 *	13 816	14 754
Techn. laboratoire 3	528	60 373	66 550	-10,2	1 051	23	61 424	66 572	-8,4	14 646	22 060
Technicien en droit 1-2	456	46 923	58 319	-24,3	70	128	46 994	58 446	-24,4	10 527	16 100
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	57 461	-18,3	314	107	48 892	57 567	-17,7	11 309	16 524
Technicien génie 3	250	56 616	66 785	-18,0	85	42	56 701	66 827	-17,9	12 420	17 260
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	58 929	-13,8	398	68	52 187	58 997	-13,0	12 109	17 452
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	48 661	2,3 *	564	97	50 355	48 758	3,2 *	12 161	11 837
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	55 956	-15,1	875	5	49 470	55 961	-13,1	12 564	13 686
Moyenne	...	51 458	57 045	-10,9	529	79	51 987	57 124	-9,9	12 325	15 878
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	3	33 841	44 412	-31,2	30	6	33 871	44 418	-31,1	7 830	13 267
Magasinier 2	904	38 656	44 240	-14,4	441	38	39 097	44 278	-13,3	10 010	12 215
Op. duplicateur 1-2	74	37 513	49 600	-32,2	237	79	37 750	49 680	-31,6	9 530	14 232
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	41 068	-10,9	532	53	37 553	41 122	-9,5	9 935	12 628
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	47 344	-16,5	323	26	40 968	47 369	-15,6	10 152	13 599
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	51 105	-13,0	453	15	45 696	51 120	-11,9	11 332	16 059
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	45 966	-19,5	287	14	38 760	45 980	-18,6	9 841	14 541
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	51 070	-20,8	338	69	42 603	51 139	-20,0	10 592	13 599
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	44 193	-0,7 *	44	102	43 936	44 295	-0,8 *	10 297	15 209
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	46 466	-31,5	537	25	35 866	46 491	-29,6	9 632	13 803
Moyenne	...	40 847	47 757	-16,9	374	45	41 221	47 803	-16,0	10 356	13 718
Employés de service											
Cuisinier 2	929	44 382	49 981	-12,6	527	21	44 909	50 002	-11,3	11 630	13 437
Gardien 2	268	36 194	47 255	-30,6	308	78	36 503	47 334	-29,7	9 268	14 338
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	45 688	-25,9	461	80	36 753	45 767	-24,5	9 956	11 188
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	41 418	-16,6	451	120	35 957	41 537	-15,5	9 786	13 133
Ouvrier entret. Maint. 2	377	40 096	44 832	-11,8	509	37	40 606	44 870	-10,5	10 794	13 571
Moyenne	...	38 315	41 904	-9,4	475	31	38 790	41 936	-8,1	10 365	11 742

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
85 012	97 400	-14,6	1 520,7	1 511,1	0,6	55,90	64,46	-15,3	Professionnels
97 080	115 323	-18,8	1 493,4	1 520,0	-1,8	65,01	75,87	-16,7	Professionnel communic. 2
86 497	94 823	-9,6	1 554,4	1 510,8	2,8	55,65	62,77	-12,8	Professionnel communic. 3
59 788	74 475	-24,6	1 508,2	1 483,1	1,7	39,64	50,22	-26,7	Professionnel gest. fin. 2
84 823	98 033	-15,6	1 511,1	1 497,8	0,9	56,13	65,45	-16,6	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	118 694	-21,9	1 498,8	1 511,3	-0,8	64,99	78,54	-20,9	Analyste proc. adm./inform. 2
88 268	108 015	-22,4	1 496,1	1 508,4	-0,8	59,00	71,61	-21,4	Analyste proc. adm./inform. 3
93 073	95 129	-2,2	1 534,2	1 528,8	0,4 *	60,67	62,23	-2,6	Ingénieur 2
113 965	120 590	-5,8 *	1 511,4	1 525,5	-0,9	75,41	79,05	-4,8 *	Professionnel sc. phys. 2
147 207	155 139	-5,4	1 493,4	1 504,0	-0,7	98,57	103,15	-4,6	Avocat et notaire 2
									Avocat et notaire 3
90 197	102 311	-13,4	1 509,8	1 506,1	0,2 *	59,77	67,90	-13,6	Moyenne
									Techniciens
62 628	71 308	-13,9	1 517,5	1 494,7	1,5	41,27	47,71	-15,6	Technicien en administration 1-2
69 119	83 808	-21,3	1 483,0	1 473,8	0,6 *	46,61	56,87	-22,0	Technicien en administration 3
61 959	67 983	-9,7	1 537,9	1 492,1	3,0	40,29	45,56	-13,1	Techn. documentation 1-2
70 367	71 544	-1,7 *	1 539,0	1 524,0	1,0	45,72	46,94	-2,7 *	Techn. laboratoire 1-2
76 070	88 632	-16,5	1 539,7	1 530,3	0,6	49,41	57,92	-17,2	Techn. laboratoire 3
57 521	74 546	-29,6	1 483,0	1 508,4	-1,7	38,79	49,42	-27,4	Technicien en droit 1-2
60 201	74 091	-23,1	1 528,1	1 542,2	-0,9 *	39,40	48,04	-21,9	Technicien génie 1-2
69 121	84 087	-21,7	1 483,0	1 534,5	-3,5	46,61	54,80	-17,6	Technicien génie 3
64 296	76 449	-18,9	1 525,5	1 520,3	0,3 *	42,15	50,29	-19,3	Techn. informatique 1-2
62 516	60 595	3,1 *	1 546,7	1 524,8	1,4	40,42	39,74	1,7 *	Technicien en loisir 1-2
62 034	69 647	-12,3	1 541,9	1 518,3	1,5	40,23	45,87	-14,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
64 312	73 002	-13,5	1 524,7	1 509,2	1,0	42,17	48,37	-14,7	Moyenne
									Employés de bureau
41 702	57 685	-38,3	1 516,7	1 595,9	-5,2	27,49	36,15	-31,5	Préposé photocopie 2
49 107	56 493	-15,0	1 545,0	1 575,2	-2,0 *	31,78	35,86	-12,8	Magasinier 2
47 280	63 912	-35,2	1 545,5	1 605,2	-3,9	30,59	39,81	-30,2	Op. duplicateur 1-2
47 488	53 749	-13,2	1 542,8	1 489,6	3,4	30,78	36,08	-17,2	Personnel soutien adm. 1
51 119	60 969	-19,3	1 531,0	1 481,1	3,3	33,39	41,16	-23,3	Personnel soutien adm. 2
57 028	67 179	-17,8	1 543,9	1 509,0	2,3	36,94	44,52	-20,5	Personnel soutien adm. 3
48 601	60 521	-24,5	1 553,4	1 453,6	6,4	31,29	41,64	-33,1	Personnel secrétariat 1
53 194	64 738	-21,7	1 532,6	1 499,7	2,1	34,71	43,17	-24,4	Personnel secrétariat 2
54 233	59 504	-9,7	1 489,3	1 468,8	1,4	36,41	40,51	-11,3	Préposé aux renseign. 2
45 498	60 294	-32,5	1 542,5	1 522,7	1,3	29,50	39,60	-34,2	Téléphoniste-récept. 2
51 577	61 521	-19,3	1 536,8	1 494,6	2,8	33,57	41,16	-22,6	Moyenne
									Employés de service
56 539	63 438	-12,2	1 685,8	1 634,3	3,1	33,54	38,82	-15,7	Cuisinier 2
45 771	61 672	-34,7	1 683,2	1 652,4	1,8 *	27,19	37,32	-37,3	Gardien 2
46 708	56 955	-21,9	1 664,4	1 681,1	-1,0	28,06	33,88	-20,7	Journalier/préposé terr. 2
45 743	54 670	-19,5	1 687,7	1 641,2	2,8	27,10	33,31	-22,9	Préposé entretien lourd 2
51 399	58 441	-13,7	1 687,7	1 657,2	1,8	30,45	35,26	-15,8	Ouvrier entret. Mainten. 2
49 155	53 677	-9,2	1 687,1	1 591,1	5,7	29,14	33,66	-15,5	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Ouvriers											
Électricien entretien 2	369	48 943	57 684	-17,9	348	181	49 290	57 865	-17,4	12 024	17 690
Menuisier entretien 2	281	46 622	54 583	-17,1	490	81	47 111	54 665	-16,0	11 974	15 779
Peintre entretien 2	122	42 805	50 277	-17,5	408	104	43 213	50 380	-16,6	11 054	13 238
Moyenne	...	46 315	53 402	-15,3	375	43	46 690	53 445	-14,5	11 559	17 783
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 799	55 070	-12,9	433	55	49 232	55 125	-12,0	11 707	15 131

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
61 314	75 555	-23,2	1 703,9	1 671,6	1,9	35,98	45,20	-25,6	Ouvriers
59 085	70 444	-19,2	1 695,2	1 690,9	0,3 *	34,85	41,66	-19,5	Électricien entretien 2
54 267	63 619	-17,2	1 699,7	1 701,1	-0,1 *	31,93	37,40	-17,1	Menuisier entretien 2
									Peintre entretien 2
58 250	71 228	-22,3	1 692,4	1 637,3	3,3	34,42	43,57	-26,6	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 939	70 256	-15,3	1 557,3	1 520,2	2,4	39,35	46,30	-17,6	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	60 209	-25,8	310	0	48 163	60 209	-25,0	11 212	18 339
Professionnel communic. 2	741	69 550	79 049	-13,7	506	0	70 056	79 049	-12,8	14 956	23 054
Professionnel communic. 3	111	81 078	94 467	-16,5	105	0	81 184	94 467	-16,4	15 896	26 631
Professionnel gest. fin. 1	21	46 799	68 694	-46,8	790	0	47 589	68 694	-44,3	12 205	20 854
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	84 530	-21,7	1 128	0	70 612	84 530	-19,7	15 886	24 606
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	104 257	-35,8	100	0	76 882	104 257	-35,6	15 285	29 331
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	69 668	-43,9	254	0	48 681	69 668	-43,1	11 107	20 824
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	82 897	-18,8	391	0	70 186	82 897	-18,1	14 637	24 210
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	98 947	-21,9	226	0	81 420	98 947	-21,5	15 983	27 993
Ingénieur 1	179	49 589	66 320	-33,7	64	0	49 653	66 320	-33,6	10 858	19 883
Ingénieur 2	610	73 447	100 865	-37,3	109	0	73 557	100 865	-37,1	14 711	27 690
Ingénieur 3	388	90 529	118 663	-31,1	118	0	90 647	118 663	-30,9	17 141	31 678
Professionnel sc. phys. 1	19	48 151	62 780	-30,4	541	0	48 691	62 780	-28,9	11 742	19 182
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	87 750	-15,7	993	0	76 859	87 750	-14,2	16 214	25 279
Professionnel sc. phys. 3	116	82 759	108 694	-31,3	108	0	82 867	108 694	-31,2	16 081	30 199
Avocat et notaire 1	44	63 988	95 431	-49,1	431	0	64 419	95 431	-48,1	14 019	27 245
Avocat et notaire 2	451	94 903	132 352	-39,5	631	0	95 534	132 352	-38,5	18 431	36 053
Avocat et notaire 3	327	124 828	151 601	-21,4	162	0	124 990	151 601	-21,3	22 217	40 574
Biologiste 2	177	68 896	86 170	-25,1	90	0	68 986	86 170	-24,9	14 078	24 974
Biologiste 3	34	81 928	106 217	-29,6	107	0	82 034	106 217	-29,5	15 931	29 725
Moyenne	...	74 513	91 706	-23,1	389	0	74 902	91 706	-22,4	15 295	26 180
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	58 557	-16,9	471	0	50 578	58 557	-15,8	12 050	18 169
Techn. documentation 1-2	689	49 928	57 907	-16,0	327	0	50 255	57 907	-15,2	11 704	17 888
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	62 500	-12,4	961	0	56 551	62 500	-10,5	13 816	19 469
Technicien en droit 1-2	456	46 923	66 832	-42,4	70	0	46 994	66 832	-42,2	10 527	19 914
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	72 820	-49,9	314	0	48 892	72 820	-48,9	11 309	21 629
Technicien génie 3	250	56 616	83 844	-48,1	85	0	56 701	83 844	-47,9	12 420	23 633
Moyenne	...	50 805	61 632	-21,3	501	0	51 305	61 632	-20,1	12 176	18 940
Employés de bureau											
Magasinier 1	205	34 965	48 093	-37,5	306	0	35 271	48 093	-36,4	8 968	15 124
Magasinier 2	904	38 656	52 964	-37,0	441	0	39 097	52 964	-35,5	10 010	16 630
Magasinier 3	29	46 256	60 324	-30,4	211	0	46 468	60 324	-29,8	11 230	18 546
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	39 999	-8,0	532	0	37 553	39 999	-6,5	9 935	12 707
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	49 718	-22,3	323	0	40 968	49 718	-21,4	10 152	15 710
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	54 887	-21,3	453	0	45 696	54 887	-20,1	11 332	17 191
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	47 328	-23,0	287	0	38 760	47 328	-22,1	9 841	15 141
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	48 138	-13,9	338	0	42 603	48 138	-13,0	10 592	15 397
Acheteur 2	159	44 668	53 028	-18,7	502	0	45 170	53 028	-17,4	11 401	16 531
Moyenne	...	40 809	47 858	-17,3	386	0	41 195	47 858	-16,2	10 371	15 188

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie	
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts		
\$		%	n		%	\$/heure		%		
59 375	78 548	-32,3	1 514,8	1 608,7	-6,2	39,20	48,83	-24,6	Professionnels	
85 012	102 103	-20,1	1 520,7	1 608,7	-5,8	55,90	63,47	-13,5	Professionnel communic. 1	
97 080	121 097	-24,7	1 493,4	1 608,7	-7,7	65,01	75,28	-15,8	Professionnel communic. 2	
59 794	89 548	-49,8	1 557,5	1 596,9	-2,5	38,39	56,08	-46,1	Professionnel communic. 3	
86 497	109 136	-26,2	1 554,4	1 596,9	-2,7	55,65	68,34	-22,8	Professionnel gest. fin. 1	
92 167	133 588	-44,9	1 493,4	1 597,1	-6,9	61,72	83,64	-35,5	Professionnel gest. fin. 2	
59 788	90 491	-51,4	1 508,2	1 590,8	-5,5	39,64	56,88	-43,5	Professionnel gest. fin. 3	
84 823	107 107	-26,3	1 511,1	1 590,8	-5,3	56,13	67,33	-19,9	Analyste proc. adm./inform. 1	
97 403	126 940	-30,3	1 498,8	1 590,8	-6,1	64,99	79,80	-22,8	Analyste proc. adm./inform. 2	
60 511	86 203	-42,5	1 493,4	1 608,4	-7,7	40,52	53,60	-32,3	Analyste proc. adm./inform. 3	
88 268	128 556	-45,6	1 496,1	1 608,4	-7,5	59,00	79,93	-35,5	Ingénieur 1	
107 788	150 340	-39,5	1 493,4	1 608,4	-7,7	72,18	93,47	-29,5	Ingénieur 2	
60 434	81 962	-35,6	1 528,6	1 598,7	-4,6	39,53	51,27	-29,7	Ingénieur 3	
93 073	113 029	-21,4	1 534,2	1 598,7	-4,2	60,67	70,70	-16,5	Professionnel sc. phys. 1	
98 948	138 892	-40,4	1 493,4	1 598,7	-7,1	66,26	86,88	-31,1	Professionnel sc. phys. 2	
78 438	122 676	-56,4	1 513,2	1 583,2	-4,6	51,84	77,48	-49,5	Professionnel sc. phys. 3	
113 965	168 404	-47,8	1 511,4	1 583,2	-4,8	75,41	106,37	-41,1	Avocat et notaire 1	
147 207	192 175	-30,5	1 493,4	1 583,2	-6,0	98,57	121,38	-23,1	Avocat et notaire 2	
83 064	111 144	-33,8	1 493,4	1 598,7	-7,1	55,62	69,52	-25,0	Avocat et notaire 3	
97 965	135 943	-38,8	1 493,4	1 598,7	-7,1	65,60	85,03	-29,6	Biologiste 2	
									Biologiste 3	
90 197	117 886	-30,7	1 509,6	1 595,3	-5,7	59,77	73,91	-23,7	Moyenne	
									Techniciens	
62 628	76 726	-22,5	1 517,5	1 608,7	-6,0	41,27	47,69	-15,6	Technicien en administration 1-2	
61 959	75 795	-22,3	1 537,9	1 609,2	-4,6	40,29	47,10	-16,9	Techn. documentation 1-2	
70 367	81 970	-16,5	1 539,0	1 604,8	-4,3	45,72	51,08	-11,7	Techn. laboratoire 1-2	
57 521	86 746	-50,8	1 483,0	1 609,2	-8,5	38,79	53,91	-39,0	Technicien en droit 1-2	
60 201	94 450	-56,9	1 528,1	1 605,3	-5,0	39,40	58,84	-49,3	Technicien génie 1-2	
69 121	107 477	-55,5	1 483,0	1 606,2	-8,3	46,61	66,91	-43,6	Technicien génie 3	
63 482	80 572	-26,9	1 521,1	1 607,7	-5,7	41,73	50,12	-20,1	Moyenne	
									Employés de bureau	
44 238	63 217	-42,9	1 568,9	1 719,7	-9,6	28,20	36,76	-30,4	Magasinier 1	
49 107	69 594	-41,7	1 545,0	1 719,7	-11,3	31,78	40,47	-27,3	Magasinier 2	
57 697	78 869	-36,7	1 555,1	1 719,7	-10,6	37,10	45,86	-23,6	Magasinier 3	
47 488	52 705	-11,0	1 542,8	1 608,7	-4,3	30,78	32,76	-6,4	Personnel soutien adm. 1	
51 119	65 428	-28,0	1 531,0	1 608,7	-5,1	33,39	40,67	-21,8	Personnel soutien adm. 2	
57 028	72 078	-26,4	1 543,9	1 608,7	-4,2	36,94	44,81	-21,3	Personnel soutien adm. 3	
48 601	62 469	-28,5	1 553,4	1 608,7	-3,6	31,29	38,83	-24,1	Personnel secrétariat 1	
53 194	63 534	-19,4	1 532,6	1 608,7	-5,0	34,71	39,49	-13,8	Personnel secrétariat 2	
56 571	69 560	-23,0	1 548,0	1 600,3	-3,4	36,54	43,47	-18,9	Acheteur 2	
51 566	63 045	-22,3	1 537,5	1 613,6	-4,9	33,54	39,07	-16,5	Moyenne	

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Cuisinier 1	14	42 401	57 252	-35,0	237	0	42 638	57 252	-34,3	10 798	18 173
Cuisinier 2	929	44 382	58 023	-30,7	527	0	44 909	58 023	-29,2	11 630	18 436
Cuisinier 3	19	46 141	62 203	-34,8	191	0	46 332	62 203	-34,3	11 111	18 634
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	45 322	-24,9	461	0	36 753	45 322	-23,3	9 956	13 666
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	43 999	-15,3	478	0	38 649	43 999	-13,8	10 353	15 159
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	45 473	-28,1	451	0	35 957	45 473	-26,5	9 786	15 122
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	41 445	-11,0	472	0	37 798	41 445	-9,6	10 185	14 002
Moyenne	...	38 245	45 305	-18,5	478	0	38 723	45 305	-17,0	10 369	15 135
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	47 957	-22,1	424	0	39 691	47 957	-20,8	10 402	14 844
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	50 782	-19,7	344	0	42 785	50 782	-18,7	10 969	15 309
Électricien entretien 2	369	48 943	68 753	-40,5	348	0	49 290	68 753	-39,5	12 024	19 645
Électricien entretien 3	58	51 318	71 942	-40,2	614	0	51 932	71 942	-38,5	13 129	20 370
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	65 648	-43,9	160	0	45 765	65 648	-43,4	10 772	18 923
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	68 615	-42,1	107	0	48 392	68 615	-41,8	11 125	19 615
Menuisier entretien 2	281	46 622	64 689	-38,8	490	0	47 111	64 689	-37,3	11 974	18 828
Machiniste 2	40	48 285	62 123	-28,7	323	0	48 608	62 123	-27,8	11 938	18 102
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	52 718	-23,3	81	0	42 849	52 718	-23,0	9 731	15 857
Moyenne	...	46 321	62 364	-34,6	302	0	46 624	62 364	-33,8	11 360	18 163
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 779	58 766	-20,5	423	0	49 202	58 766	-19,4	11 675	18 055

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 436	75 425	-41,1	1 718,5	1 719,7	-0,1	31,10	43,86	-41,0	Employés de service
56 539	76 459	-35,2	1 685,8	1 719,7	-2,0	33,54	44,46	-32,6	Cuisinier 1
57 444	80 837	-40,7	1 684,8	1 719,7	-2,1	34,10	47,01	-37,9	Cuisinier 2
46 708	58 988	-26,3	1 664,4	1 719,7	-3,3	28,06	34,30	-22,2	Cuisinier 3
49 002	59 158	-20,7	1 687,4	1 719,7	-1,9	29,04	34,40	-18,5	Journalier/préposé terr. 2
45 743	60 595	-32,5	1 687,7	1 612,3	4,5	27,10	37,58	-38,7	Préposé cuisine/café. 2
47 984	55 447	-15,6	1 687,9	1 719,7	-1,9	28,43	32,24	-13,4	Préposé entretien lourd 2
									Préposé entretien léger 2
49 092	60 440	-23,1	1 687,2	1 712,6	-1,5	29,10	35,30	-21,3	Moyenne
									Ouvriers
50 093	62 802	-25,4	1 693,3	1 719,7	-1,6	29,58	36,52	-23,4	Conducteur véh. légers 2
53 754	66 091	-23,0	1 707,6	1 719,7	-0,7	31,48	38,43	-22,1	Conducteur véh. lourds 2
61 314	88 398	-44,2	1 703,9	1 719,7	-0,9	35,98	51,40	-42,8	Électricien entretien 2
65 060	92 312	-41,9	1 684,4	1 719,7	-2,1	38,62	53,68	-39,0	Électricien entretien 3
56 537	84 571	-49,6	1 670,7	1 719,7	-2,9	33,84	49,18	-45,3	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	88 230	-48,2	1 655,8	1 719,7	-3,9	35,94	51,30	-42,7	Mécanicien véh. motor. 2
59 085	83 517	-41,4	1 695,2	1 719,7	-1,4	34,85	48,56	-39,3	Menuisier entretien 2
60 546	80 225	-32,5	1 708,0	1 719,7	-0,7	35,45	46,65	-31,6	Machiniste 2
52 580	68 575	-30,4	1 639,6	1 719,7	-4,9	32,07	39,88	-24,3	Conducteur d'équip. lourds 2
57 984	80 527	-38,9	1 685,4	1 719,7	-2,0	34,40	46,83	-36,1	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 876	76 821	-26,2	1 556,6	1 627,6	-4,6	39,35	47,37	-20,4	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	58 339	-21,9	310	4	48 163	58 344	-21,1	11 212	17 713
Professionnel communic. 2	741	69 550	79 278	-14,0	506	377	70 056	79 655	-13,7	14 956	22 262
Professionnel communic. 3	111	81 078	94 856	-17,0	105	24	81 184	94 880	-16,9	15 896	26 394
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	74 038	-6,6	1 128	255	70 612	74 293	-5,2	15 886	19 312
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	97 500	-27,0	100	187	76 882	97 688	-27,1	15 285	26 183
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	64 817	-33,8	254	35	48 681	64 852	-33,2	11 107	19 037
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	80 805	-15,8	391	311	70 186	81 116	-15,6	14 637	22 272
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	98 068	-20,8	226	100	81 420	98 169	-20,6	15 983	26 553
Ingénieur 2	610	73 447	98 802	-34,5	109	378	73 557	99 180	-34,8	14 711	28 966
Ingénieur 3	388	90 529	119 904	-32,4	118	114	90 647	120 018	-32,4	17 141	33 444
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	85 177	-12,3	993	192	76 859	85 369	-11,1	16 214	23 503
Avocat et notaire 1	44	63 988	89 471	-39,8	431	154	64 419	89 625	-39,1	14 019	25 847
Avocat et notaire 2	451	94 903	117 934	-24,3	631	509	95 534	118 443	-24,0	18 431	32 319
Avocat et notaire 3	327	124 828	133 945	-7,3	162	201	124 990	134 147	-7,3	22 217	32 734
Moyenne	...	74 513	88 779	-19,1	389	249	74 902	89 028	-18,9	15 295	24 546
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	57 865	-15,5	471	228	50 578	58 092	-14,9	12 050	17 822
Technicien en administration 3	121	56 583	67 608	-19,5	85	417	56 667	68 025	-20,0	12 451	20 425
Techn. documentation 1-2	689	49 928	53 440	-7,0	327	514	50 255	53 954	-7,4	11 704	16 530
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	62 361	-12,2	961	422	56 551	62 783	-11,0	13 816	17 623
Techn. laboratoire 3	528	60 373	66 216	-9,7	1 051	233	61 424	66 449	-8,2	14 646	19 793
Technicien en droit 1-2	456	46 923	63 785	-35,9	70	259	46 994	64 044	-36,3	10 527	19 955
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	74 046	-52,4	314	329	48 892	74 375	-52,1	11 309	24 604
Technicien génie 3	250	56 616	86 584	-52,9	85	71	56 701	86 655	-52,8	12 420	25 863
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	59 417	-14,7	398	393	52 187	59 809	-14,6	12 109	17 555
Techn. informatique 3	941	57 712	69 821	-21,0	681	604	58 392	70 425	-20,6	13 490	19 233
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	56 397	-13,3 *	564	536	50 355	56 933	-13,1 *	12 161	17 429
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	76 268	-56,9	875	745	49 470	77 014	-55,7	12 564	23 706
Moyenne	...	51 465	61 937	-20,3	529	342	51 994	62 279	-19,8	12 325	18 839
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	3	33 841	48 028	-41,9	30	114	33 871	48 142	-42,1	7 830	11 965
Magasinier 1	205	34 965	53 300	-52,4	306	307	35 271	53 607	-52,0	8 968	13 978
Magasinier 2	904	38 656	57 653	-49,1	441	403	39 097	58 056	-48,5	10 010	19 307
Op. duplicateur 1-2	74	37 513	60 389	-61,0	237	304	37 750	60 693	-60,8	9 530	16 975
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	43 648	-17,9	532	512	37 553	44 160	-17,6	9 935	15 926
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	50 410	-24,0	323	186	40 968	50 597	-23,5	10 152	15 604
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	55 269	-22,2	453	127	45 696	55 397	-21,2	11 332	17 823
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	47 482	-23,4	287	251	38 760	47 733	-23,1	9 841	15 314
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	51 794	-22,5	338	397	42 603	52 191	-22,5	10 592	16 576
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	50 011	-13,9	44	379	43 936	50 390	-14,7	10 297	16 281
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	58 819	-19,9	49	310	49 114	59 129	-20,4	11 526	17 137
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	58 357	-28,9	41	516	45 307	58 873	-29,9	10 532	19 011
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	43 025	-21,8	537	267	35 866	43 292	-20,7	9 632	12 613
Acheteur 2	159	44 668	53 704	-20,2	502	108	45 170	53 812	-19,1	11 401	16 130
Moyenne	...	40 868	50 319	-23,1	373	330	41 241	50 649	-22,8	10 359	16 330

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
59 375	76 057	-28,1	1 514,8	1 598,0	-5,5	39,20	47,60	-21,4	Professionnels
85 012	101 917	-19,9	1 520,7	1 558,5	-2,5	55,90	65,39	-17,0	Professionnel communic. 1
97 080	121 274	-24,9	1 493,4	1 598,5	-7,0	65,01	75,87	-16,7	Professionnel communic. 2
86 497	93 604	-8,2	1 554,4	1 538,1	1,1	55,65	60,86	-9,4	Professionnel communic. 3
92 167	123 870	-34,4	1 493,4	1 538,9	-3,0	61,72	80,49	-30,4	Professionnel gest. fin. 2
59 788	83 888	-40,3	1 508,2	1 577,0	-4,6	39,64	53,19	-34,2	Professionnel gest. fin. 3
84 823	103 388	-21,9	1 511,1	1 542,4	-2,1	56,13	67,03	-19,4	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	124 722	-28,0	1 498,8	1 543,8	-3,0	64,99	80,79	-24,3	Analyste proc. adm./inform. 2
88 268	128 145	-45,2	1 496,1	1 569,2	-4,9	59,00	81,66	-38,4	Analyste proc. adm./inform. 3
107 788	153 462	-42,4	1 493,4	1 584,4	-6,1	72,18	96,86	-34,2	Ingénieur 2
93 073	108 872	-17,0	1 534,2	1 602,2	-4,4	60,67	67,95	-12,0	Ingénieur 3
78 438	115 472	-47,2	1 513,2	1 578,4	-4,3	51,84	73,16	-41,1	Professionnel sc. phys. 2
113 965	150 762	-32,3	1 511,4	1 552,9	-2,7	75,41	97,08	-28,7	Avocat et notaire 1
147 207	166 881	-13,4	1 493,4	1 548,7	-3,7	98,57	107,76	-9,3	Avocat et notaire 2
90 197	113 574	-25,9	1 509,6	1 557,8	-3,2	59,77	72,92	-22,0	Avocat et notaire 3
62 628	75 914	-21,2	1 517,5	1 564,0	-3,1	41,27	48,54	-17,6	Moyenne
69 119	88 450	-28,0	1 483,0	1 535,3	-3,5	46,61	57,61	-23,6	Techniciens
61 959	70 484	-13,8	1 537,9	1 488,6	3,2	40,29	47,35	-17,5	Technicien en administration 1-2
70 367	80 405	-14,3	1 539,0	1 633,9	-6,2	45,72	49,21	-7,6 *	Technicien en administration 3
76 070	86 243	-13,4	1 539,7	1 569,3	-1,9 *	49,41	54,96	-11,2	Techn. documentation 1-2
57 521	83 999	-46,0	1 483,0	1 569,2	-5,8	38,79	53,53	-38,0	Techn. laboratoire 1-2
60 201	98 979	-64,4	1 528,1	1 672,5	-9,5	39,40	59,18	-50,2	Techn. laboratoire 3
69 121	112 518	-62,8	1 483,0	1 536,7	-3,6	46,61	73,22	-57,1	Technicien en droit 1-2
64 296	77 365	-20,3	1 525,5	1 606,3	-5,3	42,15	48,16	-14,3	Technicien génie 1-2
71 882	89 658	-24,7	1 540,9	1 534,4	0,4 *	46,65	58,43	-25,3	Technicien génie 3
62 516	74 362	-18,9	1 546,7	1 554,2	-0,5 *	40,42	47,85	-18,4 *	Techn. informatique 1-2
62 034	100 720	-62,4	1 541,9	1 506,2	2,3	40,23	66,87	-66,2	Techn. informatique 3
64 319	81 118	-26,1	1 524,7	1 578,4	-3,5	42,18	51,40	-21,9	Technicien en loisir 1-2
41 702	60 107	-44,1	1 516,7	1 632,6	-7,6	27,49	36,82	-33,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
44 238	67 585	-52,8	1 568,9	1 707,7	-8,8	28,20	39,58	-40,4	Moyenne
49 107	77 363	-57,5	1 545,0	1 681,5	-8,8	31,78	46,01	-44,8	Employés de bureau
47 280	77 668	-64,3	1 545,5	1 609,5	-4,1 *	30,59	48,26	-57,7	Préposé photocopie 2
47 488	60 086	-26,5	1 542,8	1 536,8	0,4 *	30,78	39,10	-27,0	Magasinier 1
51 119	66 200	-29,5	1 531,0	1 540,5	-0,6 *	33,39	42,97	-28,7	Magasinier 2
57 028	73 220	-28,4	1 543,9	1 589,9	-3,0	36,94	46,05	-24,7	Op. duplicateur 1-2
48 601	63 047	-29,7	1 553,4	1 470,2	5,4	31,29	42,88	-37,1	Personnel soutien adm. 1
53 194	68 767	-29,3	1 532,6	1 496,5	2,4	34,71	45,95	-32,4	Personnel soutien adm. 2
54 233	66 670	-22,9	1 489,3	1 568,9	-5,3	36,41	42,49	-16,7	Personnel soutien adm. 3
60 640	76 265	-25,8	1 489,3	1 530,3	-2,7	40,72	49,84	-22,4	Personnel secrétariat 1
55 840	77 884	-39,5	1 634,4	1 687,1	-3,2 *	34,16	46,17	-35,1	Personnel secrétariat 2
45 498	55 905	-22,9	1 542,5	1 575,1	-2,1 *	29,50	35,49	-20,3	Préposé aux renseign. 2
56 571	69 942	-23,6	1 548,0	1 609,8	-4,0	36,54	43,45	-18,9	Préposé aux renseign. 3
51 600	66 980	-29,8	1 537,0	1 536,5	0,0 *	33,58	43,60	-29,8	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	602	38 393	46 549	-21,2	487	179	38 880	46 728	-20,2	10 424	11 301
Concierger 2	2 172	40 133	48 047	-19,7	225	176	40 358	48 223	-19,5	10 328	14 047
Cuisinier 1	14	42 401	48 355	-14,0	237	164	42 638	48 519	-13,8	10 798	11 200
Cuisinier 2	929	44 382	47 460	-6,9 *	527	248	44 909	47 708	-6,2 *	11 630	11 109
Gardien 2	268	36 194	37 537	-3,7	308	199	36 503	37 736	-3,4	9 268	6 033
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	51 617	-42,2	461	736	36 753	52 353	-42,4	9 956	15 697
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	37 119	2,8 *	478	169	38 649	37 287	3,5 *	10 353	9 137
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	35 630	-0,3 *	451	177	35 957	35 807	0,4 *	9 786	7 139
Ouvrier entret. Maint. 2	377	40 096	50 994	-27,2	509	320	40 606	51 315	-26,4	10 794	13 947
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	40 153	-7,6 *	472	156	37 798	40 310	-6,6 *	10 185	9 171
Moyenne	...	38 646	42 368	-9,6	431	189	39 076	42 556	-8,9	10 361	10 488
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	54 339	-38,4	424	186	39 691	54 525	-37,4	10 402	15 483
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	55 902	-31,7	344	305	42 785	56 208	-31,4	10 969	13 783
Électricien entretien 2	369	48 943	67 858	-38,6	348	360	49 290	68 218	-38,4	12 024	25 019
Électricien entretien 3	58	51 318	67 543	-31,6	614	36	51 932	67 579	-30,1	13 129	20 743
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	49 268	-8,0 *	160	280	45 765	49 549	-8,3 *	10 772	12 055
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	66 138	-37,0	107	624	48 392	66 762	-38,0	11 125	21 194
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	68 472	-41,3	607	137	49 076	68 610	-39,8	12 585	23 979
Menuisier entretien 2	281	46 622	63 341	-35,9	490	808	47 111	64 149	-36,2	11 974	23 733
Ouvrier de voirie 2	133	37 204	53 671	-44,3	71	691	37 275	54 362	-45,8	8 444	21 668
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	64 592	-40,0	343	273	46 476	64 865	-39,6	11 481	22 615
Peintre entretien 2	122	42 805	62 730	-46,5	408	780	43 213	63 510	-47,0	11 054	24 370
Machiniste 2	40	48 285	69 398	-43,7	323	299	48 608	69 697	-43,4	11 938	23 036
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	57 907	-35,4	81	546	42 849	58 453	-36,4	9 731	21 913
Moyenne	...	46 380	63 914	-37,8	330	403	46 710	64 317	-37,7	11 427	22 635
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 490	58 383	-20,4	423	301	48 914	58 684	-20,0	11 653	17 540

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 303	58 028	-17,7	1 687,8	1 721,0	-2,0 *	29,21	33,72	-15,4	Employés de service
50 686	62 270	-22,9	1 718,4	1 720,5	-0,1 *	29,50	36,19	-22,7	Préposé buanderie 2
53 436	59 719	-11,8	1 718,5	1 787,8	-4,0	31,10	33,40	-7,4 *	Concierge 2
56 539	58 817	-4,0 *	1 685,8	1 707,2	-1,3 *	33,54	34,45	-2,7 *	Cuisinier 1
45 771	43 769	4,4	1 683,2	1 861,4	-10,6	27,19	23,51	13,5	Cuisinier 2
46 708	68 050	-45,7	1 664,4	1 705,1	-2,4	28,06	39,91	-42,2	Gardien 2
49 002	46 424	5,3 *	1 687,4	1 762,3	-4,4	29,04	26,34	9,3	Journalier/préposé terr. 2
45 743	42 947	6,1	1 687,7	1 693,2	-0,3 *	27,10	25,36	6,4	Préposé cuisine/café. 2
51 399	65 262	-27,0	1 687,7	1 744,8	-3,4	30,45	37,40	-22,8	Préposé entretien lourd 2
47 984	49 481	-3,1 *	1 687,9	1 720,4	-1,9 *	28,43	28,76	-1,2 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
49 438	53 044	-7,3 *	1 692,8	1 730,6	-2,2	29,20	30,68	-5,0 *	Moyenne
									Ouvriers
50 093	70 008	-39,8	1 693,3	1 743,6	-3,0	29,58	40,15	-35,7	Conducteur véh. légers 2
53 754	69 991	-30,2	1 707,6	1 873,8	-9,7	31,48	37,35	-18,7	Conducteur véh. lourds 2
61 314	93 237	-52,1	1 703,9	1 733,7	-1,8	35,98	53,78	-49,4	Électricien entretien 2
65 060	88 322	-35,8	1 684,4	1 757,2	-4,3	38,62	50,26	-30,1	Électricien entretien 3
56 537	61 604	-9,0 *	1 670,7	1 855,8	-11,1	33,84	33,20	1,9 *	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	87 956	-47,8	1 655,8	1 713,7	-3,5	35,94	51,32	-42,8	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	92 588	-50,2	1 688,5	1 754,7	-3,9	36,52	52,77	-44,5	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	87 882	-48,7	1 695,2	1 684,3	0,6 *	34,85	52,18	-49,7	Menuisier entretien 2
45 719	76 030	-66,3	1 639,6	1 653,3	-0,8	27,88	45,99	-64,9	Ouvrier de voirie 2
57 957	87 480	-50,9	1 706,8	1 660,8	2,7	33,96	52,67	-55,1	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	87 880	-61,9	1 699,7	1 657,2	2,5	31,93	53,03	-66,1	Peintre entretien 2
60 546	92 732	-53,2	1 708,0	1 740,7	-1,9 *	35,45	53,27	-50,3	Machiniste 2
52 580	80 366	-52,8	1 639,6	1 655,0	-0,9 *	32,07	48,56	-51,4	Conducteur d'équip. lourds 2
58 137	86 953	-49,6	1 686,4	1 697,5	-0,7 *	34,47	51,30	-48,8	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 567	76 225	-25,9	1 564,6	1 592,4	-1,8	38,96	48,16	-23,6	Moyenne

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Professionnels									
59 375	67 166	-13,1	1 514,8	1 607,6	-6,1	39,20	41,78	-6,6 *	Professionnel communic. 1
85 012	87 598	-3,0 *	1 520,7	1 665,4	-9,5	55,90	52,60	5,9 *	Professionnel communic. 2
97 080	125 494	-29,3	1 493,4	1 670,9	-11,9	65,01	75,11	-15,5	Professionnel communic. 3
59 794	60 887	-1,8 *	1 557,5	1 726,3	-10,8	38,39	35,27	8,1	Professionnel gest. fin. 1
86 497	93 307	-7,9	1 554,4	1 703,0	-9,6	55,65	54,79	1,5 *	Professionnel gest. fin. 2
92 167	130 402	-41,5	1 493,4	1 648,4	-10,4	61,72	79,11	-28,2	Professionnel gest. fin. 3
59 788	79 534	-33,0	1 508,2	1 646,4	-9,2	39,64	48,31	-21,9	Analyste proc. adm./inform. 1
84 823	98 665	-16,3	1 511,1	1 706,8	-13,0	56,13	57,81	-3,0	Analyste proc. adm./inform. 2
97 403	125 289	-28,6	1 498,8	1 684,6	-12,4	64,99	74,37	-14,4	Analyste proc. adm./inform. 3
60 511	70 083	-15,8	1 493,4	1 758,0	-17,7	40,52	39,87	1,6 *	Ingénieur 1
88 268	100 261	-13,6	1 496,1	1 758,2	-17,5	59,00	57,03	3,3 *	Ingénieur 2
107 788	133 294	-23,7	1 493,4	1 737,9	-16,4	72,18	76,70	-6,3 *	Ingénieur 3
60 434	68 522	-13,4 *	1 528,6	1 739,6	-13,8	39,53	39,39	0,4 *	Professionnel sc. phys. 1
93 073	84 979	8,7 *	1 534,2	1 737,8	-13,3	60,67	48,90	19,4	Professionnel sc. phys. 2
98 948	117 817	-19,1	1 493,4	1 658,8	-11,1	66,26	71,03	-7,2	Professionnel sc. phys. 3
78 438	81 191	-3,5 *	1 513,2	1 669,7	-10,3	51,84	48,63	6,2 *	Avocat et notaire 1
113 965	124 764	-9,5	1 511,4	1 650,4	-9,2	75,41	75,59	-0,3 *	Avocat et notaire 2
147 207	162 914	-10,7	1 493,4	1 640,7	-9,9	98,57	99,29	-0,7 *	Avocat et notaire 3
56 745	57 519	-1,4 *	1 493,4	1 717,8	-15,0	38,00	33,48	11,9	Biologiste 1
83 064	78 170	5,9	1 493,4	1 731,6	-16,0	55,62	45,14	18,8	Biologiste 2
97 965	87 877	10,3 *	1 493,4	1 687,3	-13,0	65,60	52,08	20,6	Biologiste 3
90 197	101 949	-13,0	1 509,6	1 702,5	-12,8	59,77	59,99	-0,4 *	Moyenne
Techniciens									
62 628	64 491	-3,0	1 517,5	1 699,0	-12,0	41,27	37,96	8,0	Technicien en administration 1-2
69 119	82 695	-19,6	1 483,0	1 690,0	-14,0	46,61	48,93	-5,0 *	Technicien en administration 3
61 959	65 869	-6,3 *	1 537,9	1 637,4	-6,5	40,29	40,23	0,1 *	Techn. documentation 1-2
70 367	65 580	6,8 *	1 539,0	1 759,4	-14,3	45,72	37,27	18,5	Techn. laboratoire 1-2
76 070	83 225	-9,4	1 539,7	1 733,4	-12,6	49,41	48,01	2,8 *	Techn. laboratoire 3
57 521	79 653	-38,5	1 483,0	1 634,3	-10,2	38,79	48,74	-25,7	Technicien en droit 1-2
69 159	121 927	-76,3	1 483,0	1 622,7	-9,4	46,64	75,14	-61,1	Technicien en droit 3
60 201	79 189	-31,5	1 528,1	1 770,1	-15,8	39,40	44,74	-13,6	Technicien génie 1-2
69 121	106 376	-53,9	1 483,0	1 737,4	-17,2	46,61	61,23	-31,4	Technicien génie 3
64 296	60 438	6,0 *	1 525,5	1 740,9	-14,1	42,15	34,72	17,6	Techn. informatique 1-2
71 882	83 096	-15,6	1 540,9	1 732,4	-12,4	46,65	47,97	-2,8 *	Techn. informatique 3
62 516	48 491	22,4	1 546,7	1 789,0	-15,7	40,42	27,11	32,9	Technicien en loisir 1-2
62 034	76 722	-23,7	1 541,9	1 765,0	-14,5	40,23	43,47	-8,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
64 320	68 056	-5,8	1 524,7	1 721,5	-12,9	42,18	39,55	6,2	Moyenne
Employés de bureau									
44 238	40 618	8,2 *	1 568,9	1 856,5	-18,3	28,20	21,88	22,4 *	Magasinier 1
49 107	60 394	-23,0	1 545,0	1 799,1	-16,4	31,78	33,57	-5,6 *	Magasinier 2
57 697	80 492	-39,5	1 555,1	1 800,4	-15,8	37,10	44,71	-20,5	Magasinier 3
47 488	44 216	6,9	1 542,8	1 738,8	-12,7	30,78	25,43	17,4	Personnel soutien adm. 1
51 119	51 301	-0,4 *	1 531,0	1 737,7	-13,5	33,39	29,52	11,6	Personnel soutien adm. 2
57 028	62 283	-9,2	1 543,9	1 757,2	-13,8	36,94	35,44	4,0 *	Personnel soutien adm. 3
48 601	53 249	-9,6 *	1 553,4	1 671,3	-7,6	31,29	31,86	-1,8 *	Personnel secrétariat 1
53 194	64 325	-20,9	1 532,6	1 665,1	-8,6	34,71	38,63	-11,3	Personnel secrétariat 2
54 233	52 235	3,7 *	1 489,3	1 770,6	-18,9	36,41	29,50	19,0	Préposé aux renseign. 2
60 640	63 408	-4,6 *	1 489,3	1 733,6	-16,4	40,72	36,58	10,2	Préposé aux renseign. 3
55 840	56 177	-0,6 *	1 634,4	1 865,0	-14,1	34,16	30,12	11,8	Préposé télécomm. 1-2
45 498	43 664	4,0 *	1 542,5	1 743,6	-13,0	29,50	25,04	15,1	Téléphoniste-récept. 2
56 571	52 099	7,9 *	1 548,0	1 811,2	-17,0	36,54	28,76	21,3	Acheteur 2
51 600	55 764	-8,1	1 537,0	1 718,5	-11,8	33,58	32,55	3,1	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge 2	2 172	40 133	38 162	4,9 *	225	21	40 358	38 184	5,4 *	10 328	7 418
Cuisinier 1	14	42 401	29 596	30,2	237	4	42 638	29 599	30,6	10 798	5 793
Cuisinier 2	929	44 382	42 817	3,5 *	527	85	44 909	42 902	4,5 *	11 630	8 457
Cuisinier 3	19	46 141	48 840	-5,9 *	191	8	46 332	48 849	-5,4 *	11 111	9 586
Gardien 2	268	36 194	36 941	-2,1 *	308	58	36 503	36 999	-1,4 *	9 268	5 627
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	39 207	-8,0	461	121	36 753	39 328	-7,0 *	9 956	7 323
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	24 824	35,0	478	21	38 649	24 845	35,7	10 353	4 380
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	27 531	22,5	451	28	35 957	27 559	23,4	9 786	7 529
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	41 194	-2,7 *	509	44	40 606	41 238	-1,6 *	10 794	9 742
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	29 008	22,3	472	71	37 798	29 079	23,1	10 185	6 300
Moyenne	...	38 646	31 988	17,2	431	46	39 076	32 035	18,0	10 361	6 500
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	33 098	15,7	424	27	39 691	33 125	16,5	10 402	7 084
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	43 726	-3,0 *	344	86	42 785	43 812	-2,4 *	10 969	8 341
Électricien entretien 2	369	48 943	57 717	-17,9	348	92	49 290	57 809	-17,3	12 024	11 925
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	42 819	6,1 *	160	104	45 765	42 923	6,2 *	10 772	9 500
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	54 653	-13,2	107	129	48 392	54 781	-13,2	11 125	11 405
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	53 508	-10,4	607	93	49 076	53 601	-9,2	12 585	13 137
Menuisier entretien 2	281	46 622	51 501	-10,5 *	490	55	47 111	51 556	-9,4 *	11 974	11 409
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	54 594	-18,3 *	343	0	46 476	54 594	-17,5 *	11 481	12 082
Peintre entretien 2	122	42 805	49 034	-14,6	408	135	43 213	49 169	-13,8	11 054	10 971
Machiniste 2	40	48 285	49 663	-2,9 *	323	65	48 608	49 728	-2,3 *	11 938	11 434
Moyenne	...	46 584	52 080	-11,8	358	56	46 942	52 136	-11,1	11 573	11 441
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 513	51 454	-6,1	425	62	48 938	51 516	-5,3	11 662	11 724

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
50 686	45 601	10,0	1 718,4	1 811,6	-5,4	29,50	25,17	14,7	Concierge 2
53 436	35 392	33,8	1 718,5	1 834,9	-6,8	31,10	19,29	38,0	Cuisinier 1
56 539	51 359	9,2	1 685,8	1 882,0	-11,6	33,54	27,29	18,6	Cuisinier 2
57 444	58 435	-1,7 *	1 684,8	1 889,1	-12,1	34,10	30,93	9,3 *	Cuisinier 3
45 771	42 626	6,9	1 683,2	1 851,5	-10,0	27,19	23,02	15,3	Gardien 2
46 708	46 651	0,1 *	1 664,4	1 826,5	-9,7	28,06	25,54	9,0	Journalier/préposé terr. 2
49 002	29 225	40,4	1 687,4	1 776,4	-5,3	29,04	16,45	43,3	Préposé cuisine/café. 2
45 743	35 088	23,3	1 687,7	1 694,6	-0,4 *	27,10	20,71	23,6	Préposé entretien lourd 2
51 399	50 980	0,8 *	1 687,7	1 778,3	-5,4	30,45	28,67	5,9	Ouvrier entret. Mainten. 2
47 984	35 379	26,3	1 687,9	1 665,7	1,3 *	28,43	21,24	25,3	Préposé entretien léger 2
49 438	38 534	22,1	1 692,8	1 758,1	-3,9	29,20	21,87	25,1	Moyenne
									Ouvriers
50 093	40 210	19,7	1 693,3	1 829,9	-8,1	29,58	21,97	25,7	Conducteur véh. légers 2
53 754	52 153	3,0 *	1 707,6	1 963,0	-15,0	31,48	26,57	15,6	Conducteur véh. lourds 2
61 314	69 734	-13,7 *	1 703,9	1 804,9	-5,9	35,98	38,64	-7,4 *	Électricien entretien 2
56 537	52 422	7,3 *	1 670,7	1 848,0	-10,6	33,84	28,37	16,2	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	66 186	-11,2	1 655,8	1 832,3	-10,7	35,94	36,12	-0,5 *	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	66 738	-8,2 *	1 688,5	1 817,6	-7,6	36,52	36,72	-0,5 *	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	62 965	-6,6 *	1 695,2	1 713,8	-1,1 *	34,85	36,74	-5,4 *	Menuisier entretien 2
57 957	66 676	-15,0 *	1 706,8	1 834,9	-7,5	33,96	36,34	-7,0 *	Ouvrier cert. Entretien 2
54 267	60 140	-10,8 *	1 699,7	1 637,0	3,7 *	31,93	36,74	-15,1	Peintre entretien 2
60 546	61 161	-1,0 *	1 708,0	1 760,5	-3,1 *	35,45	34,74	2,0 *	Machiniste 2
58 515	63 576	-8,6 *	1 691,8	1 809,7	-7,0	34,59	35,18	-1,7 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 600	63 240	-4,4	1 564,1	1 728,2	-10,5	39,00	36,74	5,8	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	741	69 550	83 381	-19,9	506	89	70 056	83 470	-19,1	14 956	33 593
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	85 260	-22,7	1 128	284	70 612	85 543	-21,1	15 886	28 560
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	64 402	-33,0	254	297	48 681	64 699	-32,9	11 107	25 159
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	80 452	-15,3	391	154	70 186	80 605	-14,8	14 637	28 433
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	108 349	-33,4	226	432	81 420	108 780	-33,6	15 983	30 823
Avocat et notaire 2	451	94 903	92 322	2,7 *	631	91	95 534	92 413	3,3 *	18 431	41 301
Moyenne	...	74 995	87 745	-17,0	414	274	75 408	88 019	-16,7	15 399	29 140
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	57 534	-14,8	471	333	50 578	57 867	-14,4	12 050	17 153
Techn. documentation 1-2	689	49 928	56 010	-12,2	327	386	50 255	56 395	-12,2	11 704	15 169
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	62 833	-13,0	961	460	56 551	63 294	-11,9	13 816	16 435
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	75 727	-55,9	314	228	48 892	75 954	-55,4	11 309	25 774
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	58 990	-13,9	398	309	52 187	59 298	-13,6	12 109	16 928
Technicien en loisir 1-2	477	49 791	39 895	19,9	564	376	50 355	40 271	20,0	12 161	6 923
Moyenne	...	51 458	63 040	-22,5	529	380	51 987	63 419	-22,0	12 325	19 060
Employés de bureau											
Magasinier 1	205	34 965	55 485	-58,7	306	162	35 271	55 648	-57,8	8 968	12 460
Magasinier 2	904	38 656	59 149	-53,0	441	454	39 097	59 603	-52,5	10 010	20 181
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	42 838	-15,7 *	532	145	37 553	42 983	-14,5 *	9 935	13 179
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	50 916	-25,3	323	246	40 968	51 162	-24,9	10 152	14 562
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	60 602	-33,9	453	216	45 696	60 818	-33,1	11 332	21 580
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	53 644	-39,4	287	280	38 760	53 924	-39,1	9 841	21 671
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	50 301	-19,0	338	334	42 603	50 635	-18,9	10 592	14 517
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	50 324	-14,7	44	158	43 936	50 482	-14,9	10 297	14 818
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	40 928	-15,8 *	537	182	35 866	41 110	-14,6 *	9 632	10 672
Acheteur 2	159	44 668	54 828	-22,7	502	114	45 170	54 942	-21,6	11 401	13 633
Moyenne	...	40 853	50 622	-23,9	374	255	41 227	50 877	-23,4	10 357	15 462
Employés de service											
Préposé buanderie 2	602	38 393	46 043	-19,9	487	187	38 880	46 230	-18,9	10 424	10 976
Concierge 2	2 172	40 133	47 361	-18,0	225	148	40 358	47 509	-17,7	10 328	13 799
Cuisinier 1	14	42 401	48 093	-13,4	237	187	42 638	48 280	-13,2	10 798	10 569
Cuisinier 2	929	44 382	48 180	-8,6 *	527	226	44 909	48 406	-7,8 *	11 630	10 793
Gardien 2	268	36 194	36 830	-1,8	308	196	36 503	37 026	-1,4	9 268	5 540
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	35 468	7,1 *	478	193	38 649	35 661	7,7	10 353	8 099
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	34 657	2,4 *	451	165	35 957	34 822	3,2 *	9 786	6 328
Ouvrier entret. Maint. 2	377	40 096	49 641	-23,8	509	232	40 606	49 873	-22,8	10 794	12 374
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	39 820	-6,7 *	472	140	37 798	39 959	-5,7 *	10 185	8 900
Moyenne	...	38 634	41 508	-7,4 *	431	169	39 065	41 678	-6,7 *	10 360	9 883

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
85 012	117 063	-37,7	1 520,7	1 502,4	1,2 *	55,90	77,91	-39,4	Professionnels
86 497	114 103	-31,9	1 554,4	1 569,4	-1,0 *	55,65	72,71	-30,7	Professionnel communic. 2
59 788	89 857	-50,3	1 508,2	1 658,0	-9,9	39,64	54,19	-36,7	Professionnel gest. fin. 2
84 823	109 038	-28,5	1 511,1	1 630,5	-7,9	56,13	66,87	-19,1	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	139 603	-43,3	1 498,8	1 566,8	-4,5	64,99	89,10	-37,1	Analyste proc. adm./inform. 2
113 965	133 714	-17,3	1 511,4	1 462,8	3,2 *	75,41	91,41	-21,2	Analyste proc. adm./inform. 3
									Avocat et notaire 2
90 807	117 159	-29,0	1 510,9	1 607,5	-6,4	60,13	73,23	-21,8	Moyenne
62 628	75 020	-19,8	1 517,5	1 586,3	-4,5	41,27	47,29	-14,6	Techniciens
61 959	71 564	-15,5 *	1 537,9	1 562,4	-1,6 *	40,29	45,80	-13,7 *	Technicien en administration 1-2
70 367	79 729	-13,3	1 539,0	1 684,2	-9,4	45,72	47,34	-3,5 *	Techn. documentation 1-2
60 201	101 728	-69,0	1 528,1	1 742,2	-14,0	39,40	58,39	-48,2	Techn. laboratoire 1-2
64 296	76 226	-18,6	1 525,5	1 678,1	-10,0	42,15	45,43	-7,8	Technicien génie 1-2
62 516	47 194	24,5	1 546,7	1 642,1	-6,2 *	40,42	28,74	28,9	Techn. informatique 1-2
64 312	82 479	-28,2	1 524,7	1 628,3	-6,8	42,17	50,63	-20,1	Moyenne
44 238	68 108	-54,0	1 568,9	1 760,0	-12,2	28,20	38,70	-37,2	Employés de bureau
49 107	79 785	-62,5	1 545,0	1 744,8	-12,9	31,78	45,73	-43,9	Magasinier 1
47 488	56 162	-18,3 *	1 542,8	1 634,7	-6,0	30,78	34,36	-11,6 *	Magasinier 2
51 119	65 723	-28,6	1 531,0	1 601,8	-4,6	33,39	41,03	-22,9	Personnel soutien adm. 1
57 028	82 398	-44,5	1 543,9	1 616,6	-4,7	36,94	50,97	-38,0	Personnel soutien adm. 2
48 601	75 595	-55,5	1 553,4	1 465,8	5,6	31,29	51,57	-64,8	Personnel soutien adm. 3
53 194	65 152	-22,5	1 532,6	1 537,2	-0,3 *	34,71	42,38	-22,1	Personnel secrétariat 1
54 233	65 300	-20,4	1 489,3	1 633,8	-9,7	36,41	39,97	-9,8 *	Personnel secrétariat 2
45 498	51 783	-13,8 *	1 542,5	1 659,2	-7,6	29,50	31,21	-5,8 *	Préposé aux renseign. 2
56 571	68 575	-21,2	1 548,0	1 715,3	-10,8	36,54	39,98	-9,4 *	Téléphoniste-récept. 2
51 584	66 339	-28,6	1 536,9	1 591,9	-3,6	33,57	41,75	-24,4	Acheteur 2
49 303	57 207	-16,0	1 687,8	1 721,1	-2,0 *	29,21	33,24	-13,8	Moyenne
50 686	61 308	-21,0	1 718,4	1 747,4	-1,7 *	29,50	35,08	-18,9	Employés de service
53 436	58 848	-10,1 *	1 718,5	1 801,1	-4,8	31,10	32,67	-5,1 *	Préposé buanderie 2
56 539	59 199	-4,7 *	1 685,8	1 755,3	-4,1	33,54	33,72	-0,6 *	Concierge 2
45 771	42 566	7,0	1 683,2	1 872,5	-11,2	27,19	22,73	16,4	Cuisinier 1
49 002	43 760	10,7	1 687,4	1 777,1	-5,3	29,04	24,62	15,2	Cuisinier 2
45 743	41 150	10,0	1 687,7	1 698,1	-0,6 *	27,10	24,23	10,6	Gardien 2
51 399	62 247	-21,1	1 687,7	1 801,9	-6,8	30,45	34,55	-13,4	Préposé cuisine/café. 2
47 984	48 860	-1,8 *	1 687,9	1 738,4	-3,0	28,43	28,11	1,1 *	Préposé entretien lourd 2
49 425	51 561	-4,3 *	1 692,8	1 753,2	-3,6	29,20	29,42	-0,8 *	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
									Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	53 103	-35,2	424	118	39 691	53 221	-34,1	10 402	13 542
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	55 515	-30,8	344	279	42 785	55 794	-30,4	10 969	13 410
Électricien entretien 2	369	48 943	69 260	-41,5	348	51	49 290	69 311	-40,6	12 024	24 815
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	44 547	2,3 *	160	283	45 765	44 830	2,0 *	10 772	8 267
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	66 464	-37,6	107	135	48 392	66 599	-37,6	11 125	19 286
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	68 686	-41,7	607	129	49 076	68 814	-40,2	12 585	24 063
Menuisier entretien 2	281	46 622	71 961	-54,4	490	272	47 111	72 233	-53,3	11 974	28 993
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	64 785	-40,4	343	123	46 476	64 908	-39,7	11 481	22 351
Peintre entretien 2	122	42 805	74 435	-73,9	408	145	43 213	74 580	-72,6	11 054	32 547
Machiniste 2	40	48 285	69 450	-43,8	323	301	48 608	69 751	-43,5	11 938	23 057
Conducteur d'équip. lourds 2	252	42 767	58 693	-37,2	81	46	42 849	58 739	-37,1	9 731	17 815
Moyenne	...	46 584	65 962	-41,6	358	146	46 942	66 108	-40,8	11 573	22 426
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 242	58 184	-20,6	429	270	48 671	58 454	-20,1	11 630	17 672

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
50 093	66 764	-33,3	1 693,3	1 820,7	-7,5	29,58	36,67	-24,0	Ouvriers
53 754	69 204	-28,7	1 707,6	1 897,1	-11,1	31,48	36,48	-15,9	Conducteur véh. légers 2
61 314	94 126	-53,5	1 703,9	1 786,0	-4,8	35,98	52,70	-46,5	Conducteur véh. lourds 2
56 537	53 097	6,1 *	1 670,7	1 878,6	-12,4	33,84	28,26	16,5	Électricien entretien 2
59 517	85 885	-44,3	1 655,8	1 799,2	-8,7	35,94	47,74	-32,8	Mécanicien véh. motor. 1
61 662	92 877	-50,6	1 688,5	1 756,4	-4,0	36,52	52,88	-44,8	Mécanicien véh. motor. 2
59 085	101 226	-71,3	1 695,2	1 763,9	-4,1	34,85	57,39	-64,6	Mécanicien entret. Millwright 2
57 957	87 259	-50,6	1 706,8	1 749,6	-2,5	33,96	49,87	-46,9	Menuisier entretien 2
54 267	107 127	-97,4	1 699,7	1 657,0	2,5	31,93	64,65	-102,5	Ouvrier cert. Entretien 2
60 546	92 808	-53,3	1 708,0	1 740,9	-1,9 *	35,45	53,31	-50,4	Peintre entretien 2
52 580	76 554	-45,6	1 639,6	1 814,7	-10,7	32,07	42,19	-31,5	Machiniste 2
									Conducteur d'équip. lourds 2
58 515	88 534	-51,3	1 691,8	1 770,2	-4,6	34,59	50,13	-44,9	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 300	76 125	-26,2	1 565,0	1 640,6	-4,8	38,78	46,70	-20,4	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	22	47 853	53 466	-11,7	310	27	48 163	53 493	-11,1	11 212	13 029
Professionnel communic. 2	741	69 550	67 513	2,9 *	506	28	70 056	67 541	3,6 *	14 956	17 095
Professionnel communic. 3	111	81 078	99 281	-22,5	105	4	81 184	99 285	-22,3	15 896	22 844
Professionnel gest. fin. 2	460	69 483	75 275	-8,3	1 128	39	70 612	75 313	-6,7	15 886	17 208
Professionnel gest. fin. 3	14	76 782	104 260	-35,8	100	32	76 882	104 293	-35,7	15 285	25 486
Analyste proc. adm./inform. 1	225	48 427	62 959	-30,0	254	55	48 681	63 013	-29,4	11 107	16 995
Analyste proc. adm./inform. 2	4 108	69 795	80 104	-14,8	391	47	70 186	80 151	-14,2	14 637	18 144
Analyste proc. adm./inform. 3	1 090	81 194	101 692	-25,2	226	40	81 420	101 732	-24,9	15 983	23 032
Ingénieur 1	179	49 589	58 095	-17,2	64	35	49 653	58 130	-17,1	10 858	11 943
Ingénieur 2	610	73 447	81 640	-11,2	109	34	73 557	81 675	-11,0	14 711	18 436
Ingénieur 3	388	90 529	111 064	-22,7	118	57	90 647	111 120	-22,6	17 141	22 193
Professionnel sc. phys. 2	491	75 866	69 959	7,8 *	993	11	76 859	69 970	9,0	16 214	14 863
Professionnel sc. phys. 3	116	82 759	96 614	-16,7	108	146	82 867	96 760	-16,8	16 081	20 374
Avocat et notaire 1	44	63 988	63 096	1,4 *	431	40	64 419	63 136	2,0 *	14 019	14 866
Avocat et notaire 2	451	94 903	102 128	-7,6	631	68	95 534	102 196	-7,0	18 431	22 496
Avocat et notaire 3	327	124 828	133 435	-6,9	162	39	124 990	133 475	-6,8	22 217	30 528
Moyenne	...	74 513	82 940	-11,3	389	49	74 902	82 988	-10,8	15 295	18 476
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 970	50 107	51 597	-3,0	471	47	50 578	51 644	-2,1 *	12 050	11 675
Technicien en administration 3	121	56 583	66 085	-16,8	85	72	56 667	66 156	-16,7	12 451	13 787
Techn. documentation 1-2	689	49 928	49 826	0,2 *	327	4	50 255	49 830	0,8 *	11 704	14 307
Techn. laboratoire 1-2	2 151	55 590	51 362	7,6 *	961	163	56 551	51 524	8,9 *	13 816	14 056
Techn. laboratoire 3	528	60 373	64 804	-7,3 *	1 051	172	61 424	64 976	-5,8 *	14 646	18 348
Technicien en droit 1-2	456	46 923	64 705	-37,9	70	38	46 994	64 743	-37,8	10 527	15 108
Technicien génie 1-2	1 483	48 578	64 210	-32,2	314	40	48 892	64 250	-31,4	11 309	14 912
Technicien génie 3	250	56 616	88 301	-56,0	85	31	56 701	88 332	-55,8	12 420	18 068
Techn. informatique 1-2	2 063	51 789	50 208	3,1 *	398	32	52 187	50 241	3,7 *	12 109	10 016
Techn. informatique 3	941	57 712	69 861	-21,1	681	19	58 392	69 880	-19,7	13 490	12 966
Techn. hygiène du trav. 1-2	188	48 595	59 469	-22,4	875	10	49 470	59 479	-20,2	12 564	17 291
Moyenne	...	51 466	54 567	-6,0	529	57	51 995	54 624	-5,1	12 325	12 687
Employés de bureau											
Magasinier 1	205	34 965	34 650	0,9 *	306	29	35 271	34 679	1,7 *	8 968	5 939
Magasinier 2	904	38 656	49 132	-27,1	441	61	39 097	49 193	-25,8	10 010	11 111
Magasinier 3	29	46 256	65 304	-41,2	211	79	46 468	65 383	-40,7	11 230	14 167
Personnel soutien adm. 1	4 619	37 021	36 362	1,8 *	532	57	37 553	36 419	3,0 *	9 935	7 733
Personnel soutien adm. 2	5 872	40 644	41 760	-2,7	323	48	40 968	41 808	-2,1 *	10 152	9 255
Personnel soutien adm. 3	2 217	45 244	51 743	-14,4	453	81	45 696	51 825	-13,4	11 332	10 607
Personnel secrétariat 1	1 459	38 473	43 294	-12,5 *	287	77	38 760	43 370	-11,9 *	9 841	9 510
Personnel secrétariat 2	8 737	42 264	50 548	-19,6	338	31	42 603	50 579	-18,7	10 592	13 072
Préposé aux renseign. 2	747	43 892	41 782	4,8 *	44	14	43 936	41 796	4,9 *	10 297	10 426
Préposé aux renseign. 3	44	49 065	51 295	-4,5 *	49	33	49 114	51 329	-4,5 *	11 526	12 794
Préposé télécomm. 1-2	197	45 266	47 221	-4,3 *	41	76	45 307	47 298	-4,4 *	10 532	8 879
Téléphoniste-récept. 2	205	35 329	35 992	-1,9 *	537	57	35 866	36 050	-0,5 *	9 632	7 590
Acheteur 2	159	44 668	43 754	2,0 *	502	55	45 170	43 810	3,0 *	11 401	8 289
Moyenne	...	40 853	44 962	-10,1	374	49	41 227	45 011	-9,2	10 357	10 428

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
59 375	66 521	-12,0	1 514,8	1 660,6	-9,6	39,20	40,06	-2,2 *	Professionnels
85 012	84 636	0,4 *	1 520,7	1 690,1	-11,1	55,90	50,08	10,4	Professionnel communic. 1
97 080	122 129	-25,8	1 493,4	1 696,6	-13,6	65,01	71,98	-10,7	Professionnel communic. 2
86 497	92 522	-7,0	1 554,4	1 715,1	-10,3	55,65	53,95	3,1 *	Professionnel communic. 3
92 167	129 778	-40,8	1 493,4	1 658,2	-11,0	61,72	78,27	-26,8	Professionnel gest. fin. 2
59 788	80 008	-33,8	1 508,2	1 655,9	-9,8	39,64	48,32	-21,9	Professionnel gest. fin. 3
84 823	98 295	-15,9	1 511,1	1 719,3	-13,8	56,13	57,17	-1,9 *	Analyste proc. adm./inform. 1
97 403	124 763	-28,1	1 498,8	1 691,5	-12,9	64,99	73,76	-13,5	Analyste proc. adm./inform. 2
60 511	70 073	-15,8	1 493,4	1 757,9	-17,7	40,52	39,86	1,6 *	Analyste proc. adm./inform. 3
88 268	100 111	-13,4	1 496,1	1 760,1	-17,6	59,00	56,88	3,6 *	Ingénieur 1
107 788	133 314	-23,7	1 493,4	1 739,2	-16,5	72,18	76,65	-6,2 *	Ingénieur 2
93 073	84 832	8,9 *	1 534,2	1 740,9	-13,5	60,67	48,73	19,7	Ingénieur 3
98 948	117 134	-18,4	1 493,4	1 665,0	-11,5	66,26	70,35	-6,2 *	Professionnel sc. phys. 2
78 438	78 002	0,6 *	1 513,2	1 673,6	-10,6	51,84	46,61	10,1	Professionnel sc. phys. 3
113 965	124 693	-9,4	1 511,4	1 681,1	-11,2	75,41	74,17	1,6 *	Avocat et notaire 1
147 207	164 003	-11,4	1 493,4	1 697,7	-13,7	98,57	96,60	2,0 *	Avocat et notaire 2
90 197	101 464	-12,5	1 509,6	1 714,6	-13,6	59,77	59,23	0,9 *	Avocat et notaire 3
62 628	63 319	-1,1 *	1 517,5	1 716,3	-13,1	41,27	36,89	10,6	Moyenne
69 119	79 943	-15,7	1 483,0	1 711,0	-15,4	46,61	46,72	-0,2 *	Techniciens
61 959	64 137	-3,5 *	1 537,9	1 645,1	-7,0	40,29	38,99	3,2 *	Technicien en administration 1-2
70 367	65 580	6,8 *	1 539,0	1 759,4	-14,3	45,72	37,27	18,5	Technicien en administration 3
76 070	83 325	-9,5	1 539,7	1 734,4	-12,6	49,41	48,04	2,8 *	Techn. documentation 1-2
57 521	79 851	-38,8	1 483,0	1 639,1	-10,5	38,79	48,72	-25,6	Techn. laboratoire 1-2
60 201	79 162	-31,5	1 528,1	1 770,7	-15,9	39,40	44,71	-13,5	Techn. laboratoire 3
69 121	106 399	-53,9	1 483,0	1 738,7	-17,2	46,61	61,19	-31,3	Technicien en droit 1-2
64 296	60 257	6,3 *	1 525,5	1 743,9	-14,3	42,15	34,55	18,0	Technicien génie 1-2
71 882	82 847	-15,3	1 540,9	1 735,6	-12,6	46,65	47,73	-2,3 *	Technicien génie 3
62 034	76 769	-23,8	1 541,9	1 767,9	-14,7	40,23	43,42	-7,9 *	Techn. informatique 1-2
64 320	67 312	-4,7	1 524,7	1 732,0	-13,6	42,18	38,90	7,8	Techn. informatique 3
44 238	40 618	8,2 *	1 568,9	1 856,5	-18,3	28,20	21,88	22,4 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
49 107	60 304	-22,8	1 545,0	1 799,4	-16,5	31,78	33,51	-5,4 *	Moyenne
57 697	79 550	-37,9	1 555,1	1 806,8	-16,2	37,10	44,03	-18,7	Employés de bureau
47 488	44 152	7,0	1 542,8	1 740,3	-12,8	30,78	25,37	17,6	Magasinier 1
51 119	51 063	0,1 *	1 531,0	1 741,1	-13,7	33,39	29,33	12,2	Magasinier 2
57 028	62 431	-9,5	1 543,9	1 764,1	-14,3	36,94	35,39	4,2 *	Magasinier 3
48 601	52 880	-8,8 *	1 553,4	1 675,7	-7,9	31,29	31,56	-0,9 *	Personnel soutien adm. 1
53 194	63 652	-19,7	1 532,6	1 680,2	-9,6	34,71	37,88	-9,1	Personnel soutien adm. 2
54 233	52 222	3,7 *	1 489,3	1 773,6	-19,1	36,41	29,44	19,1	Personnel soutien adm. 3
60 640	64 123	-5,7 *	1 489,3	1 741,7	-16,9	40,72	36,82	9,6 *	Personnel secrétariat 1
55 840	56 177	-0,6 *	1 634,4	1 865,0	-14,1	34,16	30,12	11,8	Personnel secrétariat 2
45 498	43 640	4,1 *	1 542,5	1 744,8	-13,1	29,50	25,01	15,2	Préposé aux renseign. 2
56 571	52 099	7,9 *	1 548,0	1 811,2	-17,0	36,54	28,76	21,3	Préposé aux renseign. 3
51 584	55 439	-7,5	1 536,9	1 725,4	-12,3	33,57	32,20	4,1	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge 2	2 172	40 133	38 162	4,9 *	225	21	40 358	38 184	5,4 *	10 328	7 418
Cuisinier 1	14	42 401	29 596	30,2	237	4	42 638	29 599	30,6	10 798	5 793
Cuisinier 2	929	44 382	42 817	3,5 *	527	85	44 909	42 902	4,5 *	11 630	8 457
Gardien 2	268	36 194	36 872	-1,9 *	308	56	36 503	36 928	-1,2 *	9 268	5 600
Journalier/préposé terr. 2	140	36 292	38 516	-6,1 *	461	89	36 753	38 605	-5,0 *	9 956	6 969
Préposé cuisine/café. 2	2 371	38 170	24 824	35,0	478	21	38 649	24 845	35,7	10 353	4 380
Préposé entretien lourd 2	590	35 506	27 339	23,0	451	23	35 957	27 362	23,9	9 786	7 498
Ouvrier entret. Mainten. 2	377	40 096	41 194	-2,7 *	509	44	40 606	41 238	-1,6 *	10 794	9 742
Préposé entretien léger 2	4 275	37 326	29 008	22,3	472	71	37 798	29 079	23,1	10 185	6 300
Moyenne	...	38 646	31 970	17,3	431	46	39 076	32 015	18,1	10 361	6 493
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	123	39 267	33 013	15,9	424	27	39 691	33 040	16,8	10 402	7 045
Conducteur véh. lourds 2	109	42 441	43 731	-3,0 *	344	86	42 785	43 817	-2,4 *	10 969	8 344
Électricien entretien 2	369	48 943	57 723	-17,9	348	67	49 290	57 790	-17,2	12 024	11 849
Mécanicien véh. motor. 1	19	45 605	42 819	6,1 *	160	104	45 765	42 923	6,2 *	10 772	9 500
Mécanicien véh. motor. 2	158	48 285	54 653	-13,2	107	129	48 392	54 781	-13,2	11 125	11 405
Mécanicien entret. Millwright 2	267	48 469	53 508	-10,4	607	93	49 076	53 601	-9,2	12 585	13 137
Menuisier entretien 2	281	46 622	51 501	-10,5 *	490	55	47 111	51 556	-9,4 *	11 974	11 409
Ouvrier cert. Entretien 2	966	46 133	54 594	-18,3 *	343	0	46 476	54 594	-17,5 *	11 481	12 082
Machiniste 2	40	48 285	49 663	-2,9 *	323	65	48 608	49 728	-2,3 *	11 938	11 434
Moyenne	...	46 584	51 981	-11,6	358	48	46 942	52 029	-10,8	11 573	11 405
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	48 512	51 214	-5,6	425	50	48 938	51 265	-4,8	11 662	11 583

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
50 686	45 601	10,0	1 718,4	1 811,6	-5,4	29,50	25,17	14,7	Employés de service
53 436	35 392	33,8	1 718,5	1 834,9	-6,8	31,10	19,29	38,0	Concierge 2
56 539	51 359	9,2	1 685,8	1 882,0	-11,6	33,54	27,29	18,6	Cuisinier 1
45 771	42 528	7,1	1 683,2	1 852,2	-10,0	27,19	22,96	15,6	Cuisinier 2
46 708	45 574	2,4 *	1 664,4	1 841,6	-10,6	28,06	24,75	11,8	Gardien 2
49 002	29 225	40,4	1 687,4	1 776,4	-5,3	29,04	16,45	43,3	Journalier/préposé terr. 2
45 743	34 860	23,8	1 687,7	1 694,6	-0,4 *	27,10	20,57	24,1	Préposé cuisine/café. 2
51 399	50 980	0,8 *	1 687,7	1 778,3	-5,4	30,45	28,67	5,9	Préposé entretien lourd 2
47 984	35 379	26,3	1 687,9	1 665,7	1,3 *	28,43	21,24	25,3	Ouvrier entret. Mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
49 438	38 508	22,1	1 692,8	1 758,3	-3,9	29,20	21,86	25,2	Moyenne
									Ouvriers
50 093	40 085	20,0	1 693,3	1 831,3	-8,2	29,58	21,89	26,0	Conducteur véh. légers 2
53 754	52 160	3,0 *	1 707,6	1 962,8	-14,9	31,48	26,57	15,6	Conducteur véh. lourds 2
61 314	69 639	-13,6 *	1 703,9	1 811,2	-6,3	35,98	38,45	-6,8 *	Électricien entretien 2
56 537	52 422	7,3 *	1 670,7	1 848,0	-10,6	33,84	28,37	16,2	Mécanicien véh. motor. 1
59 517	66 186	-11,2	1 655,8	1 832,3	-10,7	35,94	36,12	-0,5 *	Mécanicien véh. motor. 2
61 662	66 738	-8,2 *	1 688,5	1 817,6	-7,6	36,52	36,72	-0,5 *	Mécanicien entret. Millwright 2
59 085	62 965	-6,6 *	1 695,2	1 713,8	-1,1 *	34,85	36,74	-5,4 *	Menuisier entretien 2
57 957	66 676	-15,0 *	1 706,8	1 834,9	-7,5	33,96	36,34	-7,0 *	Ouvrier cert. Entretien 2
60 546	61 161	-1,0 *	1 708,0	1 760,5	-3,1 *	35,45	34,74	2,0 *	Machiniste 2
58 515	63 434	-8,4 *	1 691,8	1 809,9	-7,0	34,59	35,09	-1,5 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
60 600	62 848	-3,7	1 564,1	1 735,3	-10,9	39,00	36,32	6,9	Moyenne

Annexe D-1

Distribution des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2017

Secteur	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	76	76	3	8	16	24	57	44
Privé	73	73	6	23	25	30	42	20
« Autre public »	75	75	0	0	0	1	75	74
Administration municipale	65	65	1	0	0	1	64	64
« Entreprises publiques »	63	63	1	1	2	4	60	58
Universitaire	63	63	3	1	7	4	53	58
Administration fédérale	54	54	0	0	0	0	54	54
Autres salariés québécois syndiqués	75	75	0	3	6	6	69	66
Autres salariés québécois non syndiqués	74	74	8	31	31	26	35	17
Privé syndiqué	65	65	4	9	10	11	51	45
Privé non syndiqué	73	73	8	32	32	27	33	14

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2017

Secteur	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
	Salaires	Rémunération globale	Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
			Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	4	8	18	28	77	64
Privé	100	100	6	44	33	33	61	24
« Autre public »	100	100	0	0	0	0	100	100
Administration municipale	100	100	0	0	0	0	100	100
« Entreprises publiques »	100	100	1	0	2	3	97	97
Universitaire	100	100	8	1	7	5	85	94
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	0	5	13	11	87	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	12	56	31	20	56	24
Privé syndiqué	100	100	2	8	20	21	78	71
Privé non syndiqué	100	100	12	57	31	25	56	18

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-16,1	(-20,3 ; -12,0)	-12,5	(-17,5 ; -7,5)
Professionnel communic. 2	PC2	741	-7,5	(-11,2 ; -3,9)	-6,0	(-11,3 ; -0,7)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-20,7	(-23,5 ; -18,0)	-16,1	(-21,3 ; -10,9)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	21	-14,0	(-19,1 ; -9,0)	-3,1 *	(-9,4 ; 3,3)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-8,3	(-10,8 ; -5,9)	-1,4 *	(-4,2 ; 1,5)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-31,5	(-34,7 ; -28,3)	-29,3	(-33,5 ; -25,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-31,3	(-33,8 ; -28,7)	-26,9	(-31,0 ; -22,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-15,2	(-17,0 ; -13,5)	-7,3	(-9,4 ; -5,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-23,5	(-26,2 ; -20,7)	-18,6	(-23,4 ; -13,9)
Ingénieur 1	IN1	179	-18,0	(-21,1 ; -15,0)	0,0 *	(-4,1 ; 4,1)
Ingénieur 2	IN2	610	-16,0	(-20,2 ; -11,8)	-4,4 *	(-9,6 ; 0,7)
Ingénieur 3	IN3	388	-25,1	(-31,4 ; -18,9)	-12,9	(-21,1 ; -4,7)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	19	-15,2 *	(-33,3 ; 2,8)	-1,0 *	(-20,2 ; 18,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	-4,7 *	(-11,6 ; 2,1)	0,4 *	(-8,7 ; 9,5)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	116	-30,0	(-36,2 ; -23,8)	-27,4	(-34,9 ; -19,9)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-32,8	(-36,6 ; -29,0)	-32,5	(-37,6 ; -27,4)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-16,5	(-18,3 ; -14,6)	-15,8	(-18,1 ; -13,5)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-6,2	(-7,5 ; -5,0)	-4,3	(-5,8 ; -2,8)
Biologiste 1	BI1	4	-6,4 *	(-18,2 ; 5,3)	9,1 *	(-2,4 ; 20,5)
Biologiste 2	BI2	177	-9,7	(-17,1 ; -2,4)	-2,3 *	(-15,2 ; 10,7)
Biologiste 3	BI3	34	-20,4	(-29,8 ; -11,0)	-17,5	(-29,3 ; -5,7)
Moyenne		..	-15,2	(-16,6 ; -13,8)	-8,7	(-10,8 ; -6,6)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-9,4	(-11,0 ; -7,8)	-2,9	(-5,0 ; -0,8)
Technicien en administration 3	TA3	121	-18,8	(-22,9 ; -14,6)	-10,0	(-15,9 ; -4,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-6,3	(-9,2 ; -3,4)	-14,5	(-18,8 ; -10,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-2,5 *	(-9,0 ; 4,1)	5,7 *	(-1,8 ; 13,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-8,4	(-13,0 ; -3,9)	-3,7 *	(-9,4 ; 1,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-36,6	(-39,3 ; -33,9)	-32,4	(-34,7 ; -30,2)
Technicien en droit 3	DR3	19	-73,4	(-103,2 ; -43,5)	-60,4	(-85,0 ; -35,8)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-40,4	(-48,2 ; -32,6)	-27,9	(-37,6 ; -18,1)
Technicien génie 3	TG3	250	-54,2	(-60,0 ; -48,5)	-44,5	(-51,0 ; -38,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-2,6 *	(-7,4 ; 2,2)	8,3	(2,6 ; 14,0)
Techn. informatique 3	TI3	941	-21,3	(-26,1 ; -16,4)	-6,8 *	(-14,2 ; 0,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	-9,2 *	(-22,2 ; 3,9)	-11,1 *	(-28,9 ; 6,7)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-25,3	(-41,8 ; -8,8)	-12,3 *	(-32,0 ; 7,5)
Moyenne		..	-12,9	(-14,8 ; -11,0)	-5,4	(-7,9 ; -2,9)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	8,8 *	(-3,1 ; 20,8)	27,2	(16,2 ; 38,2)
Magasinier 1	MG1	205	-15,5 *	(-44,9 ; 13,8)	4,2 *	(-25,7 ; 34,0)
Magasinier 2	MG2	904	-45,4	(-52,2 ; -38,5)	-37,6	(-46,0 ; -29,2)
Magasinier 3	MG3	29	-43,3	(-57,5 ; -29,0)	-31,5	(-49,7 ; -13,3)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	74	-56,2	(-78,5 ; -33,9)	-39,3	(-59,3 ; -19,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-6,2	(-9,2 ; -3,2)	0,8 *	(-3,7 ; 5,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-13,5	(-15,2 ; -11,7)	-7,1	(-10,0 ; -4,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-20,5	(-22,1 ; -18,8)	-18,3	(-21,2 ; -15,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-18,0	(-26,9 ; -9,1)	-17,5	(-28,2 ; -6,8)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-21,6	(-24,4 ; -18,8)	-20,4	(-24,4 ; -16,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-2,4 *	(-7,5 ; 2,8)	6,4 *	(-1,0 ; 13,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-9,2 *	(-19,2 ; 0,7)	-0,2 *	(-13,8 ; 13,4)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-11,8	(-18,5 ; -5,1)	-1,5 *	(-9,7 ; 6,8)
Préposé télécomm. 3	PT3	46	-37,5	(-39,6 ; -35,4)	-36,8	(-40,4 ; -33,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-5,8	(-10,9 ; -0,7)	8,8	(2,4 ; 15,1)
Acheteur 2	AC2	159	-7,2 *	(-20,0 ; 5,5)	5,7 *	(-9,0 ; 20,4)
Moyenne		..	-16,6	(-18,1 ; -15,1)	-12,1	(-14,4 ; -9,8)

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-13,0 *	(-31,7 ; 5,7)	-3,7 *	(-24,5 ; 17,1)
Concierge 2	CO2	2 172	-13,2	(-21,7 ; -4,6)	-12,4	(-22,5 ; -2,2)
Cuisinier 1	CU1	14	16,9	(0,6 ; 33,1)	24,5	(7,7 ; 41,4)
Cuisinier 2	CU2	929	-3,7 *	(-14,8 ; 7,4)	4,3 *	(-6,1 ; 14,7)
Cuisinier 3	CU3	19	-7,4 *	(-22,6 ; 7,8)	5,5 *	(-13,7 ; 24,7)
Gardien 2	GA2	268	-3,4	(-4,5 ; -2,3)	13,8	(12,5 ; 15,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-40,0	(-46,7 ; -33,2)	-38,7	(-47,6 ; -29,7)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	28,8	(18,5 ; 39,0)	36,8	(26,5 ; 47,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	9,1	(3,4 ; 14,7)	13,5	(8,0 ; 19,1)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-20,4	(-25,3 ; -15,5)	-14,8	(-20,3 ; -9,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	-2,9 *	(-16,5 ; 10,7)	2,8 *	(-9,1 ; 14,8)
Moyenne		..	-0,2 *	(-8,3 ; 8,0)	5,7 *	(-1,6 ; 13,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	-29,3	(-36,1 ; -22,5)	-25,0	(-32,3 ; -17,6)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-18,2	(-27,8 ; -8,6)	-2,2 *	(-12,8 ; 8,4)
Électricien entretien 2	EL2	369	-35,6	(-48,1 ; -23,1)	-43,0	(-60,9 ; -25,1)
Électricien entretien 3	EL3	58	-30,8	(-41,1 ; -20,6)	-29,0	(-41,3 ; -16,7)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-2,2 *	(-8,3 ; 4,0)	7,8	(0,3 ; 15,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-28,2	(-34,1 ; -22,2)	-26,5	(-34,8 ; -18,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-30,6	(-39,0 ; -22,2)	-28,9	(-40,2 ; -17,6)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-32,2	(-39,2 ; -25,1)	-43,1	(-52,2 ; -34,1)
Ouvrier de voirie 2	VO2	133	-44,3	(-46,2 ; -42,3)	-64,9	(-66,8 ; -63,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	267	-21,7	(-22,2 ; -21,1)	-51,5	(-56,3 ; -46,7)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-39,0	(-43,3 ; -34,7)	-52,7	(-60,9 ; -44,5)
Peintre entretien 2	PE2	122	-44,3	(-55,4 ; -33,2)	-62,6	(-79,2 ; -46,0)
Machiniste 2	MA2	40	-37,9	(-54,7 ; -21,1)	-42,7	(-56,6 ; -28,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-30,3	(-37,5 ; -23,1)	-39,6	(-54,1 ; -25,0)
Moyenne		..	-33,2	(-36,8 ; -29,6)	-41,2	(-46,2 ; -36,3)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-13,9	(-15,5 ; -12,3)	-8,6	(-10,5 ; -6,7)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-12,3	(-21,0 ; -3,6)	-3,0 *	(-11,9 ; 5,9)
Professionnel communic. 2	PC2	741	1,8 *	(-4,0 ; 7,5)	8,1	(0,6 ; 15,7)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-22,9	(-28,8 ; -17,0)	-11,5	(-21,3 ; -1,6)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	21	-4,9 *	(-11,4 ; 1,6)	9,4	(1,8 ; 17,0)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-8,6	(-11,6 ; -5,5)	2,5 *	(-1,5 ; 6,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-36,3	(-40,3 ; -32,3)	-27,5	(-34,0 ; -21,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-30,1	(-34,0 ; -26,3)	-22,5	(-29,9 ; -15,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-14,8	(-17,1 ; -12,5)	-2,4 *	(-4,8 ; 0,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-25,3	(-30,0 ; -20,6)	-13,6	(-22,0 ; -5,3)
Ingénieur 1	IN1	179	-17,7	(-20,8 ; -14,6)	0,8 *	(-3,1 ; 4,7)
Ingénieur 2	IN2	610	-11,7	(-15,9 ; -7,4)	2,8 *	(-1,6 ; 7,1)
Ingénieur 3	IN3	388	-23,9	(-31,4 ; -16,5)	-8,4 *	(-16,9 ; 0,1)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	19	-13,3 *	(-32,7 ; 6,1)	2,2 *	(-17,9 ; 22,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	9,1	(2,9 ; 15,4)	19,8	(11,8 ; 27,8)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	116	-13,6	(-22,1 ; -5,2)	-3,6 *	(-11,4 ; 4,3)
Avocat et notaire 1	AN1	44	2,4 *	(-4,1 ; 8,9)	10,1	(1,9 ; 18,2)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-6,7	(-10,6 ; -2,7)	-0,2 *	(-4,9 ; 4,5)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-6,8	(-9,1 ; -4,5)	0,7 *	(-2,5 ; 4,0)
Biologiste 1	BI1	4	-4,2 *	(-14,2 ; 5,8)	11,9	(2,9 ; 20,8)
Biologiste 2	BI2	177	3,7 *	(-1,3 ; 8,8)	18,8	(14,6 ; 23,1)
Biologiste 3	BI3	34	7,9 *	(-4,5 ; 20,3)	20,6	(9,7 ; 31,5)
Moyenne		..	-11,3	(-13,0 ; -9,6)	0,2 *	(-2,1 ; 2,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-3,9	(-6,5 ; -1,3)	8,8	(5,8 ; 11,7)
Technicien en administration 3	TA3	121	-19,3	(-25,7 ; -12,9)	-4,6 *	(-13,5 ; 4,4)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-2,5 *	(-11,0 ; 6,0)	-0,3 *	(-11,7 ; 11,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-0,7 *	(-9,0 ; 7,6)	9,8	(0,5 ; 19,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-6,8	(-13,5 ; -0,1)	3,5 *	(-2,8 ; 9,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-38,9	(-43,5 ; -34,2)	-27,2	(-33,9 ; -20,5)
Technicien en droit 3	DR3	19	-76,9	(-107,4 ; -46,4)	-62,1	(-87,6 ; -36,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-39,1	(-48,3 ; -30,0)	-23,5	(-34,2 ; -12,8)
Technicien génie 3	TG3	250	-55,3	(-66,9 ; -43,6)	-31,9	(-41,0 ; -22,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-0,3 *	(-5,6 ; 5,0)	13,1	(7,2 ; 18,9)
Techn. informatique 3	TI3	941	-22,5	(-28,4 ; -16,6)	-4,7 *	(-13,2 ; 3,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	21,2	(13,1 ; 29,3)	32,0	(21,4 ; 42,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-23,3	(-40,4 ; -6,1)	-9,1 *	(-29,0 ; 10,8)
Moyenne		..	-8,8	(-11,2 ; -6,3)	3,9	(1,0 ; 6,9)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	13,0	(0,5 ; 25,5)	32,6	(21,8 ; 43,4)
Magasinier 1	MG1	205	-11,4 *	(-41,9 ; 19,2)	10,6 *	(-18,1 ; 39,4)
Magasinier 2	MG2	904	-45,7	(-56,8 ; -34,6)	-32,7	(-46,1 ; -19,3)
Magasinier 3	MG3	29	-44,4	(-62,3 ; -26,4)	-29,1	(-51,6 ; -6,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	74	-57,2	(-79,9 ; -34,5)	-39,4	(-60,3 ; -18,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-0,8 *	(-4,8 ; 3,3)	13,6	(9,0 ; 18,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-6,6	(-9,1 ; -4,1)	6,5	(3,3 ; 9,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-17,7	(-24,1 ; -11,3)	-2,5 *	(-10,6 ; 5,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-14,5 *	(-30,4 ; 1,5)	-4,9 *	(-21,9 ; 12,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-19,5	(-23,8 ; -15,2)	-10,6	(-15,8 ; -5,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	1,4 *	(-4,7 ; 7,5)	14,4	(6,9 ; 22,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-11,3 *	(-26,6 ; 4,1)	1,6 *	(-16,7 ; 19,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-4,5 *	(-10,0 ; 0,9)	11,0	(6,4 ; 15,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-3,0 *	(-8,2 ; 2,1)	13,5	(7,6 ; 19,4)
Acheteur 2	AC2	159	0,3 *	(-15,6 ; 16,2)	19,3	(5,5 ; 33,0)
Moyenne		..	-12,6	(-15,0 ; -10,3)	-0,4 *	(-3,4 ; 2,6)

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-11,6 *	(-31,6 ; 8,3)	-2,1 *	(-24,0 ; 19,9)
Concierge 2	CO2	2 172	-10,1 *	(-21,4 ; 1,3)	-7,0 *	(-20,0 ; 6,0)
Cuisinier 1	CU1	14	18,3	(2,1 ; 34,5)	26,4	(9,9 ; 42,9)
Cuisinier 2	CU2	929	-3,6 *	(-18,3 ; 11,1)	7,6 *	(-6,4 ; 21,7)
Cuisinier 3	CU3	19	-5,9 *	(-22,0 ; 10,3)	9,3 *	(-8,9 ; 27,4)
Gardien 2	GA2	268	-1,8	(-2,5 ; -1,1)	16,3	(15,5 ; 17,0)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-5,0 *	(-22,8 ; 12,8)	8,6 *	(-9,9 ; 27,0)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	30,5	(21,0 ; 40,0)	38,8	(29,4 ; 48,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	11,4	(5,7 ; 17,1)	16,5	(11,1 ; 21,8)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	377	-15,7	(-21,9 ; -9,4)	-6,0	(-12,0 ; -0,1)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	-1,7 *	(-17,2 ; 13,8)	5,1 *	(-8,8 ; 19,1)
Moyenne		..	2,0 *	(-7,7 ; 11,8)	9,5	(0,6 ; 18,4)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	-21,6	(-33,6 ; -9,5)	-10,5 *	(-22,0 ; 0,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-16,8	(-26,9 ; -6,7)	0,2 *	(-10,9 ; 11,3)
Électricien entretien 2	EL2	369	-36,6	(-54,8 ; -18,4)	-38,2	(-64,5 ; -11,8)
Électricien entretien 3	EL3	58	-24,5	(-38,7 ; -10,3)	-22,1	(-38,2 ; -6,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	4,2 *	(-2,1 ; 10,6)	16,3	(10,2 ; 22,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-20,1	(-29,3 ; -10,9)	-9,5 *	(-20,4 ; 1,3)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-30,6	(-39,2 ; -22,0)	-28,7	(-40,3 ; -17,2)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-29,3	(-56,1 ; -2,5)	-31,3 *	(-64,1 ; 1,5)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-38,2	(-46,5 ; -29,9)	-42,7	(-56,2 ; -29,2)
Peintre entretien 2	PE2	122	-61,2	(-93,5 ; -29,0)	-84,8	(-133,6 ; -36,0)
Machiniste 2	MA2	40	-37,9	(-54,8 ; -21,0)	-42,8	(-56,7 ; -28,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-21,8	(-37,6 ; -6,1)	-10,6 *	(-30,8 ; 9,7)
Moyenne		..	-32,2	(-38,6 ; -25,7)	-31,8	(-40,7 ; -22,9)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-10,2	(-12,2 ; -8,1)	0,8 *	(-1,5 ; 3,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-18,9	(-21,7 ; -16,1)	-19,7	(-22,7 ; -16,8)
Professionnel communic. 2	PC2	741	-13,7	(-15,2 ; -12,2)	-16,2	(-18,1 ; -14,4)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-19,3	(-21,8 ; -16,8)	-19,4	(-22,2 ; -16,5)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	21	-35,2	(-39,1 ; -31,3)	-34,8	(-38,8 ; -30,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-7,8	(-11,9 ; -3,7)	-10,2	(-14,7 ; -5,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-27,7	(-32,0 ; -23,3)	-30,8	(-36,4 ; -25,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-32,7	(-36,1 ; -29,2)	-32,8	(-36,3 ; -29,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-16,2	(-18,6 ; -13,8)	-19,4	(-22,4 ; -16,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-21,4	(-23,9 ; -18,9)	-24,7	(-28,0 ; -21,3)
Ingénieur 1	IN1	179	-31,2	(-32,0 ; -30,5)	-32,7	(-33,8 ; -31,6)
Ingénieur 2	IN2	610	-34,6	(-36,8 ; -32,3)	-39,5	(-42,7 ; -36,3)
Ingénieur 3	IN3	388	-30,1	(-32,0 ; -28,3)	-34,1	(-36,9 ; -31,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	-18,4	(-20,0 ; -16,9)	-20,3	(-22,1 ; -18,5)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-40,1	(-41,7 ; -38,4)	-41,8	(-43,6 ; -40,0)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-22,2	(-23,4 ; -20,9)	-25,4	(-27,1 ; -23,8)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-5,8	(-7,2 ; -4,5)	-7,7	(-9,1 ; -6,3)
Moyenne		..	-19,5	(-21,2 ; -17,9)	-22,4	(-24,5 ; -20,3)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-15,8	(-17,2 ; -14,4)	-17,8	(-19,6 ; -16,0)
Technicien en administration 3	TA3	121	-17,7	(-20,3 ; -15,2)	-20,6	(-23,8 ; -17,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-7,0	(-10,2 ; -3,9)	-17,7	(-22,2 ; -13,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-10,6	(-13,5 ; -7,6)	-16,1	(-19,1 ; -13,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-11,4	(-14,0 ; -8,8)	-18,8	(-22,9 ; -14,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-34,8	(-35,7 ; -33,9)	-36,7	(-37,7 ; -35,7)
Technicien en droit 3	DR3	19	-26,5	(-27,3 ; -25,6)	-36,8	(-39,4 ; -34,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-46,8	(-51,1 ; -42,6)	-53,3	(-58,8 ; -47,9)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-15,0	(-16,9 ; -13,1)	-21,3	(-24,1 ; -18,6)
Techn. informatique 3	TI3	941	-15,2	(-17,7 ; -12,6)	-18,1	(-21,7 ; -14,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	-27,5	(-36,2 ; -18,9)	-40,3	(-49,3 ; -31,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-48,8	(-52,8 ; -44,8)	-57,3	(-63,1 ; -51,5)
Moyenne		..	-19,8	(-21,2 ; -18,4)	-24,3	(-26,1 ; -22,6)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	-28,5	(-32,7 ; -24,2)	-31,0	(-36,5 ; -25,4)
Magasinier 1	MG1	205	-43,7	(-49,3 ; -38,2)	-45,0	(-51,5 ; -38,6)
Magasinier 2	MG2	904	-44,9	(-47,2 ; -42,5)	-45,8	(-50,2 ; -41,4)
Magasinier 3	MG3	29	-39,1	(-41,9 ; -36,3)	-41,6	(-45,9 ; -37,3)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	74	-35,0	(-38,6 ; -31,5)	-36,2	(-39,6 ; -32,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-18,4	(-19,8 ; -17,1)	-32,1	(-34,8 ; -29,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-23,5	(-25,1 ; -21,9)	-29,7	(-32,7 ; -26,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-21,3	(-22,0 ; -20,7)	-23,7	(-24,4 ; -23,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-22,2	(-23,4 ; -21,0)	-34,5	(-37,2 ; -31,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-24,1	(-27,0 ; -21,2)	-34,1	(-38,8 ; -29,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-13,0	(-14,7 ; -11,4)	-19,3	(-21,9 ; -16,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-4,9	(-7,5 ; -2,2)	-4,4 *	(-8,9 ; 0,1)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-31,9	(-41,2 ; -22,6)	-39,9	(-44,3 ; -35,5)
Préposé télécomm. 3	PT3	46	-37,5	(-39,6 ; -35,4)	-36,8	(-40,4 ; -33,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-24,8	(-28,4 ; -21,2)	-28,8	(-32,4 ; -25,2)
Acheteur 2	AC2	159	-19,9	(-20,7 ; -19,2)	-20,1	(-20,9 ; -19,2)
Moyenne		..	-23,2	(-24,6 ; -21,8)	-31,4	(-33,7 ; -29,1)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-49,1	(.. ; ..)	-50,1	(.. ; ..)
Concierge 2	CO2	2 172	-23,4	(-34,8 ; -12,1)	-31,3	(-48,6 ; -14,0)
Gardien 2	GA2	268	-43,6	(-48,7 ; -38,5)	-53,4	(-60,7 ; -46,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-44,5	(-50,1 ; -38,8)	-45,0	(-52,7 ; -37,4)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	-15,1	(-17,5 ; -12,8)	-16,3	(-18,9 ; -13,7)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	-24,0	(-26,4 ; -21,5)	-29,9	(-32,5 ; -27,3)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-32,4	(-38,6 ; -26,2)	-38,7	(-48,8 ; -28,6)
Moyenne		..	-19,5	(-22,5 ; -16,5)	-24,5	(-28,2 ; -20,8)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-37,7	(-40,1 ; -35,2)	-39,2	(-41,5 ; -36,9)
Électricien entretien 2	EL2	369	-33,4	(-35,3 ; -31,4)	-54,1	(-57,6 ; -50,6)
Électricien entretien 3	EL3	58	-39,8	(-40,6 ; -39,0)	-39,2	(-40,5 ; -37,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-32,0	(-34,1 ; -29,9)	-33,3	(-36,3 ; -30,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-36,8	(-39,0 ; -34,5)	-46,0	(-48,4 ; -43,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-30,1	(-32,3 ; -27,8)	-36,5	(-41,1 ; -31,8)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-33,1	(-34,4 ; -31,8)	-47,4	(-49,1 ; -45,7)
Ouvrier de voirie 2	VO2	133	-44,3	(-46,2 ; -42,3)	-64,9	(-66,8 ; -63,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	267	-21,7	(-22,2 ; -21,1)	-51,5	(-56,3 ; -46,7)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-39,7	(-43,5 ; -35,9)	-61,8	(-66,4 ; -57,1)
Peintre entretien 2	PE2	122	-38,0	(-42,5 ; -33,6)	-54,3	(-61,6 ; -47,0)
Machiniste 2	MA2	40	-30,9	(-30,9 ; -30,9)	-37,9	(-37,9 ; -37,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-34,9	(-36,0 ; -33,8)	-57,4	(-58,9 ; -55,9)
Moyenne		..	-34,7	(-35,8 ; -33,5)	-50,3	(-52,0 ; -48,7)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-21,5	(-22,7 ; -20,4)	-27,4	(-29,1 ; -25,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	741	-11,0	(-14,0 ; -8,0)	-21,2	(-24,7 ; -17,7)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-22,3	(-26,3 ; -18,4)	-28,4	(-35,9 ; -20,8)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-22,6	(-24,7 ; -20,5)	-34,3	(-37,4 ; -31,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-23,2	(-24,9 ; -21,5)	-35,9	(-37,9 ; -33,8)
Ingénieur 2	IN2	610	-25,0	(-25,5 ; -24,4)	-33,4	(-34,3 ; -32,5)
Ingénieur 3	IN3	388	-16,1	(-17,0 ; -15,2)	-23,0	(-25,1 ; -20,9)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-9,0	(-9,7 ; -8,4)	-20,1	(-21,0 ; -19,3)
Avocat et notaire 3	AN3	327	17,4	(12,0 ; 22,8)	8,1 *	(-0,3 ; 16,6)
Moyenne		..	-19,0	(-19,8 ; -18,3)	-30,2	(-31,2 ; -29,3)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-21,9	(-23,0 ; -20,9)	-38,3	(-39,5 ; -37,2)
Technicien en administration 3	TA3	121	-33,0	(-35,3 ; -30,7)	-45,3	(-48,8 ; -41,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-9,6	(-14,1 ; -5,0)	-30,8	(-33,9 ; -27,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-10,5	(-11,0 ; -10,1)	-25,1	(-26,6 ; -23,5)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-25,1	(-26,4 ; -23,9)	-39,5	(-41,6 ; -37,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-42,0	(-43,9 ; -40,1)	-54,5	(-58,2 ; -50,8)
Technicien génie 3	TG3	250	-40,9	(-42,9 ; -39,0)	-43,7	(-47,0 ; -40,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-25,5	(-27,2 ; -23,8)	-41,4	(-43,4 ; -39,5)
Techn. informatique 3	TI3	941	-39,0	(-54,4 ; -23,6)	-56,8	(-77,3 ; -36,3)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	-28,9	(-37,5 ; -20,3)	-42,2	(-51,0 ; -33,5)
Moyenne		..	-25,6	(-26,6 ; -24,5)	-41,1	(-42,6 ; -39,7)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	-25,2	(-32,6 ; -17,8)	-44,6	(-46,4 ; -42,7)
Magasinier 1	MG1	205	-59,3	(-65,7 ; -52,9)	-72,8	(-77,4 ; -68,1)
Magasinier 2	MG2	904	-56,1	(-59,0 ; -53,1)	-68,8	(-72,8 ; -64,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-22,6	(-23,7 ; -21,6)	-42,0	(-43,6 ; -40,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-29,3	(-30,8 ; -27,9)	-43,6	(-45,3 ; -42,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-30,1	(-35,5 ; -24,7)	-51,7	(-55,8 ; -47,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-25,4	(-28,0 ; -22,7)	-39,0	(-41,2 ; -36,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-26,3	(-27,6 ; -25,1)	-43,7	(-45,5 ; -41,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-24,3	(-26,0 ; -22,6)	-42,0	(-46,6 ; -37,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-31,0	(-34,8 ; -27,2)	-39,8	(-42,3 ; -37,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-21,4	(-25,2 ; -17,7)	-27,6	(-32,1 ; -23,1)
Acheteur 2	AC2	159	-29,9	(-34,2 ; -25,6)	-27,6	(-37,0 ; -18,2)
Moyenne		..	-28,1	(-29,2 ; -27,0)	-44,4	(-45,6 ; -43,2)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-51,7	(-55,9 ; -47,5)	-55,1	(-61,1 ; -49,0)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	-40,2	(-40,7 ; -39,7)	-44,8	(-47,1 ; -42,5)
Ouvrier entret. Maint. 2	OM2	377	-45,0	(-48,4 ; -41,6)	-57,8	(-61,5 ; -54,1)
Moyenne		..	-24,4	(-27,4 ; -21,4)	-30,9	(-35,4 ; -26,4)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-32,8	(-37,0 ; -28,6)	-44,6	(-49,0 ; -40,2)
Électricien entretien 2	EL2	369	-35,0	(-36,0 ; -34,1)	-66,5	(-71,0 ; -62,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-31,2	(-34,2 ; -28,2)	-49,3	(-55,1 ; -43,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-38,0	(-40,8 ; -35,2)	-58,9	(-68,9 ; -48,8)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-33,8	(-35,4 ; -32,3)	-53,4	(-56,7 ; -50,1)
Ouvrier de voirie 2	VO2	133	-44,3	(-46,2 ; -42,4)	-65,0	(-66,8 ; -63,1)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-38,1	(-41,7 ; -34,6)	-66,7	(-70,7 ; -62,6)
Peintre entretien 2	PE2	122	-38,3	(-40,6 ; -36,0)	-65,6	(-71,5 ; -59,7)
Machiniste 2	MA2	40	-34,8	(-34,8 ; -34,8)	-49,4	(-49,4 ; -49,4)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-35,1	(-36,2 ; -34,0)	-57,9	(-59,5 ; -56,4)
Moyenne		..	-35,3	(-36,4 ; -34,1)	-59,0	(-61,0 ; -57,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-25,3	(-25,9 ; -24,6)	-39,7	(-40,4 ; -38,9)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-12,2	(-16,4 ; -8,0)	-16,1	(-25,2 ; -6,9)
Professionnel communic. 2	PC2	741	-15,5	(-19,1 ; -12,0)	-17,3	(-22,4 ; -12,1)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-30,1	(-38,1 ; -22,1)	-32,3	(-41,7 ; -22,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-1,4 *	(-5,9 ; 3,1)	-2,6 *	(-7,5 ; 2,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-23,1	(-30,6 ; -15,7)	-27,2	(-36,7 ; -17,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-6,0	(-10,5 ; -1,5)	-5,5 *	(-11,0 ; 0,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-14,5	(-18,8 ; -10,2)	-17,0	(-22,4 ; -11,6)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-21,3	(-25,8 ; -16,7)	-26,2	(-32,3 ; -20,1)
Ingénieur 2	IN2	610	-37,1	(-40,6 ; -33,6)	-44,2	(-49,0 ; -39,4)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-7,2	(-12,6 ; -1,9)	-5,5	(-9,1 ; -2,0)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-1,0	(-2,0 ; 0,0)	-2,7	(-3,7 ; -1,7)
Moyenne		..	-18,8	(-21,8 ; -15,8)	-22,3	(-26,1 ; -18,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-13,5	(-18,2 ; -8,8)	-14,1	(-20,2 ; -8,1)
Technicien en administration 3	TA3	121	-9,8	(-13,2 ; -6,5)	-6,5	(-9,3 ; -3,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-0,4 *	(-3,7 ; 2,9)	-3,3	(-6,4 ; -0,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-20,7	(-35,4 ; -6,0)	-31,5	(-44,5 ; -18,4)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-21,8	(-27,0 ; -16,7)	-20,9	(-25,9 ; -15,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-55,2	(-62,6 ; -47,8)	-60,8	(-71,3 ; -50,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-7,7	(-11,0 ; -4,5)	-7,7	(-11,5 ; -3,9)
Techn. informatique 3	TI3	941	-12,3	(-14,0 ; -10,6)	-13,5	(-15,7 ; -11,3)
Moyenne		..	-17,3	(-20,9 ; -13,6)	-20,1	(-24,5 ; -15,6)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	205	-30,5	(-41,9 ; -19,1)	-22,8	(-38,6 ; -6,9)
Magasinier 2	MG2	904	-51,0	(-53,7 ; -48,3)	-58,2	(-64,5 ; -51,8)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-8,9	(-11,2 ; -6,6)	-9,0	(-11,5 ; -6,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-25,8	(-30,9 ; -20,6)	-36,1	(-45,7 ; -26,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-12,7	(-18,4 ; -7,0)	-14,4	(-21,5 ; -7,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-26,7	(-32,8 ; -20,6)	-31,0	(-37,3 ; -24,8)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-24,7	(-34,1 ; -15,3)	-31,7	(-47,6 ; -15,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-7,1	(-8,6 ; -5,5)	-2,8	(-5,4 ; -0,2)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-2,0	(-3,6 ; -0,5)	2,9	(0,6 ; 5,1)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-44,6	(-57,7 ; -31,4)	-42,7	(-52,7 ; -32,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-13,4	(-17,3 ; -9,6)	-11,5	(-21,3 ; -1,7)
Moyenne		..	-21,9	(-26,3 ; -17,5)	-27,1	(-34,4 ; -19,8)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	268	-51,5	(-57,3 ; -45,8)	-56,3	(-65,6 ; -47,0)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-27,2	(-45,1 ; -9,4)	-21,2 *	(-42,9 ; 0,5)
Préposé cuisine/cafét. 2	CC2	2 371	-12,3	(-19,2 ; -5,3)	-10,1	(-18,0 ; -2,1)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-26,9	(-35,9 ; -17,8)	-25,9	(-38,9 ; -12,9)
Moyenne		..	-15,8	(-19,5 ; -12,1)	-18,7	(-22,6 ; -14,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-43,0	(-45,1 ; -41,0)	-37,5	(-39,5 ; -35,4)
Électricien entretien 2	EL2	369	-35,9	(-39,4 ; -32,5)	-34,8	(-37,5 ; -32,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-39,8	(-42,6 ; -37,1)	-44,6	(-46,7 ; -42,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-27,7	(-29,5 ; -25,9)	-22,5	(-25,5 ; -19,6)
Moyenne		..	-38,7	(-40,3 ; -37,1)	-44,6	(-47,8 ; -41,4)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,0	(-23,0 ; -17,0)	-23,9	(-28,3 ; -19,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	741	-12,9	(-16,0 ; -9,7)	-15,3	(-18,5 ; -12,1)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-13,4	(-16,9 ; -9,9)	-16,7	(-19,9 ; -13,5)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-9,8	(-14,9 ; -4,6)	-12,8	(-18,3 ; -7,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-24,0	(-30,7 ; -17,3)	-26,7	(-33,4 ; -20,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-13,5	(-15,5 ; -11,4)	-16,6	(-18,5 ; -14,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-17,4	(-20,1 ; -14,8)	-20,9	(-23,1 ; -18,6)
Ingénieur 2	IN2	610	-18,9	(-19,3 ; -18,4)	-21,4	(-22,1 ; -20,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	0,8 *	(-1,3 ; 2,8)	-2,6	(-4,9 ; -0,2)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-3,6 *	(-15,1 ; 7,9)	-4,8 *	(-16,8 ; 7,1)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-4,0	(-7,0 ; -0,9)	-4,6	(-7,9 ; -1,4)
Moyenne		..	-10,8	(-11,9 ; -9,7)	-13,6	(-14,7 ; -12,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-10,8	(-13,0 ; -8,5)	-15,6	(-18,5 ; -12,7)
Technicien en administration 3	TA3	121	-15,7	(-19,2 ; -12,2)	-22,0	(-27,2 ; -16,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-6,3	(-12,4 ; -0,2)	-13,1	(-20,7 ; -5,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-2,0 *	(-5,4 ; 1,4)	-2,7 *	(-5,9 ; 0,6)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-10,2	(-12,8 ; -7,7)	-17,2	(-21,6 ; -12,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-24,3	(-28,9 ; -19,7)	-27,4	(-31,2 ; -23,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-18,3	(-22,6 ; -13,9)	-21,9	(-27,0 ; -16,9)
Technicien génie 3	TG3	250	-18,0	(-18,8 ; -17,1)	-17,6	(-19,4 ; -15,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-13,8	(-17,1 ; -10,4)	-19,3	(-24,2 ; -14,4)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	2,3 *	(-4,4 ; 8,9)	1,7 *	(-5,2 ; 8,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-15,1	(-25,1 ; -5,2)	-14,0	(-22,8 ; -5,2)
Moyenne		..	-10,9	(-13,1 ; -8,6)	-14,7	(-17,5 ; -11,9)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	-31,2	(-35,6 ; -26,9)	-31,5	(-37,5 ; -25,4)
Magasinier 2	MG2	904	-14,4	(-17,6 ; -11,3)	-12,8	(-17,7 ; -8,0)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	74	-32,2	(-36,1 ; -28,3)	-30,2	(-34,3 ; -26,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-10,9	(-12,3 ; -9,6)	-17,2	(-19,8 ; -14,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-16,5	(-18,0 ; -15,0)	-23,3	(-26,0 ; -20,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-13,0	(-16,4 ; -9,5)	-20,5	(-24,5 ; -16,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-19,5	(-20,1 ; -18,8)	-33,1	(-37,5 ; -28,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-20,8	(-23,3 ; -18,4)	-24,4	(-26,8 ; -22,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-0,7 *	(-1,8 ; 0,4)	-11,3	(-14,6 ; -7,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-31,5	(-38,0 ; -25,0)	-34,2	(-40,3 ; -28,1)
Moyenne		..	-16,9	(-18,3 ; -15,6)	-22,6	(-24,5 ; -20,8)

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Cuisinier 2	CU2	929	-12,6	(-15,4 ; -9,8)	-15,7	(-18,7 ; -12,8)
Gardien 2	GA2	268	-30,6	(-40,3 ; -20,8)	-37,3	(-48,2 ; -26,3)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-25,9	(-27,3 ; -24,5)	-20,7	(-22,2 ; -19,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	-16,6	(-18,4 ; -14,9)	-22,9	(-24,1 ; -21,7)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-11,8	(-17,6 ; -6,0)	-15,8	(-25,6 ; -6,0)
Moyenne		..	-9,4	(-12,4 ; -6,4)	-15,5	(-18,2 ; -12,8)
Ouvriers						
Électricien entretien 2	EL2	369	-17,9	(-21,7 ; -14,0)	-25,6	(-31,8 ; -19,4)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-17,1	(-18,8 ; -15,4)	-19,5	(-21,7 ; -17,4)
Peintre entretien 2	PE2	122	-17,5	(-22,6 ; -12,3)	-17,1	(-24,5 ; -9,8)
Moyenne		..	-15,3	(-16,1 ; -14,5)	-26,6	(-30,7 ; -22,5)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-12,9	(-13,8 ; -11,9)	-17,6	(-19,1 ; -16,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-25,8	(.. ; ..)	-24,6	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	741	-13,7	(.. ; ..)	-13,5	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-16,5	(.. ; ..)	-15,8	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	21	-46,8	(.. ; ..)	-46,1	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-21,7	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-35,8	(.. ; ..)	-35,5	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-43,9	(.. ; ..)	-43,5	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-18,8	(.. ; ..)	-19,9	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-21,9	(.. ; ..)	-22,8	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	179	-33,7	(.. ; ..)	-32,3	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	610	-37,3	(.. ; ..)	-35,5	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	388	-31,1	(.. ; ..)	-29,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	19	-30,4	(.. ; ..)	-29,7	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	-15,7	(.. ; ..)	-16,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	116	-31,3	(.. ; ..)	-31,1	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-49,1	(.. ; ..)	-49,5	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-39,5	(.. ; ..)	-41,1	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-21,4	(.. ; ..)	-23,1	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	177	-25,1	(.. ; ..)	-25,0	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	34	-29,6	(.. ; ..)	-29,6	(.. ; ..)
Moyenne		..	-23,1	(.. ; ..)	-23,7	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-16,9	(.. ; ..)	-15,6	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-16,0	(.. ; ..)	-16,9	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-12,4	(.. ; ..)	-11,7	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-42,4	(.. ; ..)	-39,0	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-49,9	(.. ; ..)	-49,3	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	250	-48,1	(.. ; ..)	-43,6	(.. ; ..)
Moyenne		..	-21,3	(.. ; ..)	-20,1	(.. ; ..)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	205	-37,5	(.. ; ..)	-30,4	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	904	-37,0	(.. ; ..)	-27,3	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	29	-30,4	(.. ; ..)	-23,6	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-8,0	(.. ; ..)	-6,4	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-22,3	(.. ; ..)	-21,8	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-21,3	(.. ; ..)	-21,3	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-23,0	(.. ; ..)	-24,1	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-13,9	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	159	-18,7	(.. ; ..)	-18,9	(.. ; ..)
Moyenne		..	-17,3	(.. ; ..)	-16,5	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-49,1	(.. ; ..)	-50,1	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	14	-35,0	(.. ; ..)	-41,0	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	929	-30,7	(.. ; ..)	-32,6	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	19	-34,8	(.. ; ..)	-37,9	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-24,9	(.. ; ..)	-22,2	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	-15,3	(.. ; ..)	-18,5	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	-28,1	(.. ; ..)	-38,7	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	-11,0	(.. ; ..)	-13,4	(.. ; ..)
Moyenne		..	-18,5	(.. ; ..)	-21,3	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	-22,1	(.. ; ..)	-23,4	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-19,7	(.. ; ..)	-22,1	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	369	-40,5	(.. ; ..)	-42,8	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	58	-40,2	(.. ; ..)	-39,0	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-43,9	(.. ; ..)	-45,3	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-42,1	(.. ; ..)	-42,7	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-38,8	(.. ; ..)	-39,3	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	40	-28,7	(.. ; ..)	-31,6	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-23,3	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Moyenne		..	-34,6	(.. ; ..)	-36,1	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,5	(.. ; ..)	-20,4	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-21,9	(-25,5 ; -18,3)	-21,4	(-25,1 ; -17,8)
Professionnel communic. 2	PC2	741	-14,0	(-15,6 ; -12,4)	-17,0	(-19,3 ; -14,7)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-17,0	(-17,8 ; -16,2)	-16,7	(-17,8 ; -15,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-6,6	(-10,9 ; -2,2)	-9,4	(-14,4 ; -4,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-27,0	(-31,6 ; -22,4)	-30,4	(-36,3 ; -24,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-33,8	(-37,3 ; -30,3)	-34,2	(-37,8 ; -30,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-15,8	(-18,3 ; -13,3)	-19,4	(-22,6 ; -16,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-20,8	(-23,4 ; -18,2)	-24,3	(-27,8 ; -20,8)
Ingénieur 2	IN2	610	-34,5	(-36,7 ; -32,3)	-38,4	(-42,3 ; -34,5)
Ingénieur 3	IN3	388	-32,4	(-34,9 ; -30,0)	-34,2	(-36,3 ; -32,1)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	-12,3	(-21,2 ; -3,3)	-12,0	(-23,7 ; -0,3)
Avocat et notaire 1	AN1	44	-39,8	(-41,6 ; -38,0)	-41,1	(-43,1 ; -39,2)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-24,3	(-26,5 ; -22,1)	-28,7	(-30,9 ; -26,5)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-7,3	(-9,2 ; -5,4)	-9,3	(-11,9 ; -6,7)
Moyenne		..	-19,1	(-21,0 ; -17,3)	-22,0	(-24,4 ; -19,6)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-15,5	(-16,8 ; -14,2)	-17,6	(-19,3 ; -16,0)
Technicien en administration 3	TA3	121	-19,5	(-29,2 ; -9,8)	-23,6	(-35,2 ; -12,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-7,0	(-10,1 ; -3,9)	-17,5	(-22,2 ; -12,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-12,2	(-15,8 ; -8,6)	-7,6 *	(-16,3 ; 1,0)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-9,7	(-12,8 ; -6,6)	-11,2	(-21,5 ; -1,0)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-35,9	(-37,6 ; -34,3)	-38,0	(-40,0 ; -36,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-52,4	(-55,0 ; -49,8)	-50,2	(-53,8 ; -46,6)
Technicien génie 3	TG3	250	-52,9	(-55,7 ; -50,1)	-57,1	(-61,9 ; -52,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-14,7	(-18,0 ; -11,5)	-14,3	(-17,8 ; -10,7)
Techn. informatique 3	TI3	941	-21,0	(-32,0 ; -9,9)	-25,3	(-38,7 ; -11,8)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	-13,3 *	(-27,3 ; 0,7)	-18,4 *	(-37,0 ; 0,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-56,9	(-62,8 ; -51,1)	-66,2	(-73,4 ; -59,0)
Moyenne		..	-20,3	(-21,9 ; -18,8)	-21,9	(-24,3 ; -19,4)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	3	-41,9	(-65,7 ; -18,1)	-33,9	(-46,5 ; -21,3)
Magasinier 1	MG1	205	-52,4	(-57,2 ; -47,7)	-40,4	(-45,6 ; -35,1)
Magasinier 2	MG2	904	-49,1	(-56,5 ; -41,7)	-44,8	(-53,7 ; -35,8)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	74	-61,0	(-78,3 ; -43,7)	-57,7	(-88,6 ; -26,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-17,9	(-22,7 ; -13,1)	-27,0	(-34,4 ; -19,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-24,0	(-25,9 ; -22,1)	-28,7	(-31,6 ; -25,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-22,2	(-23,1 ; -21,2)	-24,7	(-25,8 ; -23,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-23,4	(-26,2 ; -20,6)	-37,1	(-43,1 ; -31,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-22,5	(-25,7 ; -19,4)	-32,4	(-37,4 ; -27,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-13,9	(-17,8 ; -10,0)	-16,7	(-22,1 ; -11,3)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-19,9	(-36,4 ; -3,4)	-22,4	(-39,9 ; -4,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-28,9	(-38,4 ; -19,4)	-35,1	(-43,8 ; -26,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-21,8	(-28,7 ; -14,9)	-20,3	(-30,4 ; -10,3)
Acheteur 2	AC2	159	-20,2	(-22,0 ; -18,4)	-18,9	(-22,1 ; -15,7)
Moyenne		..	-23,1	(-24,8 ; -21,4)	-29,8	(-32,5 ; -27,2)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-21,2	(-31,4 ; -11,1)	-15,4	(-20,1 ; -10,7)
Concierge 2	CO2	2 172	-19,7	(-29,0 ; -10,5)	-22,7	(-33,2 ; -12,2)
Cuisinier 1	CU1	14	-14,0	(-25,1 ; -3,0)	-7,4 *	(-18,5 ; 3,6)
Cuisinier 2	CU2	929	-6,9 *	(-21,6 ; 7,8)	-2,7 *	(-14,8 ; 9,3)
Gardien 2	GA2	268	-3,7	(-4,8 ; -2,7)	13,5	(12,2 ; 14,8)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-42,2	(-48,9 ; -35,5)	-42,2	(-50,9 ; -33,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	2,8 *	(-3,2 ; 8,7)	9,3	(1,9 ; 16,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	-0,3 *	(-4,7 ; 4,0)	6,4	(1,1 ; 11,8)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-27,2	(-31,6 ; -22,8)	-22,8	(-28,7 ; -16,9)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	-7,6 *	(-21,4 ; 6,3)	-1,2 *	(-13,2 ; 10,9)
Moyenne		..	-9,6	(-17,9 ; -1,3)	-5,0 *	(-11,9 ; 1,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	-38,4	(-41,3 ; -35,5)	-35,7	(-41,7 ; -29,7)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-31,7	(-37,0 ; -26,4)	-18,7	(-31,6 ; -5,8)
Électricien entretien 2	EL2	369	-38,6	(-52,2 ; -25,1)	-49,4	(-68,9 ; -30,0)
Électricien entretien 3	EL3	58	-31,6	(-42,7 ; -20,5)	-30,1	(-43,5 ; -16,8)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-8,0 *	(-21,2 ; 5,1)	1,9 *	(-14,7 ; 18,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-37,0	(-40,1 ; -33,8)	-42,8	(-47,4 ; -38,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-41,3	(-49,5 ; -33,0)	-44,5	(-55,8 ; -33,2)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-35,9	(-41,3 ; -30,4)	-49,7	(-57,3 ; -42,0)
Ouvrier de voirie 2	VO2	133	-44,3	(-46,2 ; -42,3)	-64,9	(-66,8 ; -63,1)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-40,0	(-44,3 ; -35,7)	-55,1	(-63,7 ; -46,6)
Peintre entretien 2	PE2	122	-46,5	(-58,0 ; -35,1)	-66,1	(-83,3 ; -48,9)
Machiniste 2	MA2	40	-43,7	(-58,3 ; -29,1)	-50,3	(-62,2 ; -38,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-35,4	(-38,4 ; -32,4)	-51,4	(-56,0 ; -46,9)
Moyenne		..	-37,8	(-41,4 ; -34,2)	-48,8	(-54,0 ; -43,7)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,4	(-22,1 ; -18,7)	-23,6	(-25,6 ; -21,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	22	-12,3	(-19,0 ; -5,5)	-6,6 *	(-14,5 ; 1,4)
Professionnel communic. 2	PC2	741	0,0 *	(-5,3 ; 5,3)	5,9 *	(-0,9 ; 12,7)
Professionnel communic. 3	PC3	111	-24,7	(-30,5 ; -19,0)	-15,5	(-25,8 ; -5,3)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	21	-5,8 *	(-12,1 ; 0,5)	8,1	(0,6 ; 15,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-9,1	(-11,9 ; -6,2)	1,5 *	(-2,3 ; 5,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-36,3	(-39,9 ; -32,7)	-28,2	(-34,1 ; -22,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-29,4	(-33,2 ; -25,5)	-21,9	(-29,0 ; -14,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-15,0	(-17,2 ; -12,8)	-3,0	(-5,4 ; -0,6)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-25,6	(-30,0 ; -21,2)	-14,4	(-22,3 ; -6,6)
Ingénieur 1	IN1	179	-17,2	(-20,0 ; -14,3)	1,6 *	(-1,8 ; 5,1)
Ingénieur 2	IN2	610	-11,3	(-15,4 ; -7,1)	3,3 *	(-0,8 ; 7,5)
Ingénieur 3	IN3	388	-22,6	(-30,0 ; -15,2)	-6,3 *	(-14,0 ; 1,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	19	-14,5 *	(-33,2 ; 4,3)	0,4 *	(-19,3 ; 20,0)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	7,7 *	(-0,8 ; 16,3)	19,4	(8,8 ; 30,0)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	116	-16,9	(-24,2 ; -9,6)	-7,2	(-14,1 ; -0,3)
Avocat et notaire 1	AN1	44	0,4 *	(-6,6 ; 7,4)	6,2 *	(-3,5 ; 15,8)
Avocat et notaire 2	AN2	451	-6,5	(-9,7 ; -3,3)	-0,3 *	(-3,4 ; 2,9)
Avocat et notaire 3	AN3	327	-5,4	(-7,1 ; -3,7)	-0,7 *	(-2,4 ; 1,0)
Biologiste 1	BI1	4	-4,2 *	(-14,2 ; 5,8)	11,9	(2,9 ; 20,8)
Biologiste 2	BI2	177	3,7 *	(-1,3 ; 8,8)	18,8	(14,6 ; 23,1)
Biologiste 3	BI3	34	7,9 *	(-4,5 ; 20,3)	20,6	(9,7 ; 31,5)
Moyenne		..	-11,6	(-13,2 ; -9,9)	-0,4 *	(-2,5 ; 1,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-4,5	(-7,0 ; -1,9)	8,0	(5,0 ; 11,0)
Technicien en administration 3	TA3	121	-18,5	(-22,8 ; -14,1)	-5,0 *	(-10,1 ; 0,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-2,2 *	(-11,1 ; 6,7)	0,1 *	(-11,3 ; 11,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	7,6 *	(-4,1 ; 19,3)	18,5	(5,6 ; 31,4)
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-7,2 *	(-15,6 ; 1,2)	2,8 *	(-4,9 ; 10,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-37,4	(-42,7 ; -32,2)	-25,7	(-32,9 ; -18,4)
Technicien en droit 3	DR3	19	-75,7	(-105,9 ; -45,5)	-61,1	(-86,4 ; -35,8)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-32,2	(-44,1 ; -20,2)	-13,6	(-26,5 ; -0,7)
Technicien génie 3	TG3	250	-55,8	(-67,5 ; -44,0)	-31,4	(-40,7 ; -22,1)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	2,9 *	(-2,8 ; 8,5)	17,6	(11,6 ; 23,6)
Techn. informatique 3	TI3	941	-21,3	(-27,0 ; -15,6)	-2,8 *	(-10,9 ; 5,2)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	19,5	(11,7 ; 27,3)	32,9	(23,9 ; 42,0)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-22,3	(-39,4 ; -5,3)	-8,0 *	(-27,8 ; 11,7)
Moyenne		..	-7,0	(-9,9 ; -4,1)	6,2	(2,9 ; 9,6)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	205	0,9 *	(-25,1 ; 26,9)	22,4 *	(-1,4 ; 46,3)
Magasinier 2	MG2	904	-27,3	(-39,0 ; -15,5)	-5,6 *	(-16,1 ; 4,8)
Magasinier 3	MG3	29	-42,0	(-61,4 ; -22,7)	-20,5	(-38,3 ; -2,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	1,7 *	(-1,7 ; 5,1)	17,4	(13,8 ; 21,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-3,1	(-5,5 ; -0,8)	11,6	(8,8 ; 14,3)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-13,9	(-20,0 ; -7,9)	4,0 *	(-2,0 ; 10,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-13,0 *	(-29,4 ; 3,3)	-1,8 *	(-18,4 ; 14,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-20,7	(-25,0 ; -16,5)	-11,3	(-16,5 ; -6,1)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	4,7 *	(-0,8 ; 10,3)	19,0	(12,6 ; 25,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-3,6 *	(-11,2 ; 4,0)	10,2	(1,0 ; 19,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-4,3 *	(-10,1 ; 1,4)	11,8	(7,3 ; 16,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-1,9 *	(-7,0 ; 3,1)	15,1	(9,6 ; 20,6)
Acheteur 2	AC2	159	2,0 *	(-14,1 ; 18,2)	21,3	(7,7 ; 34,9)
Moyenne		..	-10,6	(-12,8 ; -8,3)	3,1	(0,5 ; 5,7)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 172	4,9 *	(-1,3 ; 11,1)	14,7	(8,2 ; 21,1)
Cuisinier 1	CU1	14	30,2	(28,2 ; 32,2)	38,0	(34,2 ; 41,8)
Cuisinier 2	CU2	929	3,5 *	(-3,4 ; 10,5)	18,6	(12,3 ; 25,0)
Cuisinier 3	CU3	19	-5,9 *	(-22,0 ; 10,3)	9,3 *	(-8,9 ; 27,4)
Gardien 2	GA2	268	-2,1 *	(-5,3 ; 1,1)	15,3	(12,0 ; 18,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-8,0	(-15,8 ; -0,2)	9,0	(0,4 ; 17,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	35,0	(27,8 ; 42,2)	43,3	(36,3 ; 50,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	22,5	(15,4 ; 29,5)	23,6	(18,6 ; 28,6)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-2,7 *	(-8,4 ; 3,0)	5,9	(0,9 ; 10,9)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	22,3	(12,2 ; 32,4)	25,3	(17,8 ; 32,7)
Moyenne	..		17,2	(13,1 ; 21,4)	25,1	(21,3 ; 28,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	15,7	(5,6 ; 25,8)	25,7	(15,4 ; 36,1)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-3,0 *	(-12,8 ; 6,8)	15,6	(7,4 ; 23,8)
Électricien entretien 2	EL2	369	-17,9	(-33,6 ; -2,3)	-7,4 *	(-23,9 ; 9,2)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	6,1 *	(-3,1 ; 15,3)	16,2	(6,0 ; 26,3)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-13,2	(-23,2 ; -3,1)	-0,5 *	(-11,1 ; 10,1)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-10,4	(-18,8 ; -2,0)	-0,5 *	(-10,6 ; 9,6)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-10,5 *	(-32,9 ; 11,9)	-5,4 *	(-20,9 ; 10,1)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-18,3 *	(-41,9 ; 5,2)	-7,0 *	(-32,2 ; 18,1)
Peintre entretien 2	PE2	122	-14,6	(-27,5 ; -1,6)	-15,1	(-26,0 ; -4,2)
Machiniste 2	MA2	40	-2,9 *	(-11,1 ; 5,4)	2,0 *	(-10,6 ; 14,6)
Moyenne	..		-11,8	(-19,6 ; -4,0)	-1,7 *	(-10,0 ; 6,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..		-6,1	(-7,8 ; -4,3)	5,8	(3,8 ; 7,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	741	-19,9	(-29,3 ; -10,5)	-39,4	(-64,5 ; -14,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-22,7	(-39,8 ; -5,6)	-30,7	(-50,7 ; -10,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-33,0	(-38,3 ; -27,7)	-36,7	(-42,4 ; -31,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-15,3	(-20,9 ; -9,7)	-19,1	(-27,0 ; -11,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-33,4	(-47,5 ; -19,4)	-37,1	(-56,5 ; -17,8)
Avocat et notaire 2	AN2	451	2,7 *	(-1,6 ; 7,1)	-21,2	(-38,5 ; -3,9)
Moyenne		..	-17,0	(-21,6 ; -12,4)	-21,8	(-28,6 ; -15,0)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-14,8	(-21,1 ; -8,5)	-14,6	(-23,2 ; -6,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	-12,2	(-19,0 ; -5,4)	-13,7 *	(-37,7 ; 10,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	-13,0	(-18,4 ; -7,7)	-3,5 *	(-14,3 ; 7,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-55,9	(-59,6 ; -52,2)	-48,2	(-52,6 ; -43,9)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	-13,9	(-19,7 ; -8,1)	-7,8	(-12,5 ; -3,0)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	477	19,9	(8,7 ; 31,1)	28,9	(15,1 ; 42,7)
Moyenne		..	-22,5	(-26,6 ; -18,4)	-20,1	(-26,3 ; -13,8)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	205	-58,7	(-65,2 ; -52,1)	-37,2	(-42,8 ; -31,6)
Magasinier 2	MG2	904	-53,0	(-66,7 ; -39,3)	-43,9	(-59,8 ; -27,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	-15,7 *	(-34,4 ; 2,9)	-11,6 *	(-35,2 ; 12,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-25,3	(-32,1 ; -18,5)	-22,9	(-30,4 ; -15,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-33,9	(-43,3 ; -24,6)	-38,0	(-51,1 ; -24,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-39,4	(-61,2 ; -17,7)	-64,8	(-117,1 ; -12,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-19,0	(-28,0 ; -10,0)	-22,1	(-34,3 ; -10,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	-14,7	(-25,6 ; -3,8)	-9,8 *	(-25,8 ; 6,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-15,8 *	(-32,8 ; 1,1)	-5,8 *	(-28,4 ; 16,8)
Acheteur 2	AC2	159	-22,7	(-39,1 ; -6,4)	-9,4 *	(-35,8 ; 17,0)
Moyenne		..	-23,9	(-29,6 ; -18,2)	-24,4	(-32,7 ; -16,1)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	602	-19,9	(-31,6 ; -8,2)	-13,8	(-19,5 ; -8,1)
Concierge 2	CO2	2 172	-18,0	(-31,3 ; -4,7)	-18,9	(-33,7 ; -4,2)
Cuisinier 1	CU1	14	-13,4	(-26,5 ; -0,4)	-5,1 *	(-19,0 ; 8,9)
Cuisinier 2	CU2	929	-8,6 *	(-30,6 ; 13,5)	-0,6 *	(-19,7 ; 18,6)
Gardien 2	GA2	268	-1,8	(-2,4 ; -1,2)	16,4	(15,8 ; 17,0)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	7,1 *	(-0,2 ; 14,3)	15,2	(6,7 ; 23,8)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	2,4 *	(-2,2 ; 7,0)	10,6	(5,0 ; 16,1)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-23,8	(-30,6 ; -17,0)	-13,4	(-20,6 ; -6,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	-6,7 *	(-22,7 ; 9,3)	1,1 *	(-13,3 ; 15,6)
Moyenne		..	-7,4 *	(-18,2 ; 3,3)	-0,8 *	(-10,1 ; 8,6)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	-35,2	(-40,0 ; -30,5)	-24,0	(-28,5 ; -19,4)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-30,8	(-37,2 ; -24,4)	-15,9	(-30,6 ; -1,1)
Électricien entretien 2	EL2	369	-41,5	(-62,5 ; -20,6)	-46,5	(-76,7 ; -16,2)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	2,3 *	(-8,8 ; 13,4)	16,5	(6,1 ; 26,8)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-37,6	(-49,1 ; -26,2)	-32,8	(-49,1 ; -16,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-41,7	(-50,2 ; -33,2)	-44,8	(-56,5 ; -33,1)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-54,4	(-88,2 ; -20,5)	-64,6	(-115,4 ; -13,9)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-40,4	(-49,1 ; -31,7)	-46,9	(-62,1 ; -31,7)
Peintre entretien 2	PE2	122	-73,9	(-105,2 ; -42,6)	-102,5	(-151,9 ; -53,1)
Machiniste 2	MA2	40	-43,8	(-58,5 ; -29,2)	-50,4	(-62,4 ; -38,4)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	252	-37,2	(-50,5 ; -23,9)	-31,5	(-49,6 ; -13,5)
Moyenne		..	-41,6	(-49,1 ; -34,1)	-44,9	(-56,1 ; -33,8)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,6	(-24,2 ; -17,0)	-20,4	(-25,7 ; -15,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires			Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance	
							%
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	22	-11,7	(-20,4 ; -3,0)	-2,2 *	(-11,0 ; 6,6)	
Professionnel communic. 2	PC2	741	2,9 *	(-2,8 ; 8,6)	10,4	(3,5 ; 17,3)	
Professionnel communic. 3	PC3	111	-22,5	(-28,3 ; -16,6)	-10,7	(-20,5 ; -1,0)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	460	-8,3	(-11,5 ; -5,2)	3,1 *	(-1,1 ; 7,2)	
Professionnel gest. fin. 3	FI3	14	-35,8	(-39,8 ; -31,8)	-26,8	(-33,3 ; -20,3)	
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	225	-30,0	(-34,0 ; -26,0)	-21,9	(-29,5 ; -14,2)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	4 108	-14,8	(-17,1 ; -12,4)	-1,9 *	(-4,3 ; 0,6)	
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 090	-25,2	(-29,9 ; -20,5)	-13,5	(-21,9 ; -5,1)	
Ingénieur 1	IN1	179	-17,2	(-20,0 ; -14,3)	1,6 *	(-1,8 ; 5,1)	
Ingénieur 2	IN2	610	-11,2	(-15,4 ; -6,9)	3,6 *	(-0,6 ; 7,8)	
Ingénieur 3	IN3	388	-22,7	(-30,2 ; -15,2)	-6,2 *	(-13,9 ; 1,5)	
Professionnel sc. phys. 2	SP2	491	7,8 *	(-0,9 ; 16,4)	19,7	(9,1 ; 30,3)	
Professionnel sc. phys. 3	SP3	116	-16,7	(-24,3 ; -9,2)	-6,2 *	(-13,2 ; 0,8)	
Avocat et notaire 1	AN1	44	1,4 *	(-6,3 ; 9,1)	10,1	(0,8 ; 19,3)	
Avocat et notaire 2	AN2	451	-7,6	(-11,7 ; -3,5)	1,6 *	(-2,3 ; 5,5)	
Avocat et notaire 3	AN3	327	-6,9	(-9,3 ; -4,5)	2,0 *	(-0,1 ; 4,1)	
Moyenne		..	-11,3	(-13,1 ; -9,5)	0,9 *	(-1,4 ; 3,2)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 970	-3,0	(-5,7 ; -0,3)	10,6	(7,5 ; 13,7)	
Technicien en administration 3	TA3	121	-16,8	(-21,9 ; -11,7)	-0,2 *	(-5,8 ; 5,3)	
Techn. documentation 1-2	TD1-2	689	0,2 *	(-10,2 ; 10,6)	3,2 *	(-10,7 ; 17,2)	
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 151	7,6 *	(-4,1 ; 19,3)	18,5	(5,6 ; 31,4)	
Techn. laboratoire 3	TL3	528	-7,3 *	(-15,8 ; 1,1)	2,8 *	(-5,0 ; 10,6)	
Technicien en droit 1-2	DR1-2	456	-37,9	(-43,1 ; -32,7)	-25,6	(-33,2 ; -18,0)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 483	-32,2	(-44,2 ; -20,2)	-13,5	(-26,4 ; -0,5)	
Technicien génie 3	TG3	250	-56,0	(-67,8 ; -44,1)	-31,3	(-40,7 ; -21,9)	
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 063	3,1 *	(-2,6 ; 8,7)	18,0	(12,0 ; 24,0)	
Techn. informatique 3	TI3	941	-21,1	(-26,8 ; -15,3)	-2,3 *	(-10,4 ; 5,8)	
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	188	-22,4	(-39,6 ; -5,2)	-7,9 *	(-27,9 ; 12,0)	
Moyenne		..	-6,0	(-9,0 ; -3,0)	7,8	(4,4 ; 11,2)	
Employés de Bureau							
Magasinier 1	MG1	205	0,9 *	(-25,1 ; 26,9)	22,4 *	(-1,4 ; 46,3)	
Magasinier 2	MG2	904	-27,1	(-38,9 ; -15,3)	-5,4 *	(-15,9 ; 5,0)	
Magasinier 3	MG3	29	-41,2	(-61,7 ; -20,6)	-18,7	(-37,3 ; 0,0)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 619	1,8 *	(-1,7 ; 5,2)	17,6	(14,0 ; 21,2)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 872	-2,7	(-5,2 ; -0,3)	12,2	(9,4 ; 15,0)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 217	-14,4	(-20,7 ; -8,1)	4,2 *	(-2,0 ; 10,4)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 459	-12,5 *	(-29,4 ; 4,4)	-0,9 *	(-17,9 ; 16,2)	
Personnel secrétariat 2	SE2	8 737	-19,6	(-24,3 ; -14,9)	-9,1	(-14,7 ; -3,5)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	747	4,8 *	(-0,8 ; 10,5)	19,1	(12,6 ; 25,6)	
Préposé aux renseign. 3	PR3	44	-4,5 *	(-13,2 ; 4,1)	9,6 *	(-0,5 ; 19,7)	
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	197	-4,3 *	(-10,1 ; 1,4)	11,8	(7,3 ; 16,4)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	205	-1,9 *	(-6,9 ; 3,2)	15,2	(9,7 ; 20,7)	
Acheteur 2	AC2	159	2,0 *	(-14,1 ; 18,2)	21,3	(7,7 ; 34,9)	
Moyenne		..	-10,1	(-12,5 ; -7,7)	4,1	(1,3 ; 6,8)	

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2017

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 172	4,9 *	(-1,3 ; 11,1)	14,7	(8,2 ; 21,1)
Cuisinier 1	CU1	14	30,2	(28,2 ; 32,2)	38,0	(34,2 ; 41,8)
Cuisinier 2	CU2	929	3,5 *	(-3,4 ; 10,5)	18,6	(12,3 ; 25,0)
Gardien 2	GA2	268	-1,9 *	(-5,1 ; 1,3)	15,6	(12,2 ; 18,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	140	-6,1 *	(-14,5 ; 2,3)	11,8	(3,0 ; 20,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 371	35,0	(27,8 ; 42,2)	43,3	(36,3 ; 50,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	590	23,0	(16,0 ; 30,0)	24,1	(19,2 ; 29,0)
Ouvrier entret. Mainten. 2	OM2	377	-2,7 *	(-8,4 ; 3,0)	5,9	(0,9 ; 10,9)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 275	22,3	(12,2 ; 32,4)	25,3	(17,8 ; 32,7)
Moyenne		..	17,3	(13,1 ; 21,4)	25,2	(21,4 ; 29,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	123	15,9	(5,8 ; 26,1)	26,0	(15,6 ; 36,4)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	109	-3,0 *	(-12,8 ; 6,8)	15,6	(7,3 ; 23,8)
Électricien entretien 2	EL2	369	-17,9	(-34,5 ; -1,4)	-6,8 *	(-24,0 ; 10,3)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	6,1 *	(-3,1 ; 15,3)	16,2	(6,0 ; 26,3)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	158	-13,2	(-23,2 ; -3,1)	-0,5 *	(-11,1 ; 10,1)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	267	-10,4	(-18,8 ; -2,0)	-0,5 *	(-10,6 ; 9,6)
Menuisier entretien 2	ME2	281	-10,5 *	(-32,9 ; 11,9)	-5,4 *	(-20,9 ; 10,1)
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	966	-18,3 *	(-41,9 ; 5,2)	-7,0 *	(-32,2 ; 18,1)
Machiniste 2	MA2	40	-2,9 *	(-11,1 ; 5,4)	2,0 *	(-10,6 ; 14,6)
Moyenne		..	-11,6	(-19,4 ; -3,8)	-1,5 *	(-9,8 ; 6,8)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-5,6	(-7,4 ; -3,8)	6,9	(4,8 ; 9,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F

Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2017

Secteur	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau	
	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail
	h					
Administration québécoise ¹	35,0	28,9	35,0	29,2	35,0	29,5
Autres salariés québécois (ASQ)	37,1	31,6	37,2	31,8	36,7	31,3
Privé	37,6	32,8	37,8	32,9	37,5	32,7
« Autre public »	36,0	29,7	35,7	29,6	35,3	29,2
Administration municipale	35,0 *	29,2	34,6	28,8	34,6	28,7
« Entreprises publiques »	35,1	29,3	35,3	29,4	35,2 *	29,1 *
Universitaire	34,7	28,9 *	35,0 *	28,9	34,8	28,6
Administration fédérale	37,5	30,6	37,5	30,8	37,6	30,9
ASQ syndiqués	36,1	29,9	36,4	30,2	35,5	29,4 *
ASQ non syndiqués	37,5	32,6	37,8	33,0	37,6	32,9
Privé syndiqué	36,1	30,8	37,0	31,2	36,1	30,5
Privé non syndiqué	37,7	32,9	38,0	33,2	37,7	33,1

* Indique la parité des deux secteurs.

1. Les heures de travail correspondent à la moyenne de celles de l'ensemble des emplois retenus dans la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois.

Employés de service		Ouvriers		Ensemble des emplois		Secteurs
Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	
h						
38,7 *	32,4	38,8 *	32,3	35,9	30,0	Administration québécoise ¹
38,4 *	33,4	38,9 *	32,8	37,3	31,9	Autres salariés québécois (ASQ)
38,5 *	33,7	39,6	34,1	37,9	33,0	Privé
38,1	31,4	38,3	31,6	36,2	29,9	« Autre public »
38,4	31,8	37,7	31,2	35,3	29,3	Administration municipale
37,6	31,0	38,8 *	32,3 *	35,8 *	29,6 *	« Entreprises publiques »
36,8	30,5	38,7 *	31,4	35,3	29,1	Universitaire
39,8	32,8	40,0	33,0	38,0	31,2	Administration fédérale
38,9 *	33,2	38,8 *	32,5 *	36,6	30,5	ASQ syndiqués
37,6	33,7	39,4	34,7	37,7	33,1	ASQ non syndiqués
39,1 *	33,6	39,8	33,9	37,1	31,4	Privé syndiqué
37,6	33,7	39,4	34,7	37,9	33,3	Privé non syndiqué

Annexe G-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2017 et 2016

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017	2016	Statut	2017	2016	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des autres salariés québécois	- 13,9	- 13,8	Stabilité	- 8,6	- 9,3	Stabilité
Privé	- 10,2	- 10,9	Stabilité	0,8 *	0,0 *	Stabilité
« Autre public »	- 21,5	- 19,8	Affaiblissement	- 27,4	- 27,4	Stabilité
Administration municipale	- 25,3	- 21,3	Affaiblissement	- 39,7	- 41,5	Amélioration
« Entreprises publiques »	- 20,0	- 18,5	Stabilité	- 23,9	- 23,9	Stabilité
Universitaire	- 12,9	- 13,4	Stabilité	- 17,6	- 17,5	Stabilité
Administration fédérale	- 20,5	- 18,7	Affaiblissement	- 20,4	- 18,7	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	- 20,4	- 19,0	Affaiblissement	- 23,6	- 23,7	Stabilité
Autres salariés québécois non syndiqués	- 6,1	- 6,8	Stabilité	5,8	5,0	Stabilité
Privé syndiqué	- 20,6	- 20,6	Stabilité	- 20,4	- 20,6	Stabilité
Privé non syndiqué	- 5,6	- 6,4	Stabilité	6,9	6,1	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2017 et 2016
Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017 %	2016	Statut	2017 %	2016	Statut
Ensemble des emplois repères	- 13,9	- 13,8	Stabilité	- 8,6	- 9,3	Stabilité
Professionnels	- 15,2	- 14,3	Stabilité	- 8,7	- 8,8	Stabilité
Techniciens	- 12,9	- 13,4	Stabilité	- 5,4	- 6,6	Stabilité
Employés de bureau	- 16,6	- 16,5	Stabilité	- 12,1	- 13,1	Stabilité
Employés de service	- 0,2 *	0,2 *	Stabilité	5,7 *	6,1 *	Stabilité
Ouvriers	- 33,2	- 32,8	Stabilité	- 41,2	- 43,1	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017 %	2016	Statut	2017 %	2016	Statut
Ensemble des emplois repères	- 10,2	- 10,9	Stabilité	0,8 *	0,0 *	Stabilité
Professionnels	- 11,3	- 11,2	Stabilité	0,2 *	- 0,1 *	Stabilité
Techniciens	- 8,8	- 10,3	Amélioration	3,9	2,4 *	Stabilité
Employés de bureau	- 12,6	- 13,8	Stabilité	- 0,4 *	- 1,7 *	Stabilité
Employés de service	2,0 *	2,3 *	Stabilité	9,5	9,8	Stabilité
Ouvriers	- 32,2	- 31,4	Stabilité	- 31,8	- 29,8	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe G-3

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2017 et 2009

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017	2009	Statut	2017	2009	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des autres salariés québécois	– 13,9	– 8,7	Affaiblissement	– 8,6	– 3,7	Affaiblissement
Privé	– 10,2	– 6,0	Affaiblissement	0,8 *	3,6	Stabilité
« Autre public »	– 21,5	– 13,5	Affaiblissement	– 27,4	– 18,3	Affaiblissement
Administration municipale	– 25,3	– 12,9	Affaiblissement	– 39,7	– 24,7	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	– 20,0	– 14,1	Affaiblissement	– 23,9	– 21,3	Affaiblissement
Universitaire	– 12,9	– 4,6	Affaiblissement	– 17,6	– 7,8	Affaiblissement
Administration fédérale	– 20,5	– 14,1	Affaiblissement	– 20,4	– 14,0	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	– 20,4	– 13,2	Affaiblissement	– 23,6	– 14,8	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	– 6,1	– 0,7 *	Affaiblissement	5,8	9,7	Stabilité
Privé syndiqué	– 20,6	– 12,4	Affaiblissement	– 20,4	– 10,0	Affaiblissement
Privé non syndiqué	– 5,6	– 0,2 *	Affaiblissement	6,9	10,7	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, 2017 et 2009
Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017	2009	Statut	2017	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	– 13,9	– 8,7	Affaiblissement	– 8,6	– 3,7	Affaiblissement
Professionnels	– 15,2	– 9,9	Affaiblissement	– 8,7	– 4,7	Affaiblissement
Techniciens	– 12,9	– 9,6	Affaiblissement	– 5,4	– 2,6 *	Stabilité
Employés de bureau	– 16,6	– 9,0	Affaiblissement	– 12,1	– 4,8	Affaiblissement
Employés de service	0,2 *	2,6 *	Stabilité	5,7 *	8,2	Stabilité
Ouvriers	– 33,2	28,9	Stabilité	– 41,2	– 29,7	Affaiblissement

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2017	2009	Statut	2017	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	– 10,2	– 6,0	Affaiblissement	0,8 *	3,6	Stabilité
Professionnels	– 11,3	– 8,9	Stabilité	0,2 *	1,6 *	Stabilité
Techniciens	– 8,8	– 7,1	Stabilité	3,9	3,8	Stabilité
Employés de bureau	– 12,6	– 4,6	Affaiblissement	– 0,4 *	4,7	Stabilité
Employés de service	2,0 *	4,8 *	Stabilité	9,5	12,5	Stabilité
Ouvriers	– 32,2	– 31,6	Stabilité	– 31,8	– 25,1	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années diffèrent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2017

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »						
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	nominale réelle	3,3 -1,4	4,1 -0,7	3,5 -1,2	5,8 1,0	4,2 -0,6	3,5 -1,2	3,8 -1,0	4,0 -0,8	3,7 -1,0
1987	nominale réelle	4,0 -0,3	4,0 -0,3	3,1 -1,2	5,0 0,7	4,2 -0,1	3,6 -0,7	3,7 -0,6	3,9 -0,4	3,9 -0,4
1988	nominale réelle	4,8 1,1	4,7 1,0	4,5 0,8	4,1 0,4	4,5 0,8	3,2 -0,5	3,9 0,2	4,4 0,7	4,6 0,9
1989	nominale réelle	4,1 -0,2	4,3 0,0	4,0 -0,3	5,2 0,9	4,4 0,1	4,9 0,6	4,6 0,3	4,4 0,1	4,2 -0,1
1990	nominale réelle	6,9 2,5	4,9 0,6	5,6 1,2	5,3 1,0	5,3 1,0	4,7 0,4	5,1 0,8	5,0 0,7	5,9 1,5
1991	nominale réelle	7,3 0,0	4,9 -2,2	4,8 -2,3	0,9 -6,0	4,7 -2,4	1,6 -5,3	3,1 -3,9	4,2 -2,9	5,9 -1,3
1992	nominale réelle	2,5 0,6	3,9 2,0	3,9 2,0	1,5 -0,4	2,8 0,9	3,0 1,1	3,2 1,3	3,6 1,7	3,0 1,1
1993	nominale réelle	1,0 -0,3	1,4 0,1	0,4 -0,9	0,8 -0,5	0,8 -0,5	0,8 -0,5	0,7 -0,6	1,2 -0,1	1,1 -0,2
1994	nominale réelle	0,0 1,3	1,3 2,6	0,3 1,6	0,0 1,3	- 0,2 1,1	0,5 1,8	0,2 1,5	0,9 2,2	0,4 1,7
1995	nominale réelle	0,0 -1,7	1,5 -0,2	0,0 -1,7	- 0,1 -1,8	1,8 0,1	0,2 -1,5	0,7 -1,0	1,2 -0,5	0,6 -1,1
1996	nominale réelle	0,2 -1,4	1,6 0,0	0,6 -1,0	0,4 -1,2	1,9 0,3	0,1 -1,5	0,8 -0,8	1,3 -0,3	0,7 -0,9
1997	nominale réelle	1,1 -0,4	2,1 0,6	0,3 -1,2	0,5 -1,0	2,9 1,4	2,2 0,7	1,8 0,3	2,0 0,5	1,4 -0,1
1998	nominale réelle	1,1 -0,3	1,4 0,0	1,6 0,2	1,3 -0,1	1,1 -0,3	1,4 0,0	1,3 -0,1	1,4 0,0	1,2 -0,2
1999	nominale réelle	2,2 0,7	2,1 0,6	1,6 0,1	1,9 0,4	1,5 0,0	2,1 0,6	1,8 0,3	2,0 0,5	2,1 0,6
2000	nominale réelle	2,8 0,3	2,2 -0,3	2,7 0,2	2,9 0,4	1,5 -1,0	3,2 0,7	2,5 0,0	2,3 -0,2	2,6 0,1
2001	nominale réelle	2,8 0,5	3,1 0,8	2,7 0,4	2,8 0,5	2,4 0,1	3,0 0,7	2,8 0,5	3,0 0,7	2,9 0,6
2002	nominale réelle	2,5 ^{2,3} 0,5	2,6 0,6	2,9 0,9	2,3 0,3	2,7 0,7	2,7 0,7	2,7 0,7	2,6 0,6	2,6 0,6
2003	nominale réelle	2,0 ^{2,3} -0,5	2,5 0,0	2,8 0,3	1,6 -0,9	0,8 -1,7	3,2 0,7	2,2 -0,3	2,4 -0,1	2,2 -0,3
2004	nominale réelle	0,0 ^{2,3} -2,0	1,9 -0,1	1,9 -0,1	3,8 1,8	2,2 0,2	2,4 0,4	2,4 0,4	2,0 0,0	0,9 -1,1

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2017

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1	
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2	
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3	
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6	
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2	
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6	
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2	
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1	
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2	
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6	
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,4	2,6	1,6	2,3	2,3	1,4	
	réelle	-0,7	1,2	1,3	1,2	1,4	0,4	1,1	1,1	0,2	
2011	nominale	0,8 ²	2,4	1,9	1,6	2,7	1,8	2,1	2,3	1,6	
	réelle	-2,1	-0,6	-1,1	-1,4	-0,3	-1,2	-0,9	-0,7	-1,4	
2012	nominale	1,5 ²	2,3	2,0	1,6	2,1	1,9	2,0	2,2	1,9	
	réelle	-0,6	0,2	-0,1	-0,5	0,0	-0,2	-0,1	0,1	-0,2	
2013	nominale	1,8 ²	2,1	2,0	2,1	2,4	2,0	2,2	2,1	1,9	
	réelle	1,1	1,4	1,3	1,4	1,7	1,3	1,5	1,4	1,2	
2014	nominale	2,0 ²	2,2	1,3	2,2	2,3	2,5 ⁴	2,0	2,1	2,1	
	réelle	0,6	0,8	-0,1	0,8	0,9	1,1	0,6	0,7	0,7	
2015	nominale	2,3 ^{2,5}	2,1	3,3	1,5	2,2	..	2,5	2,1	2,2	
	réelle	1,2	1,0	2,2	0,4	1,1	..	1,4	1,0	1,1	
2016	nominale	1,5 ²	2,2	2,3	1,1	2,3	2,2	2,2	2,2	1,9	
	réelle	0,8	1,5	1,6	0,4	1,6	1,5	1,5	1,5	1,2	
2017 ⁶	nominale	1,8 ²	2,1 ⁴	2,4	2,0 ⁴	2,3	1,3	1,9	2,0 ⁴	1,8	
	réelle	0,9	1,2	1,5	1,1	1,4	0,4	1,1	1,1	0,9	
2018 ⁶	nominale	2,0 ²	..	2,5	..	1,2 ⁴	..	1,9 ⁴	2,0 ⁴	2,0	

1. Les taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, sont respectivement de 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992.

2. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

5. Les anciennes conventions de l'administration québécoise prévoyaient une augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015. Les conventions collectives renouvelées en 2016 accordent une rémunération additionnelle correspondant à trente cents (0,30 \$) pour chaque heure rémunérée du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2017 (données préliminaires).

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2017

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2017

Année	Type de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble du Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,0	10,7	0,3	0,0	1,3	5,0	2,4
	> 0 et < IPC	100,0	3,4	11,3	13,5	5,9	1,6	6,9	4,6	54,6
	≥ IPC	0,0	89,7	88,7	75,7	93,8	98,4	91,9	90,4	43,1
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,7	0,1	5,3	1,0	0,0	1,0	3,6	1,9
	> 0 et < IPC	100,0	70,3	97,4	87,3	76,9	91,6	87,3	75,1	87,1
	≥ IPC	0,0	25,0	2,5	7,4	22,0	8,4	11,7	21,2	11,0
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	5,2	0,0	6,7	10,2	0,0	4,6	5,0	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,7	85,0	73,6	49,7	85,7	70,8	35,4	66,7
	≥ IPC	0,0	74,1	15,0	19,7	40,1	14,3	24,6	59,6	30,7
2013	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,0	2,1	0,0	0,4	0,5	0,8	3,0	1,5
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2
	≥ IPC	100,0	95,6	97,4	100,0	99,6	99,5	99,0	96,6	98,3
2014	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,0	41,8	1,1	0,0	0,0 ⁶	13,5	6,3	3,2
	> 0 et < IPC	0,0	3,4	1,6	2,2	0,0	0,0	0,8	2,8	1,4
	≥ IPC	100,0	92,5	56,6	96,7	100,0	100,0	85,7	90,9	95,3
2015	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,7	1,2	1,4	0,0	0,0 ⁷	0,6	2,3	1,5
	> 0 et < IPC	0,0	2,6	6,9	60,5	0,0	0,0	10,7	4,3	3,2
	≥ IPC	100,0	94,7	91,9	38,1	100,0	100,0	88,7	93,5	95,3
2016	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,5	0,3	7,7	5,8	0,0	2,8	2,6	1,4
	> 0 et < IPC	0,0	0,6	21,9	25,0	0,0	0,0	8,1	2,5	1,3
	≥ IPC	100,0	96,9	77,8	67,3	94,2	100,0	89,1	94,9	97,3
2017 ⁸	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,4 ⁶	2,6	0,0 ⁶	5,4	0,0	2,6	3,6 ⁶	1,3
	> 0 et < IPC	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,3
	≥ IPC	100,0	93,9	97,4	100,0	94,6	100,0	97,4	95,5	98,4

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

5. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux liés à l'équité salariale.

6. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

7. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

8. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2017 (données préliminaires).

Annexe J

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2017

Année	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
		Privé	« Autre public »						
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011	1,2	2,1	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	2,0	1,3
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4
2013	... ⁴	2,1	2,3	2,1	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,6	1,5	3,2	2,7	2,7 ⁵	2,6	2,6	2,6
2015	... ⁴	2,2	2,3	2,0	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016	1,6	1,9	1,2	2,5 ²	2,0	... ⁴	1,7	1,8	1,6
2017 ⁶	... ⁴	2,2	1,4	1,8	2,3	... ⁴	1,9	2,1	2,1

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2017 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

Annexe K

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2017

Année	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »		
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,4	2,3	2,4	2,4
2011	1,4	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5
2012	... ⁴	2,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3
2013	... ⁴	2,1	2,4	2,0	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,5	1,5	3,0	2,6	2,8 ⁵	2,5	2,5	2,5
2015	... ⁴	2,1	2,4	1,9	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016	1,4	2,0	1,4	2,1 ²	1,9	... ⁴	1,7	1,9	1,5
2017 ⁶	... ⁴	2,2	1,4	1,6	3,9	... ⁴	2,5	2,3	2,2

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2017 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

*Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain*

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. Il contient les résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : secteur privé, secteur « autre public » et sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et secteur universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2016 à 2017 ainsi que sur une plus longue période, soit de 2009 à 2017.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il y est question de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, de même que des perspectives salariales pour 2017 et 2018.

Avec l'information diffusée dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir disposer de données facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.